JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

3^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1967-1968

COMPTE RENDU INTEGRAL — 1^{re} SEANCE

Séance du Mardi 2 Avril 1968.

SOMMAIRE

1. — Ouverture de la session (p. 965).
2. — Installation des secrétaires d'âge (p. 965).
3. — Eloges funèbres (p. 966).
MM. le président, Frey, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement.
4. — Remplacement de députés décédés (p. 967).
5. — Communication de décisions de rejet et d'annulation relatives à des contestations électorales (p. 967).
6. — Décision du Conseil constitutionnel (p. 967).
7. — Nomination des vice-présidents, des questeurs et des secrétaires (p. 967).
Scrutins.
Suspension et reprise de la séance.
Proclamation du résultat.
8. — Calendrier des prochains travaux de l'Assemblée (p. 968).
9. — Dépôt de projets de loi (p. 968).
10. — Dépôt d'une proposition de résolution (p. 968).
11. — Dépôt d'un rapport (p. 969).
12. — Dépôt d'un rapport sur l'activité de la bourse d'échange de logements (p. 969).
13. — Ordre du jour (p. 969).

PRESIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à quinze heures trente minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

OUVERTURE DE LA SESSION

M. le président. Conformément au troisième alinéa de l'article 28 de la Constitution, je déclare ouverte la seconde session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1967-1968.

— 2 —

INSTALLATION DES SECRETAIRES D'AGE

M. le président. Aux termes de l'article 10 du règlement, les six plus jeunes députés présents sont appelés à siéger au bureau pour y remplir les fonctions de secrétaires provisoires.

D'après les renseignements qui m'ont été fournis, ce sont : MM. Alain Terrenoire, Dijoud, Barrot, Maugein, Julia, Trorial.

(MM. Alain Terrenoire, Dijoud, Barrot, Maugein, Julia et Trorial prennent place au bureau.)

— 3 —

ELOGES FUNEBRES

M. le président. Mes chers collègues, une nouvelle fois notre Assemblée est en deuil (*Mmes et MM. les députés se lèvent*) ; trois des siens ont disparu depuis Noël et, en ce début de session, j'ai le douloureux devoir d'apporter un ultime hommage à leur mémoire.

Marcel Guyot était né le 28 août 1903 dans une famille modeste de six enfants.

Travaillant dès son jeune âge, il fut successivement ouvrier galochier, puis manœuvre saisonnier dans une brasserie, avant de devenir ouvrier spécialisé aux Brasseries de la Meuse.

Il sut acquérir par ses propres moyens des connaissances littéraires, historiques, économiques, qu'il mit, dès 1921, au service de ses concitoyens.

Militant du parti communiste français, interné politique en 1940, il s'évada et participa au maquis F. T. P. du camp du 14-Juillet, en forêt de Tronçais.

Envoyé dans le Midi en vue de créer une organisation clandestine, il y prépara une base pour la Résistance.

Identifié par l'occupant en 1943, dans la région lyonnaise, il est condamné à mort par contumace, mais il continue à lutter contre le nazisme. Arrêté dans une rafle le 28 mars 1944, il est déporté en Allemagne.

En juin 1945, il est rapatrié et il siège au Conseil de la République de 1946 à 1948.

Redevenu ouvrier d'usine, à Moulins d'abord, puis à Cusset, il siège au conseil municipal de Moulins de 1947 à 1950, puis de 1953 à 1959.

En novembre 1962, il est élu député de la première circonscription de l'Allier ; en cette qualité, il fera partie de la commission de la défense nationale et des forces armées. Il sera aussi désigné comme membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour l'amélioration de la production et la structure foncière des forêts françaises.

Réélu en mars 1967, il dépose une proposition de loi tendant à améliorer le statut du fermage et du métayage.

Résistant courageux, représentant de la population au service de laquelle il s'est dévoué sans compter jusqu'à ce qu'il soit foudroyé par un accident cardiaque, Marcel Guyot était un homme méthodique, d'une calme ténacité, qui aimait à mener à bien ce qu'il avait entrepris.

C'était aussi un homme souriant, très actif dans sa circonscription comme au Parlement, où les intérêts ruraux, l'aménagement, l'école, le logement, l'emploi, les retraites ainsi que tous les déshérités trouvaient en lui un ardent défenseur toujours prêt à intervenir.

Que sa famille, ses amis et les membres de son groupe soient assurés que la personnalité de Marcel Guyot, qui lui valut leur attachement, avait également conquis l'estime de tous ses collègues.

C'est au nom de l'Assemblée nationale tout entière que je les assure de notre douloureuse sympathie et du fidèle souvenir que nous conserverons de lui.

Notre Assemblée est aussi douloureusement frappée par le décès de M^r Gabriel Macé, député-maire de Saint-Denis-de-la-Réunion, qui venait de subir une opération chirurgicale à la suite d'une cruelle maladie.

Fils de négociant, il était né le 1^{er} juin 1906 à Saint-Denis-de-la-Réunion, et c'est également au chef-lieu de cet important département d'outre-mer que notre collègue fit ses études secondaires.

Il obtint ensuite sa licence en droit à la faculté de droit de Paris et s'établit dans le notariat, à Saint-Denis-de-la-Réunion, en 1933.

Entre-temps, Gabriel Macé se maria et fonda une belle famille de cinq enfants.

Avant d'entrer dans la vie politique, il fut d'abord un chef scout très entreprenant, passionné de services publics, conseiller municipal de Saint-Joseph de 1949 à 1951, conseiller général depuis 1949, président de la commission départementale pendant dix ans.

Il avait été élu vice-président du conseil général en 1958 et, de nouveau, conseiller général en 1961. Aux élections municipales du 18 mars 1959, il fut élu sur la liste « modérés », devint le premier magistrat municipal de Saint-Denis-de-la-Réunion, qu'il fit bénéficier, en quelques années, d'une nette transformation.

Avant d'entrer dans la vie politique, il fut un chef scout très entreprenant, passionné de services publics.

Conseiller municipal de Saint-Joseph de 1949 à 1951, conseiller général depuis 1949, président de la commission départementale pendant dix ans, il avait été élu vice-président du conseil général

en 1958 et, de nouveau, conseiller général en 1961. Aux élections municipales du 18 mars 1959, il fut élu sur la liste « modérés », devint le premier magistrat municipal de Saint-Denis-de-la-Réunion, qu'il fit bénéficier, en quelques années, d'une nette transformation.

Elu une première fois député de la Réunion le 18 novembre 1962, il s'inscrivit au groupe des républicains indépendants et fut secrétaire de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Cette élection ayant été annulée, il ne se présenta pas à l'élection partielle qui suivit et fut nommé membre du Conseil économique et social.

Il fut réélu aux élections législatives du 5 mars 1967 sous l'étiquette de l'union démocratique pour la V^e République.

Président de l'association des maires de son département depuis 1960, il se consacra entièrement, jusqu'à la limite de ses forces, au bien-être de ses concitoyens.

Président de la commission de l'éducation nationale au sein du comité d'expansion économique de la Réunion, il fut le principal promoteur de la nouvelle école d'infirmiers et d'infirmières au centre hospitalier départemental, dont il présidait la commission administrative.

Sa capacité de travail et son instinct réalisateur étaient tels qu'il était aussi président de nombreuses sociétés à caractère social ou sportif.

Chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique, chevalier du mérite agricole, Gabriel Macé ne sollicitait pas les honneurs, et la longue théorie de milliers de personnes qui suivit son cortège funèbre constitua le plus bel hommage rendu à son action.

Par ma voix, l'Assemblée nationale unanime s'incline respectueusement devant la douleur de son épouse, de ses enfants, de ses amis, et adresse son ultime salut au grand créole et au Français, si fidèlement attaché à la mère patrie, que fut Gabriel Macé.

La vie est ainsi faite qu'il n'est malheureusement pas de jour où nous n'apprenions la disparition de tel ou tel compagnon d'armes ou de travail.

Le troisième décès que nous déplorons dans les rangs de notre Assemblée est celui de Julien Cazelles, maire de Roquebrune-sur-Argens, député du Var.

Fils de mineur, il était né le 23 octobre 1905 à Laguépie, dans le Tarn-et-Garonne.

Son père, ayant été grièvement blessé par un coup de grisois, était devenu concierge au collège de Draguignan ; c'est là que notre collègue fit ses études secondaires.

Il obtint son baccalauréat en 1924, après avoir lui-même remplacé son père mobilisé de 1914 à 1918.

Nommé maître d'internat au collège de Manosque, puis au lycée de Nice, il fit ensuite carrière dans l'administration des contributions directes, principalement comme chef du contentieux à la direction départementale de Draguignan.

En 1956, il fut nommé contrôleur d'Etat, directeur du cabinet et conseiller technique du président de la commission des finances du Sénat.

Il aurait pu s'en tenir à cette brillante carrière administrative au cours de laquelle il s'attacha à étudier les réformes fiscales et financières susceptibles d'être apportées au système en vigueur. Mais ce serviteur intègre de l'Etat avait le souci de servir encore davantage, quitte à engager son existence elle-même.

Il le montra, dès sa démobilisation, en 1940, au sein du M. L. N. et des groupes « Combat » et « Libération » dans lesquels il participa à la Résistance. Il assumait alors la responsabilité des maquis F. F. I. de Canjuers et de Montferrat, établissant une liaison radio avec Londres.

Ses éminents services de guerre furent sanctionnés par la rosette d'officier de la Légion d'honneur, la croix de guerre 1939-1945 et la médaille de la Résistance.

Membre du comité local de libération de Draguignan, il géra pendant quelque temps les biens de cette commune.

Sur le plan politique, il avait adhéré, en 1950, à la S. F. I. O., mais il refusa de se présenter aux élections jusqu'en 1961.

Elu conseiller municipal le 29 octobre 1961, il était depuis maire de Roquebrune-sur-Argens.

Grand travailleur, il avait su trouver des solutions judicieuses à tous les problèmes que posait l'équipement de sa commune, se préoccupant en particulier des installations consacrées à la jeunesse.

Personnalité dirigeante de l'association des maires du Var, il fut désigné pour représenter cet organisme à la C. O. D. E. R. de la région de Provence.

Elu député de la deuxième circonscription du Var, le 12 mars 1967, il s'inscrivit au groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. Il appartenait à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Malheureusement il dut subir, dès avril 1967, une grave intervention chirurgicale. Malgré cette épreuve, il sut faire apprécier

à l'Assemblée nationale un esprit méthodique et juste qui lui valut la considération et l'estime de tous.

Au nom de cette Assemblée, j'exprime à Mme Cazelles, ainsi qu'à ses deux fils, à son frère et à ses nombreux amis les profonds regrets de ses collègues, qui conserveront de lui le souvenir vivace du fonctionnaire de talent, du patriote courageux et du représentant du peuple dont la générosité de cœur et le dévouement au bien public furent toujours exemplaires.

M. Roger Frey, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

M. Roger Frey, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Mesdames, messieurs, le Gouvernement s'associe pleinement à l'hommage que M. le président de l'Assemblée nationale vient de rendre à la mémoire de M. Guyot, de M. Macé et de M. Cazelles.

Je prie les familles des disparus, leurs amis, les groupes politiques auxquels ils appartenaient et l'Assemblée nationale tout entière de bien vouloir agréer les condoléances attristées du Gouvernement.

— 4 —

REMPLACEMENT DE DEPUTES DECEDES

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre de l'intérieur et de M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, les 7 et 16 février et le 14 mars 1968, des communications faites en application de l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, desquelles il résulte que MM. Jean Billaud, Joseph Peyret-Forcade et Ernest Barbier remplacent respectivement MM. Marcel Guyot, Gabriel Macé et Julien Cazelles, décédés.

— 5 —

COMMUNICATION DE DECISIONS DE REJET ET D'ANNULATION RELATIVES A DES CONTESTATIONS ELECTORALES

M. le président. En application de l'article L. O. 185 du code électoral, j'ai reçu du Conseil constitutionnel notification de décisions de rejet relatives à des contestations d'opérations électorales.

Ces décisions sont affichées et seront publiées en annexe au compte-rendu intégral de la présente séance.

D'autre part, j'ai reçu du Conseil constitutionnel notification d'une décision portant annulation de l'élection législative du 12 mars 1967 dans la 2^e circonscription du département de la Corse, à la suite de laquelle M. Faggianelli avait été proclamé élu. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

J'ai pris acte de cette décision au *Journal officiel* du 26 janvier 1968. Le texte de la décision a été affiché et sera publié en annexe au compte rendu intégral de la séance de ce jour.

— 6 —

DECISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. le président. J'informe l'Assemblée que le Conseil constitutionnel a publié au *Journal officiel* (Lois et décrets) du 1^{er} février 1968, sa décision concernant la loi relative aux évaluations servant de base à certains impôts directs locaux.

Ce texte lui avait été déferé par le Premier ministre, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

— 7 —

NOMINATION DES VICE-PRESIDENTS, DES QUESTEURS ET DES SECRETAIRES

M. le président. L'ordre du jour appelle l'élection des six vice-présidents, des trois questeurs et des douze secrétaires de l'Assemblée nationale.

Les candidatures à ces différents postes ont été déposées au secrétariat général, à quatorze heures cinquante, et aussitôt affichées.

En ce qui concerne les douze secrétaires, le nombre des candidats n'est pas supérieur à celui des sièges à pourvoir.

La liste de ces candidats sera considérée comme ratifiée, et la nomination prendra effet à l'expiration du délai d'une heure suivant le présent avis, sauf opposition signée par trente députés au moins et formulée avant l'expiration de ce délai.

En ce qui concerne les fonctions de vice-président et de questeur, il va être procédé, pour chacune d'elles, à une élection par scrutin plurinominal majoritaire.

L'Assemblée voudra sans doute procéder simultanément à ces deux scrutins :

- à la tribune, pour l'élection des vice-présidents ;
- dans les salles voisines, pour l'élection des questeurs.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

Je rappelle que ces scrutins sont secrets.

Au premier et au deuxième tours de scrutin sont élus, dans l'ordre des suffrages, les candidats ayant obtenu la majorité absolue.

Toutefois, si, pour un ou plusieurs sièges, des candidats en nombre supérieur au nombre des sièges à pourvoir ont obtenu la majorité absolue et le même nombre de suffrages, il y a lieu à un nouveau scrutin pour lesdits sièges. Au troisième tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est élu.

Des bulletins, au nom des candidats, ont été imprimés et sont à la disposition de nos collègues dans les salles voisines de la salle des séances.

Ils devront être mis dans l'urne sous enveloppe.

Seront considérés comme nuls les suffrages exprimés dans une enveloppe contenant, soit plus de noms que de postes à pourvoir, soit le nom d'une personne non député.

Je prie MM. les secrétaires de bien vouloir désigner deux d'entre eux pour présider les bureaux de vote installés dans les salles voisines.

Je vais tirer au sort le nom de quatre de nos collègues qui procéderont à l'emargement de la liste des votants.

(*Il est procédé au tirage au sort.*)

M. le président. Sont désignés : MM. Girard, Guichard, Pleven et Rousselet.

Huit scrutateurs titulaires et quatre scrutateurs suppléants chargés de procéder au dépouillement des scrutins doivent être également désignés par tirage au sort.

(*Il est procédé au tirage au sort.*)

M. le président. Sont désignés :

Scrutin pour l'élection des six vice-présidents :

Quatre titulaires : MM. Bisson, Duhamel, Fajon et Grussenmeyer.

Deux suppléants : MM. Dupuy et Philibert.

Scrutin pour l'élection des trois questeurs :

Quatre titulaires : MM. Bousquet, Fouet, Planeix et Sanford.

Deux suppléants : MM. Catalifaud et Ruffe.

Je vais maintenant tirer au sort la lettre par laquelle commencera l'appel nominal pour le scrutin à la tribune.

(*Le sort désigne la lettre Z.*)

M. le président. Afin de faciliter le déroulement ordonné du scrutin, je prie instamment Mmes et MM. les députés de ne monter à la tribune qu'à l'appel de leur nom.

Pour le scrutin dans les salles voisines, les votes pourront être émis au fur et à mesure de l'arrivée des votants aux tables de vote.

Je prie nos collègues de se rendre dans les salles voisines pour y retirer leurs bulletins de vote et les placer sous enveloppe.

Les scrutins vont être annoncés dans le palais et seront ouverts dans cinq minutes.

M. le président. Les scrutins sont ouverts à la tribune et dans les salles voisines.

Ils seront clos à seize heures cinquante minutes.

Huissiers, veuillez commencer l'appel nominal.

(*Les scrutins sont ouverts à seize heures cinq minutes. — L'appel a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ? ...

Les scrutins sont clos à la tribune et dans les salles voisines. J'invite MM. les scrutateurs qui ont été désignés au début de la séance à se rendre au 4^e bureau pour procéder au dépouillement des bulletins qui vont y être portés.

Les résultats des scrutins seront proclamés ultérieurement.

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à seize heures cinquante minutes, est reprise à dix-sept heures quarante-cinq minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

Voici le résultat du scrutin pour l'élection des vice-présidents :

Nombre de votants	455
Bulletins blancs ou nuls	3
Suffrages exprimés	452
Majorité absolue	227

Ont obtenu :

MM. Montalat	423	suffrages.
Massot	410	—
Roland Dumas	390	—
Lamps	380	—
Peretti	378	—
Anthoiz	376	—

Divers : 13 suffrages.

MM. Montalat, Massot, Roland Dumas, Lamps, Peretti, Anthoiz ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, je les proclame vice-présidents de l'Assemblée nationale. (*Applaudissements.*)

Voici le résultat du scrutin pour l'élection des questeurs :

Nombre de votants	456
Bulletins blancs ou nuls	73
Suffrages exprimés	383
Majorité absolue	192

Ont obtenu :

MM. Bricout	357	suffrages.
Michel Jacquet	357	—
Neuwirth	348	—

Divers : 7 suffrages.

MM. Bricout, Michel Jacquet et Neuwirth ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, je les proclame questeurs de l'Assemblée nationale. (*Applaudissements.*)

En ce qui concerne les candidatures présentées pour les 12 postes de secrétaires de l'Assemblée nationale, la présidence n'a reçu aucune opposition.

En conséquence, je proclame secrétaires de l'Assemblée nationale : MM. Berthouin, Bozzi, Cermolacce, Darchicourt, Hinsberger, Marceau Laurent, Le Douarec, Mme Prin, MM. Renouard, Rivierez, Sablé, Vizet. (*Applaudissements.*)

Je constate que le bureau de l'Assemblée nationale est constitué.

Sa composition sera notifiée à M. le Président de la République, à M. le Premier ministre et à M. le président du Sénat.

— 8 —

CALENDRIER DES PROCHAINS TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE

M. le président. Je rappelle à l'Assemblée qu'elle doit nommer, à la deuxième séance de la session ordinaire d'avril, les membres des six commissions permanentes et de la commission des comptes.

Voici, en conséquence, le calendrier qui pourrait être envisagé pour ces nominations :

Mercredi 3 avril 1968 :

A dix heures : réunion des présidents de groupes ou de leurs représentants — local du 8^e bureau — pour la répartition entre les groupes des sièges des six commissions permanentes et de la commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée ;

Ensuite, et à la diligence de leurs présidents, réunion des groupes pour la désignation nominale des candidats aux commissions ;

A quinze heures : réunion des députés isolés, local du 8^e bureau ;

Avant dix-huit heures : remise au bureau central des commissions, local n° 203, des candidatures aux six commissions permanentes et à la commission des comptes. Affichage de ces candidatures.

Judi 4 avril 1968 :

Matin : publication des candidatures aux six commissions permanentes et à la commission des comptes ;

A dix heures, séance publique : annonce des candidatures ;

A onze heures : nomination des membres des commissions.

A quatorze heures : réunion des six commissions permanentes pour l'élection de leurs bureaux :

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales, local 213 ;

La commission des affaires étrangères, local du 9^e bureau ;
La commission de la défense nationale et des forces armées, local 249 ;

La commission des finances, de l'économie générale et du Plan, local du 4^e bureau ;

La commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, local 264 ;

La commission de la production et des échanges, salle Colbert ;

A dix-sept heures, et sous réserve que les six commissions permanentes aient terminé les opérations de constitution de leurs bureaux : réunion de la commission des comptes pour l'élection de son bureau, local 206 ;

A dix-sept heures trente : réunion du bureau de l'Assemblée nationale.

La conférence des présidents se réunira le jeudi 4 avril, à dix-huit heures, pour l'établissement de l'ordre du jour qui sera soumis à l'Assemblée, le même jour, à dix-neuf heures.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

— 9 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 640, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 641, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 642, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 643, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant l'approbation de deux échanges de lettres du 28 septembre 1967 relatifs à une rectification du tracé de la frontière franco-italienne dans le secteur de Clavières et à la construction d'un bureau commun à contrôles nationaux juxtaposés.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 644, distribué et renvoyé à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville le 21 avril 1966.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 645, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant la ratification de la convention consulaire et de son annexe, signées le 8 décembre 1966 entre la République française et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 646, distribué et renvoyé à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi sur les transports maritimes d'intérêt national.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 647, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi de finances rectificative pour 1968.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 648, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant la ratification de la convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran, signée à Téhéran le 24 juin 1964.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 649, distribué et renvoyé à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du protocole annexe, signés à Paris le 28 septembre 1967.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 650, distribué et renvoyé à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 651, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Paris le 25 septembre 1967.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 652, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 654, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 655, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du code des douanes.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 656, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 10 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE RESOLUTION

M. le président. J'ai reçu de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, une proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête en vertu de l'article 139 du règlement sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du

26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962.

La proposition de résolution sera imprimée sous le n° 653, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 11 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. de Grailly un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne du 30 novembre 1964, concernant la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition (n° 365).

Le rapport sera imprimé sous le n° 657 et distribué.

— 12 —

DEPOT D'UN RAPPORT SUR L'ACTIVITE DE LA BOURSE D'ECHANGE DE LOGEMENTS

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre, en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960, un rapport sur l'activité de la Bourse d'échange de logements (année 1966).

Le rapport a été distribué.

— 13 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Jeudi 4 avril, à dix heures, première séance publique :

Nomination des membres des six commissions permanentes et de la commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée nationale ;

A dix-neuf heures, deuxième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures cinquante minutes.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,
VINCENT DELBECCHI.

Errata

1° au compte rendu intégral de la 2^e séance du 30 novembre 1967.

PROJET DE LOI D'ORIENTATION FONCIÈRE (L. 86)

Page 5429, 1^{re} colonne, 1^{re} ligne (art. 38 ter) :

Au lieu de : « ... réalisation éventuelle du contrat... »,

Lire : « ... résiliation éventuelle du contrat... ».

2° au compte rendu in extenso de la séance du 14 décembre 1967.

DONATIONS ENTRE ÉPOUX (L. 100)

Page 5915, 1^{re} colonne, 9^e alinéa en partant du bas, 4^e à 6^e lignes (titre de la loi) :

Au lieu de : « ... tendant à modifier les dispositions de l'article 1099-2° du code civil relatif aux donations entre époux... »,

Lire : « ... tendant à insérer dans le code civil un article 1099-1 relatif aux donations entre époux... ».

Secrétaires d'âge de l'Assemblée nationale.

Séance du mardi 2 avril 1968.

MM. Alain Terrenoire, Dijoud, Barrot, Maugein, Julia, Trorial.

Bureau de l'Assemblée nationale.

A la suite de la nomination des vice-présidents, questeurs et secrétaires, à laquelle l'Assemblée nationale a procédé dans sa séance du mardi 2 avril 1968, son bureau se trouve ainsi complété :

Président	M. Jacques Chaban-Delmas.
Vice-présidents	MM. Montalat. Massot. Roland Dumas. Lamps. Peretti. Anthonioz.
Questeurs	MM. Bricout. Michel Jacquet. Neuwirth.
Secrétaires	MM. Berthouin. Bozzi. Cermolacce. Darchicourt. Hinsberger. Marceau Laurent. Le Douarec. M ^{mes} Prin. MM. Renouard. Rivierez. Sablé. Vizet.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée par M. le président pour le jeudi 4 avril 1968, à 18 heures, dans les salons de la présidence, en vue d'établir l'ordre du jour de l'Assemblée.

Remplacement de députés décédés.

I. — Il résulte d'une communication de M. le ministre de l'intérieur du 7 février 1968, faite en application de l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, que M. Marcel Guyot, député de la première circonscription du département de l'Allier, décédé le 28 janvier 1968, est remplacé jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale par M. Jean Billaud, élu en même temps que lui à cet effet.

II. — Il résulte d'une communication de M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, faite en application de l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, que M. Gabriel Macé, député de la deuxième circonscription de la Réunion, décédé le 13 février 1968, est remplacé, jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale, par M. Joseph Peyret-Forcaud, élu en même temps que lui à cet effet.

III. — Il résulte d'une communication de M. le ministre de l'intérieur du 14 mars 1968, faite en application de l'article 32 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, que M. Julien Cazelles, député de la deuxième circonscription du département du Var, décédé le 12 mars 1968, est remplacé, jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale, par M. Ernest Barbier, élu en même temps que lui à cet effet.

Communications faites à l'Assemblée nationale par le Conseil constitutionnel.

(Application de l'article L. O. 185 du code électoral.)

Décisions sur des requêtes en contestation d'opérations électorales.

Décision n° 67-435. — Séance du 24 janvier 1968.
Corse (2^e circonscription).

Le Conseil constitutionnel,
Vu l'article 59 de la Constitution ;
Vu l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;
Vu le code électoral ;

Vu la requête présentée pour M. Jean-Gratien Zuccarelli, demeurant à Bastia, 17, boulevard du Général-de-Gaulle, ladite requête enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 22 mars 1967 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil statuer sur les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 12 mars 1967 dans la 2^e circonscription de la Corse pour la désignation d'un député à l'Assemblée nationale ;

Vu les observations en défense présentées par M. Jacques Faggianelli, député, lesdites observations enregistrées au secrétariat général du Conseil constitutionnel les 11, 12, 13 et 20 avril 1967 ;

Vu les observations en réplique présentées pour M. Zuccarelli, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 9 mai 1967 ;

Vu les observations en duplique présentées par M. Faggianelli, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 23 mai 1967 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Ouï le rapporteur en son rapport ;

— Sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que, dans le 6^e bureau de la ville de Bastia, le procès-verbal des opérations électorales, la liste d'émargement et les feuilles de pointage ont disparu sans que la proclamation publique des résultats ait pu être faite ni dans ce bureau, ni dans le bureau centralisateur de la ville, contrairement aux prescriptions des articles R. 67 et R. 69 du code électoral ; que ces graves irrégularités font obstacle au contrôle par le Conseil constitutionnel de la sincérité des résultats des opérations électorales dans le 6^e bureau ;

Considérant que, dans le 12^e bureau de Bastia, des individus non identifiés ont, pendant le déroulement des opérations de vote, procédé à l'enlèvement de l'urne ainsi que de la liste d'émargement et des dossiers de votes par correspondance ; que si l'urne a été récupérée intacte et scellée, la disparition définitive de la liste d'émargement et des dossiers de votes par correspondance rend impossible la comparaison du nombre des votants et de celui des bulletins et enveloppes trouvés dans l'urne et, de façon générale, ne permet pas au Conseil constitutionnel de contrôler la sincérité des résultats dans ce bureau ;

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles L. 79 à L. 85 et R. 81 à R. 93 du code électoral que la procédure de vote par correspondance présente un caractère exceptionnel et ne peut être utilisée que suivant un ensemble de règles destinées à garantir la régularité de ce mode de participation au scrutin ;

Considérant que des électeurs inscrits sur les listes électorales de la ville de Bastia qui s'étaient rendus dans le département des Alpes-Maritimes pour y assister à une rencontre sportive le jour du scrutin ont voté par correspondance alors qu'ils n'entraient dans aucune des catégories prévues aux articles L. 79 à L. 81 du code électoral ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que le nombre des votes par correspondance pris en compte dans les résultats des opérations électorales de la ville de Bastia, s'il reste proportionnellement inférieur à celui de ces mêmes votes émis dans l'ensemble de la circonscription, est cependant sensiblement supérieur à la différence entre, d'une part, le nombre des plis recommandés d'envoi des instruments de votes par correspondance et, d'autre part, le nombre de ces plis retournés à Bastia, soit que leurs destinataires n'aient pu être touchés, soit qu'ils n'aient pas demandé à voter par correspondance ; qu'il en découle que de nombreux votes par correspondance n'émanent pas d'électeurs ayant demandé à utiliser ce mode de votation ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède qu'il y a lieu d'annuler l'élection contestée,

Décide :

Art. 1^{er}. — L'élection législative à laquelle il a été procédé le 12 mars 1967 dans la 2^e circonscription du département de la Corse est annulée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'Assemblée nationale et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 24 janvier 1968, où siégeaient : MM. Gaston Palewski, président ; Cassin, Deschamps, Monnet, Waline, Antonini, Gilbert-Jules, Michard-Pellissier et Luchaire.

Décisions n^{os} 67-501, 67-502. — Séance du mardi 30 janvier 1968.

Corse (3^e circonscription).

Le Conseil constitutionnel,

Vu l'article 59 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ;

Vu le code électoral ;

Vu 1^o la requête présentée par MM. Antoine Pacini, Jacques Canonici, Joseph Francisci et Ange Luciani, demeurant à Figari (Corse), ladite requête enregistrée au secrétariat général du Conseil constitutionnel le 4 septembre 1967 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil constitutionnel annuler les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 27 août 1967 au bureau de vote de Figari ; 2^o la requête présentée par MM. Paul Mondolini, demeurant à Sartène (Corse), et Paul Bungelmi, demeurant à Petreto-Bicchisano (Corse), ladite requête enregistrée à la préfecture de la Corse le 5 septembre 1967 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil constitutionnel annuler les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 27 août 1967 dans la 3^e circonscription de la Corse pour la désignation d'un député à l'Assemblée nationale.

Vu les observations en défense présentées par M. de Rocca Serra, député, lesdites observations enregistrées le 20 octobre 1967 au secrétariat général du Conseil constitutionnel ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Où il rapporteur en son rapport ;

Considérant que les deux requêtes susvisées sont relatives aux mêmes opérations électorales ; qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule décision ;

Sur la requête de MM. Pacini, Canonici, Francisci et Luciani :

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 32, 33, 35 et 39 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel que ledit Conseil ne peut être valablement saisi de contestations autres que celles dirigées contre l'élection d'un parlementaire ;

Considérant que, par la requête susvisée, MM. Pacini, Canonici, Francisci et Luciani se bornent à demander l'annulation des opérations électorales du bureau de Figari, annulation qui serait sans influence sur le résultat de l'élection ; que cette requête ne constitue pas une contestation de l'élection au sens de l'article 33 de l'ordonnance précitée ; que, dès lors, elle n'est pas recevable ;

Sur la requête de MM. Mondolini et Bungelmi :

Considérant que les requérants allèguent que la date fixée pour la consultation électorale, après l'annulation de la précédente élection, aurait été de nature à fausser le scrutin ;

Considérant que cette date a été fixée conformément aux dispositions des articles L. 173 et L. 178 du code électoral ; que, dès lors, le moyen ne saurait être accueilli ;

Considérant que les requérants soutiennent que diverses irrégularités auraient été commises à l'occasion des votes par correspondance et que ces derniers auraient atteint un pourcentage anormalement élevé ; que cette proportion ne peut, à elle seule et en l'absence d'éléments d'information permettant d'établir l'existence de fraudes, entraîner l'annulation de l'élection ;

Considérant que les irrégularités ainsi alléguées de même que celles relatives au déroulement du scrutin ne sont pas établies et seraient d'ailleurs sans influence sur le résultat du vote ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la requête de MM. Mondolini et Bungelmi doit être rejetée,

Décide :

Art. 1^{er}. — Les requêtes de MM. Pacini, Canonici, Francisci et Luciani et de MM. Mondolini et Bungelmi sont rejetées.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'Assemblée nationale et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 30 janvier 1968, où siégeaient : MM. Gaston Palewski, président ; Cassin, Deschamps, Monnet, Waline, Antonini, Gilbert-Jules et Luchaire.

Composition des groupes.

Rappel des modifications intervenues pendant l'intersession.

I. — GROUPE D'UNION DES DÉMOCRATES POUR LA V^e RÉPUBLIQUE

Journal officiel (Lois et décrets) du 26 janvier 1968.
(178 membres au lieu de 179.)

Supprimer le nom de M. Faggianelli.

Journal officiel (Lois et décrets) du 14 février 1968.)
(177 membres au lieu de 178.)

Supprimer le nom de M. Gabriel Macé.

Journal officiel (Lois et décrets) du 28 mars 1968.
(178 membres au lieu de 177.)

Ajouter le nom de M. Peyret-Forcade.

II. — GROUPE DE LA FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

Journal officiel (Lois et décrets) du 16 février 1968.
(115 membres au lieu de 116.)

Supprimer le nom de M. Hersant.

Journal officiel (Lois et décrets) du 14 mars 1968.
(115 membres.)

Supprimer le nom de M. Cazelles.

Ajouter le nom de M. Alduy.

Journal officiel (Lois et décrets) du 28 mars 1968.
(116 membres au lieu de 115.)

Ajouter le nom de M. Barbier.

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.

Journal officiel (Lois et décrets) du 14 mars 1968.
(4 membres au lieu de 5.)

Supprimer le nom de M. Alduy.

III. — GROUPE COMMUNISTE

Journal officiel (Lois et décrets) du 8 février 1968.
(70 membres au lieu de 71.)

Supprimer le nom de M. Marcel Guyot.

Journal officiel (Lois et décrets) du 18 février 1968.
(71 membres au lieu de 70.)

Ajouter le nom de M. Jean Billaud.

IV. — GROUPE DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS

Journal officiel (Lois et décrets) du 20 janvier 1968.
(41 membres au lieu de 42.)

Supprimer le nom de M. Sanford

V. — GROUPE PROGRÈS ET DÉMOCRATIE MODERNE

Journal officiel (Lois et décrets) du 23 février 1968.
(39 membres au lieu de 38.)

Ajouter le nom de M. Sanford.

Journal officiel (Lois et décrets) du 2 avril 1968.
(42 membres au lieu de 39.)

Ajouter les noms de MM. Commenay, Frédéric-Dupont, Schaff.
Supprimer la rubrique :

« Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement (3 membres) : MM. Commenay, Frédéric-Dupont, Schaff. »

LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT A AUCUN GROUPE

Journal officiel (Lois et décrets) du 20 janvier 1968.
(9 au lieu de 8.)

Ajouter le nom de M. Sanford.

Journal officiel (Lois et décrets) du 8 février 1968.
(10 au lieu de 9.)

Ajouter le nom de M. Jean Billaud.

Journal officiel (Lois et décrets) du 16 février 1968.
(11 au lieu de 10.)

Ajouter le nom de M. Hersant.

Journal officiel (Lois et décrets) du 17 février 1968.
(12 au lieu de 11.)

Ajouter le nom de M. Peyret-Forcade.

Journal officiel (Lois et décrets) du 18 février 1968.
(11 au lieu de 12.)

Supprimer le nom de M. Jean Billaud.

Journal officiel (Lois et décrets) du 23 février 1968.
(10 au lieu de 11.)

Supprimer le nom de M. Sanford.

Journal officiel (Lois et décrets) du 15 mars 1968.
(11 au lieu de 10.)

Ajouter le nom de M. Barbier.

Journal officiel (Lois et décrets) du 28 mars 1968.
(9 au lieu de 11.)

Supprimer le nom de MM. Barbier et Peyret-Forcade.

Liste des membres des groupes au 2 avril 1968.

Journal officiel (Lois et décrets) du 2 avril 1968.

GRUPE D'UNION DES DEMOCRATES POUR LA V^e REPUBLIQUE (178 membres.)

MM. Abdoukader Moussa Ali, Ansquer, Mme Baclet, MM. Bailly, Balança, Baridon, Pierre Bas, Mme Batier, MM. Baumel, Bécam, Belcour, François Bénard, Beraud, Berger, Bignon, Bisson, Blary, Boinvilliers, Bordage, Borocco, Georges Bourgeois, Bourgoin, Bousquet, Bousseau, Bozzi, Brial, Bricout, Briot, Buot, Pierre Buron, Antoine Caill, René Caille, Catalifaud, Chaband-Delmas, Chalandon, Charié, Charret, Chassagne, Chauvet, Clostermann, Cointat, Pierre Cornet, Maurice Cornette, Coumaros, Damette, Danel, Danilo, Dassault, Degraeve, Delatre, Louis Alexis Delmas, Delong, Dusseaux, Duterne, Albert Ehm, Falala, Fantou, Jean Favre, Flornoy, Fossé, Foyer, Georges, Gerbaud, Girard, Godefroy, de Grailly, Granet, Grussenmeyer, Guillermin, Habib-Deloncele, Hamelin, Hauret, Mme de Hauteclouque, MM. Hébert, Herzog, Hinsberger, Hoffer, Inchauspé, Ithurbe, Marc Jacquet, Jacson, Jamot, Jarrot, Jenn, Julia, Kaspereit, Krieg, Labbé, La Combe, Laudrin, Le Bault de la Morinière, Le Douarec, Lemaire, Lepage, Lepeu, Lepidi, Le Tac, Le Theule, Limouzy, de Lipkowski, Litoux, Luciani, Macquet, Maillot, Mainguy, de la Malène, Murette, Marie, Massoubre, Mauger, Meunier, Miossec, Nessler, Neuwirth, Noël, Offroy, Jean-Paul Palewski, Peretti, Perrot, Camille Petit, Peyret, Peyret-Forcade, Pezout, Pisani, Mme Ploux, MM. Poirier, Poncelet, Pons, Robert Poujade, de Poulpiquet, Pierre Pouyade, de Préaumont, Quentier, Rabourdin, Radius, Réthoré, Henry Rey, Ribadeau Dumas, René Ribière, Jacques Richard, Lucien Richard, Rickert, Ritter, Rivain, Paul Rivière, Rivièrez, de Rocca Serra, Roulland, Roux, Ruais, Sabatier, Sargette, Salardaine, Louis Sallé, Scholer, Schwartz, Sers, Souchal, Sprauer, Taittinger, Alain Terrenoire, Louis Terrenoire, Tomasini, Triboulet, Tricon, Trorial, Valenct, Valentino, Valleix, Jacques Vendroux, Jacques-Philippe Vendroux, Vertadier, Robert-André Vivien, Wagner, Weinman, Westphal, Ziller, Zimmermann.

Le président du groupe.
HENRY REY.

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.
(21 membres.)

M. Cerneau, Mme Ayine de La Chevrelière, MM. Baudouin, Bizet, Boscher, Capitant, de Chambrun, Chapalain, Christiaens, Cousté, Xavier Deniau, Mlle Dienesch, MM. Frys, Hoguet, Jacquinet, Lehn, Ahmed Mohamed, Saïd Ibrahim, Thomas, Verkindere, Voisin.

GRUPE DE LA FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE (116 membres.)

MM. Alduy, Allainmat, Léon Ayine, Barbier, Raoul Bayou, Benoist, Berthouin, Billères, Georges Bonnet, Bordeneuve, Boulay, Bouloche, Bouthières, Brettes, Brugnol, Carpentier, Cassagne, Chandernagor, Charles, Chauvel, Chazelle, Chochoy, Clérycy, Arthur Cornette, Darchicourt, Dardé, Darras, Daviaud, Dayan, Defferre, Dejean, Delelis, Louis-Jean Delmas, Delorme, Delpech, Delvainquière, Denvers, Deschamps, Desouches, Emile Didier, Dreyfus-Schmidt, Ducos, Duffaut, Roland Dumas, Dumortier, Paul Duraffour, Guy Ebrard, Escande, Estier, Robert Fabre, Gilbert Faure, Maurice Faure, Fillioud, Forest, Fouet, Félix Gaillard, Gaudin, Gernez, Guerlin, Guidet, Guille, Labarrère, Lacoste, Pierre Lagorce, Lagrange, Lamarque-Cando, Tony Larue, Marcéau Laurent, Lavielle, Lebon, Leccia, Max Lejeune, Le Sénéchal, Longequeue, Loo, Loustau, Maroselli, Jean Masse, Massot, Maugein, Mermaz, Métayer, Milhau, Mitterrand, Guy Mollet, Montalat, Morlevat, Naveau, Nègre, Notebart, Pèrillier, Péronnet, Philibert, Pic, Picard, Pieds, Pimont, Planeix, Ponsellé, Charles Privat, Raut, Regaudie, André Rey, Rosselli, Rousslet, Sauzède, Schloesing, Sénéès, Spénale, Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, MM. Francis Vals, Antonin Ver, Vignaux, Vinson, Vivier, Yvon.

Le président du groupe,
GASTON DEFFERRE.

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.
(4 membres.)

MM. Desson, Le Foll, Mendès-France et Prat.

GRUPE COMMUNISTE (71 membres.)

MM. Andrieux, Arraut, Baillot, Robert Ballanger, Balmigère, Raymond Barbet, Virgile Barel, Bertrand, Bilbeau, Billaud, Billoux, Boucheny, Bustin, Canacos, Carlier, Cermolacce, Chambaz, Combrisson, Coste, Couillet, Depietri, Doize, Ducolné, Dupuy, Duroméa, Eloy, Fajon, Léon Feix, Fiévez, Garcin, Gosnat, Goubier, Fernand Grenier, Hostier, Houël, Jans, Juquin, Lamps, Paul Laurent, Leloir, Lemoine, Leroy, Robert Levot, Waldeck L'Huillier, Lolive, Maisonnat, Manceau, Mancey, Marin, Merle, Millet, Morillon, Musmeaux, Nilès, Odru, Mmes Prin, Colette Privat, MM. Quettier, Ramette, Rieubon, Rigout, Waldeck Rochet, Roger, Roucaute, Ruffe, Tourné, Mmes Vaillant-Couturier, Vergnaud, MM. Villa, Villon, Robert Vizet.

Le président du groupe,
ROBERT BALLANGER.

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.
(2 membres.)

MM. Pierre Cot, Lacavé.

GRUPE DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS (41 membres.)

MM. d'Aillières, Anthonioz, Barillon, André Beauguitte, Bichat, Raymond Boisdé, Christian Bonnet, Boscary-Monsservin, Boyer-Andrivet, de Broglie, Caillaud, Cattin-Bazin, Chedru, Couderc, Delachenal, Bertrand Denis, Deprez, Destremau, Dijoud, Dominati, Duval, René Feit, Giscard d'Estaing, Grimaud, Griotteray, Claude Guichard, du Hailgouët, Maujouan du Gasset, Mondon, Morison, d'Ornano, Paquet, Pianta, Picquot, Poniatowski, Renouard, Schnebelen, de la Verpillière, Vitter, Voilquin, Weber.

Le président du groupe,
RAYMOND MONDON.

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.
(2 membres.)

MM. Lainé, Sablé.

GRUPE PROGRES ET DEMOCRATIE MODERNE (42 membres.)

MM. Abelin, Achille-Fould, Barberot, Jacques Barrot, Jean Bénard, Bosson, Boudet, Bourdellès, Brugerolle, Cazenave, Chazalon, Claudius-Petit, Commenay, Duhamel, Michel Durafour, Fontanet, Fouchier, Fourmond, Frédéric-Dupont, Fréville, Hal-

bout, Ihuel, Michel Jacquet, Lafay, Lombard, Médecin, Méhaignerie, Montagne, de Montesquiou, Jean Moulin, Ollivro, Orvoën, Palmero, Pidjot, René Plevin, Poudevigne, Reslout, Rossi, Sanford, Schaff, Sudreau, Valentin.

Le président du groupe,
JACQUES DUHAMEL.

LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT A AUCUN GROUPE
(9)

MM. Césaire, Cornut-Gentille, Douzans, Guilbert, Hersant, Hunault, de Pierrebourg, Roche-Defrance, Royer.

Commissions.

Rappel des modifications intervenues dans la composition des commissions pendant l'intersession.

DÉMISSIONS DE MEMBRES DE COMMISSIONS

Journal officiel (Lois et décrets) du 23 janvier 1968.

En application de l'article 38, alinéa 3, du règlement, M. Sanford, qui n'est plus membre du groupe des républicains indépendants, cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Journal officiel (Lois et décrets) du 17 février 1968.

En application de l'article 38, alinéa 3, du règlement, M. Hersant, qui n'est plus membre du groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste, cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LA PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE (N° 519) DE M. ROLAND DUMAS ET PLUSIEURS DE SES COLLÈGUES VISANT A PRÉCISER ET A COMPLÉTER CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 34 DE LA CONSTITUTION

A. — Nomination et composition.

I. — Aucune opposition n'a été déposée dans le délai de trois jours francs suivant les affichages et publications prévus par l'article 34, alinéas 3 et 4, du règlement :

1° Aux candidatures présentées par les présidents de groupes, affichées et publiées au Journal officiel du 28 décembre 1967 ;

2° Aux candidatures de :

M. Chazelle pour remplacer M. Maroselli (Journal officiel du 28 décembre 1967) ;

M. Maroselli pour remplacer M. Chazelle (Journal officiel du 10 janvier 1968) ;

Mme de Hauteclouque pour remplacer M. Robert-André Vivien (Journal officiel du 17 janvier 1968) ;

MM. Duval et Deprez, pour remplacer MM. d'Ornano et Voilquin (Journal officiel du 20 janvier 1968) ;

MM. Mainguy et Robert-André Vivien pour remplacer M. Christiaens et Mme de Hauteclouque (Journal officiel du 15 février 1968).

II. — Au cours de sa séance du mercredi 24 janvier 1968, la commission a décidé de s'adjoindre, pour compléter son effectif, M. Royer, député n'appartenant à aucun groupe (Journal officiel du 25 janvier 1968).

En conséquence, cette commission est ainsi composée à la date du 2 avril 1968 :

MM. Achille-Fould, Capitant, Chambaz, Charret, Chassagne (Jean), Col (Pierre), Desson, Deprez, Ducos, Dumas (Roland), Duval, Escande, Fillioud, Foyer, Grenier (Fernand), Habib-Deloncle, Krieg, Labbé, Lebon, Lemaire, Mainguy, Manceau, Marie, Maroselli, Pieds, Poniatowski, Rigout, Royer, Trorial, Valentin, Vivien (Robert-André).

B. — Bureau.

Dans sa séance du mercredi 24 janvier 1968, la commission a nommé :

Président : M. Ducos.

Vice-président : M. Charret.

Secrétaire : M. Lemaire.

(Journal officiel du 25 janvier 1968.)

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

8129. — 29 mars 1968. — M. Marin expose à M. le ministre des affaires sociales (emploi) les faits suivants, relatifs à la situation économique et sociale du département de Vaucluse : au 1^{er} janvier 1968, on comptait 2.062 chômeurs secourus contre 1.423 au 1^{er} janvier 1967, soit une augmentation de 44,1 p. 100 en un an. Ces chômeurs secourus se répartissent ainsi : 392 manœuvres, 1.375 appartenant au personnel spécialisé, 227 au personnel qualifié et 68 cadres. Des fermetures d'usines ont eu lieu récemment, notamment à Fontaine-de-Vaucluse (papeteries) et à Carpentras (« As de Trèfle ») ; 800 licenciements ont eu lieu à l'usine de Pierrelatte (région de Bollène), et il est permis de penser que les prochaines statistiques révéleront un accroissement du chômage officier. Seuls les travaux d'installation de fusées « sol-air » à tête nucléaire sur le plateau de Saint-Christol apportent depuis quelques mois des besoins nouveaux de main-d'œuvre. Cette situation de l'emploi et cette orientation est inquiétante pour le département, ceinturé d'installations militaires atomiques. Par ailleurs les exploitants familiaux agricoles sont éliminés à la cadence annuelle d'environ 300 depuis quelques années. Cette cadence augmente peu à peu et il s'ensuit l'exode rural de jeunes qui bien souvent ne possèdent aucune qualification professionnelle pour se reclasser en ville. La concentration abusive de l'administration ou du secteur semi-public et nationalisé constitue un autre élément d'aggravation. Les usagers et le personnel des ponts-et-chaussées, d'E. L. F. des P. et T., de l'éducation nationale, de la Banque de France, etc., y trouvent de sérieux inconvénients. L'exemple de l'Assedic est très démonstratif à cet égard : la centralisation des services de paiement des indemnités à Marseille provoque des retards intolérables pour les familles des assujettis. Cet ensemble de faits crée une situation économique et sociale fort malsaine et souvent douloureuse. Elle s'est traduite par un record de faillites dans le commerce et l'industrie (55 pour les seuls mois de janvier et février 1968), par un record de logements vides (dont 700 gérés par le seul C. E. A. dans la seule région de Bollène) alors que des milliers de familles sont à la recherche d'un logement décent, accessible à leurs faibles revenus ; par les retraits importants opérés en 1967 par les comités économiques de la région : 4.065.830 kg de pommes, 773.551 kg de tomates, 1.597.400 kg de choux-fleurs, 31.110 kg de poires, tandis que de nombreuses familles aux ressources très insuffisantes restreignent leur consommation de ces produits. La hausse du coût de la vie, consécutive à l'extension de la T. V. A., accentue encore ces anomalies économiques et sociales. En conséquence, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre : 1° pour créer 12.000 emplois nouveaux d'ici 1971, indispensables au département de Vaucluse ; 2° pour aider les agriculteurs vauclusiens à équiper, moderniser et développer leurs exploitations familiales et leurs coopératives et sauvegarder ainsi une production de haute qualité dont la renommée dépasse bien souvent nos frontières.

8130. — 29 mars 1968. — M. Vinson appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation particulièrement difficile de l'industrie textile française. Il lui fait observer, en effet, que la crise actuelle de cette branche va se trouver très prochainement aggravée par l'abaissement total des barrières douanières entre les six pays du Marché commun, à compter du 1^{er} juillet 1968, et de l'entrée en vigueur des tarifs douaniers arrêtés dans le cadre de l'accord dit « du Kennedy Round ». Dans ces conditions, et compte tenu du chômage qui sévit dans cette industrie, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour faire jouer, en faveur des secteurs de l'industrie textile les plus vulnérables, les clauses de sauvegarde prévues par le traité de Rome ; 2° pour accorder aux industries textiles des aides spécifiques, sur le plan financier et fiscal, notamment pour aider à la reconversion des chômeurs, à la modernisation des équipements et à la restructuration des entreprises, en arrêtant un véritable plan en faveur de l'industrie textile sur le modèle de celui lancé l'an dernier en faveur des Industries sidérurgiques.

8176. — 1^{er} avril 1968. — M. Balmigère expose à M. le ministre de l'Agriculture l'anomalie qui s'est instaurée dans le domaine de la fiscalité indirecte sur les vins depuis l'entrée en vigueur de la généralisation de la T. V. A. D'une part, les droits de circulation devraient être supprimés, car le maintien et l'aggravation de ceux-ci

constituent en fait une double fiscalité inadmissible au lieu de simplifier celle-ci comme l'avaient prétendu les auteurs de la généralisation de la T. V. A. D'autre part, il est anormal que le taux de 13 p. 100 de la T. V. A. sur les vins soit l'un des plus exceptionnellement élevés alors qu'il est de 6 p. 100 pour les autres produits agricoles. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas urgent et nécessaire : 1° de supprimer les droits de circulation sur les vins ; 2° de ramener le taux de la T. V. A. sur les vins de 13 à 6 p. 100.

8271. — 2 avril 1968. — **M. Lamps** expose à **M. le ministre des affaires sociales** la situation difficile que connaissent les travailleurs du département de la Somme. Plus du tiers des salariés à temps complet ne gagnent pas 600 F par mois. Le fait est particulièrement sensible dans le textile et l'habillement où les fusions et les concentrations d'entreprises sont en outre accompagnées de réductions d'emploi, de chômage et de licenciements. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'est accru de 72 p. 100 au cours de l'année 1967, atteignant le chiffre de 2.029 en janvier 1968. Le déficit par rapport aux prévisions du V^e Plan est de l'ordre de 5.000 emplois. Les logements sont insuffisants et plus de 10.000 demandes ne peuvent être satisfaites, dont 7.000 pour la seule ville d'Amiens. Les loyers élevés eu égard à des salaires trop bas créent des difficultés supplémentaires pour des dizaines de milliers de travailleurs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer cette situation.

8272. — 2 avril 1968. — **M. Roger** rappelle à **M. le Premier ministre** que la situation économique et sociale de la région du Nord se dégrade de plus en plus. En effet, la production des houillères a baissé de plus de 1 million de tonnes en 1967, et la production diminuera de 2 millions de tonnes en 1968. Les effectifs ont baissé de 12 p. 100 en 1967 dans les houillères. Ils seront à nouveau en recul en 1968 de plus de 5.000 unités. A cela s'ajoute le chômage partiel qui affecte plus de 40.000 ouvriers du bassin minier et qui se traduit par une diminution du pouvoir d'achat de plus de 3 p. 100. Dans le textile, toutes les productions sont en régression sensible, et cela se traduit de la façon suivante pour le quatrième trimestre 1967 : moins 10 p. 100 dans les peignés ; moins 25 p. 100 dans les laines ; moins 27 p. 100 dans les laines peignées ; moins 13 p. 100 dans les cotons ; moins 22 p. 100 dans les filatures de lin ; moins 12 p. 100 dans les tissages toiles et coton ; moins 14 p. 100 dans les teintures et apprêts. Dans la bonneterie jusque là en expansion, les heures de travail ont diminué de 4,8 p. 100. En ce qui concerne la sidérurgie, la progression de la production de fonte a été de 3 p. 100, alors que celle des lamiers a diminué de 4,4 p. 100. La production de matériel agricole, la grosse chaudronnerie, etc., sont également en régression, et des nouveaux licenciements ainsi que des réductions d'horaires sont en cours. Dans le bâtiment, le nombre de logements mis en chantier a été de 3.296 durant le quatrième trimestre 1967, contre 5.031 en 1966. Enfin, la consommation apparente d'électricité progresse très faiblement, tandis que la T. V. A. perçue dans la région est en dessous du niveau du troisième trimestre 1966. En conséquence, outre la réduction du pouvoir d'achat pour des dizaines de milliers de familles (40.000 dans les mines, et plus de 50.000 dans les textiles), la situation de l'emploi devient alarmante. Le nombre de licenciements avait été de 3.257 en 1966, il porte en 1967 sur 8.629 unités. Le nombre de demandeurs d'emplois a doublé en 1967, pour dépasser le chiffre de 24.000, et au 31 décembre 1968 ce chiffre atteindra presque 28.000. Le nombre de chômeurs secourus est passé de 7.600 au 31 décembre 1967 à 9.300 au 31 décembre 1968. En ce qui concerne les demandes d'emploi, il faut noter que 50 p. 100 d'entre elles émanent de jeunes de moins de vingt-cinq ans. D'autre part, la réalisation du V^e Plan est en retard de 8,6 p. 100 d'un point de vue global. Ce qui est significatif, c'est que le domaine social est le plus en retard puisque, à la fin de 1968, les engagements par rapport au Plan seront les suivants : enseignement supérieur : 35 p. 100 au lieu de 53 p. 100 ; F. P. A. : 37 p. 100 au lieu de 53 p. 100 ; équipement routier : 36,6 p. 100 au lieu de 53 p. 100 ; recherche scientifique : 27,6 p. 100 au lieu de 53 p. 100. Il lui demande quelles mesures effectives et immédiates il compte prendre pour remédier à la crise particulièrement grave qui sévit dans la région du Nord et pour assurer le plein emploi.

8273. — 2 avril 1968. — **M. Balmigère** expose à **M. le ministre de l'intérieur** la situation critique de l'emploi dans le département de l'Hérault. En effet, le nombre des demandes d'emplois enregistré par les services de la main-d'œuvre est passé de 3.989 en décembre 1967 à 4.443 en janvier 1968, soit une hausse de 454 en un mois et de 583 par rapport au mois de janvier 1967. Ces chiffres ne donnent encore qu'un faible aperçu du sous-emploi réel dans cette région. En outre, plusieurs milliers de jeunes gens et jeunes filles des villes et des villages sont sans travail et, en grande partie, contraints à l'exode. Enfin, dans la même période, on vient d'assister à de nouveaux dépôts de bilan d'entreprises petites et moyennes, tandis

que des menaces de licenciements pèsent sur plusieurs autres, notamment à l'entreprise Les Aiguilles, à Bédarieux. Une grande inquiétude règne aussi bien dans les milieux ouvriers que chez les commerçants et chez les artisans. Des manifestations importantes viennent de se produire à Bédarieux notamment, avec la participation de la presque totalité des représentants de toutes les couches sociales et de toutes les nuances économiques, politiques, philosophiques et religieuses. Il lui demande une fois de plus quelles mesures effectives et immédiates il compte prendre pour remédier à cette crise et assurer le plein emploi dans la région.

8274. — 2 avril 1968. — **M. Ruffe** expose à **M. le Premier ministre** que la situation économique dans le Lot-et-Garonne n'échappe pas à la dégradation enregistrée sur le plan national. En effet : 1° à Agen, après la fermeture de l'usine Granges, la mise en liquidation judiciaire des Etablissements Chaumeil (chaussures), c'est l'entreprise Agrifurane, à Boé, qui, après avoir réduit ses horaires de travail de 214 heures par mois à 144 heures, vient d'annoncer des licenciements ; 2° la verrerie de Vianne, deuxième entreprise du département, qui emploie environ 700 personnes, a réduit les horaires de travail pour la majeure partie de son personnel de 48 heures à 42 heures pour les fours — 40 heures pour les autres ateliers — exceptés la taille et le magasin ; il faut compter environ 500 travailleurs qui sont ainsi frappés par ces réductions d'horaires ; 3° à Nérac, c'est l'entreprise Parent qui a réduit ses horaires de 3 h. 20 par semaine ; 4° à Barbaste, la situation continue à se dégrader dans l'industrie du liège, à l'usine Darrouzet l'horaire a été ramené à 32 heures ; chez Egeil, ancienne maison Rodde, les femmes travaillent 15 à 20 heures par semaine. Il y a actuellement un millier de demandes d'emploi non satisfaites bien qu'un nombre important de jeunes, qui sont chômeurs avant d'avoir travaillé, ne sont pas inscrits. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette crise et assurer le plein emploi dans le département.

8275. — 2 avril 1968. — **M. Coste** expose à **M. le Premier ministre** la situation de l'emploi et des salariés dans la région Vienne-Roussillon. En 1966 et 1967, dans la région viennoise, plus de 2.000 emplois ont été supprimés, avec la fermeture des Hauts Fourneaux de Chasse, de l'entreprise Pascal-Valluit (textile), des usines Chambaz et Vallin, à Vienne, Veyrat, Gourd, Galland, Beaujard, à Sainte-Colombe-lès-Vienne, avec la réduction des effectifs chez Diederichs. Le chômage total touche actuellement à Vienne 300 travailleurs. Le chômage partiel frappe plus d'un millier de travailleurs viennois. Pour certains, le chômage a commencé en novembre et se poursuit actuellement. Des paies, déjà insuffisantes, ont été réduites de 20 à 25 p. 100. Les difficultés des travailleurs ont leur répercussion dans le secteur commercial. Les petits commerçants viennois ont de très grosses difficultés et bon nombre sont contraints de vendre. Les travailleurs souffrent : 1° du manque du travail ; 2° des bas salaires ; 3° des difficultés de logement (dans les H. L. M., location de 70 à 300 F par mois selon la qualité de la construction). Le rattachement au Rhône d'une partie de l'arrondissement aggrave cette situation avec le risque de suppression d'emplois dans le secteur tertiaire. Dans le secteur du Roussillon qui était le moins touché jusqu'à maintenant, il y a actuellement plus de 100 chômeurs inscrits, pour le seul canton de Roussillon. A Rhodacé, en plus des menaces de licenciements annoncés pour 1968 et 1969, l'usine est frappée par le chômage partiel. En quatre mois, l'entreprise a décidé trois fois la fermeture de certains ateliers pour huit jours, sous le prétexte du mauvais écoulement de la production d'acétate. Ce chômage partiel, s'ajoutant à la suppression de 50 p. 100 de la prime d'intéressement, pèse lourd dans les budgets familiaux. A Rhône-Poulenc, ce sont les entreprises extérieures travaillant dans l'usine (entretien et bâtiment) qui sont touchées et doivent licencier plusieurs dizaines de travailleurs. L'usine Lacchini, de Roussillon (fabrication de pantalons) qui employait 80 ouvrières, vient de fermer ses portes dans des conditions bien particulières. Il lui demande quelles mesures il entend prendre afin d'obliger certains employeurs à respecter les décisions prises par l'inspection du travail, les services de la main-d'œuvre et la commission paritaire et pour assurer le plein emploi dans cette région.

8276. — 2 avril 1968. — **M. Cermolacci** rappelle à **M. le ministre des transports** qu'il a, par de nombreuses interventions sous la forme de questions écrites ou orales et au cours des débats à l'Assemblée nationale — notamment lors de la discussion de la loi de finances pour 1968 — exposé la gravité de la situation de la marine marchande et plus particulièrement de la flotte des paquebots des sociétés d'économie mixte et formulé les grandes lignes d'une politique nationale en ce domaine. C'est ainsi qu'il a, dans la question écrite n° 6579 du 27 janvier 1968, souligné les inquiétudes des personnels des Messageries maritimes, cette intervention venant après celle, sur le même objet, par laquelle il soulevait les problèmes de l'emploi et de l'avenir de l'exploitation des lignes de la

Compagnie générale transatlantique. En ce qui concerne ces problèmes, dans la réponse du 20 janvier 1968 à la question écrite n° 3987 il lui avait été indiqué que la liste reproduite des navires réputés mis en vente ne reposait en réalité sur aucun renseignement sérieux. Les informations recueillies à la suite des décisions du comité interministériel du 22 février 1968 portant sur la situation des sociétés d'économie mixte infirment les propos tenus lors de la discussion des crédits du département des transports et la réponse précitée du ministre aux questions écrites antérieures. Il souligne que, pour assurer le financement du plan de reconversion de ces deux sociétés d'économie mixte, pour l'attribution d'une dotation en capital, aucune décision n'a été prise lors du dernier comité interministériel. De ce fait, la situation des Messageries maritimes et de la Compagnie générale transatlantique va être compromise dans le démarrage du plan à moyen terme prévu pour assurer la relève des paquebots vendus. Aussi, deux conséquences intimement liées vont en découler à court et à moyen terme : a) il sera porté un coup sensible à l'économie marseillaise, alors que l'ensemble portuaire du golfe de Fos est encore loin de pouvoir assurer la relève d'une activité maritime traditionnelle et que rien n'est encore réglé sur l'ensemble du projet de Fos ; b) les incidences sur l'emploi des personnels navigants et sédentaires des deux compagnies nationales apparaissent devoir être des plus graves. Enfin, il lui fait constater que, dans la réponse du 20 mars 1968 de M. le secrétaire général de la marine marchande à M. le président de la chambre de commerce de Marseille, aucune satisfaction n'a été apportée sur les deux points de l'activité du port de Marseille et des personnels des compagnies de navigation. En conséquence, il lui demande s'il entend : 1° soumettre à l'Assemblée un plan permettant d'assurer l'expansion de la flotte de commerce et de répondre ainsi aux besoins économiques du pays et au trafic international ; 2° s'opposer à la vente de nouvelles unités, et parallèlement, faire exercer un contrôle rigoureux des affrètements de navires étrangers pour le compte français ; 3° faire jouer aux sociétés d'économie mixte, en les démocratisant, le rôle de promotion et de suppléance de l'armement privé, et à cet effet leur accorder des dotations en capital qui leur permettent de créer l'ossature d'une marine marchande au service de la nation ; 4° faire en sorte qu'aucun licenciement des personnels navigants et sédentaires n'intervienne sans reclassement préalable.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

8131. — 29 mars 1968. — M. Montagne attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'inquiétude suscitée dans les familles par le projet de réforme de l'orientation scolaire et professionnelle actuellement en préparation et lui demande d'indiquer : 1° dans quelle mesure sera sauvegardée la liberté de choix des intéressés eux-mêmes et jusqu'à quel point il sera tenu compte de l'avis des parents et des professeurs ; 2° dans quelle mesure seront sauvegardés les droits du personnel actuel chargé de l'orientation scolaire ; 3° dans quelles conditions sera assurée l'autonomie et l'indépendance du nouveau corps orienteur.

8220. — 2 avril 1968. — M. Charles Privat demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il est exact que les déclarations faites par le directeur général de la Société nationale des chemins de fer français, à la « commission du statut » de cette entreprise nationale, doivent être interprétées comme signifiant la fermeture prochaine des ateliers de la Société nationale des chemins de fer français d'Arles. Il lui indique que ces ateliers sont la première entreprise industrielle de la ville, qu'ils font vivre 500 familles de cheminots et que leur fermeture serait pour ces familles et pour l'économie locale une véritable catastrophe, à l'heure où cette économie se trouve atteinte de façon inquiétante, par l'existence d'un contingent de 400 chômeurs. Il lui demande s'il compte prendre toutes mesures pour maintenir en activité ces ateliers dont les besoins généraux de la Société nationale des chemins de fer français et le potentiel propre doivent permettre de poursuivre une reconversion largement amorcée.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassem-

bler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée, à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

8132. — 29 mars 1968. — M. Vinson appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conséquences de l'application des dispositions de l'article 87 de la loi de finances pour 1968. Il lui fait observer, en effet, que cet article met à la charge des établissements industriels et commerciaux, classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, les dépenses occasionnées par leur contrôle au moyen d'une taxe dont le taux annuel moyen sera fixé, suivant la catégorie de l'établissement, entre 100 francs et 300 francs. Or, il lui fait observer que cette taxe frappe tout particulièrement les petits dépositaires et distributeurs de gaz butane et propane, qui, dans les petites et moyennes communes, ne vendent pas plus de 200 charges par an, à raison d'un bénéfice de 1 franc par charge. Dans ces conditions, l'application de l'article 87 de la loi susvisée risque de leur être particulièrement préjudiciable. Il lui demande de lui faire connaître quelles mesures il compte proposer au Parlement, dans la plus prochaine loi de finances, pour diminuer la charge ainsi imposée à ces petits dépositaires et distributeurs et adapter le taux de la taxe au volume de leurs activités.

8133. — 29 mars 1968. — M. Hostier expose à M. le ministre de l'agriculture que les dossiers de subventions prévues par le décret du 25 mai 1966, pour les bâtiments d'élevage subissent de nombreux retards dans leur règlement et le taux de ces aides, lorsqu'elles sont accordées, s'échelonne de 15 à 35 p. 100 sans atteindre 40 p. 100 comme le prévoyait le décret mentionné. Il lui demande s'il peut lui préciser et ceci depuis l'application du décret du 25 mai 1966 : 1° le nombre de dossiers par départements : a) déposés ; b) agréés ; c) réglés ; d) en instance ; e) refusés, ainsi que les raisons motivant le plus souvent ces refus ; 2° le nombre respectif de dossiers agréés par départements bénéficiant des tranches suivantes de subventions : 15 p. 100, 20 p. 100, 25 p. 100, 30 p. 100 et 35 p. 100.

8134. — 29 mars 1968. — M. Paul Laurent expose à M. le ministre de la jeunesse et des sports que des dizaines de milliers de jeunes français placent au premier rang de leurs aspirations sportives les sports de glace, et notamment le patinage. Sans doute considérée comme une « industrie peu rentable », les installations existantes se résument à une quinzaine de patinoires. Unanimes, les commentateurs sportifs mettent l'accent sur la nécessité d'entreprendre rapidement à travers le territoire, la construction de nouvelles patinoires et de nombreuses pistes de glace pour les disciplines de vitesse. Il serait désireux de connaître à ce propos quelles sont les perspectives à long et moyen termes des implantations envisagées.

8135. — 29 mars 1968. — M. Boucheny rappelle à M. le ministre des affaires sociales le cas des infirmiers et infirmières ne possédant pas le diplôme d'Etat. En effet, certaines de ces personnes n'ayant pu pour des raisons personnelles se présenter à l'examen de contrôle prévu par la loi n° 46-30 du 8 août 1946, ont d'énormes difficultés pour trouver un emploi dans leur profession. Etant donné la pénurie actuelle de personnel médical, il lui demande s'il n'entend pas prendre des mesures particulières afin que les infirmières qui exercent depuis de nombreuses années, puissent se soumettre à l'examen de contrôle prévu par la loi précitée, afin d'exercer à titre définitif leur profession.

8136. — 29 mars 1968. — M. Dolze demande à M. le ministre des affaires sociales s'il a l'intention de modifier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 en vue d'étendre aux indemnités de licenciement prévues par l'ordonnance n° 67-581 du 13 juillet 1967 le privilège établi par le nouvel article 2101-4° du code civil.

8137. — 29 mars 1968. — M. Musmeux rappelle à M. le ministre des affaires sociales qu'aux termes de la loi n° 66-1044 du 30 décembre 1966, un décret en Conseil d'Etat devait intervenir dans un délai de trois mois pour déterminer les sanctions pénales applicables en cas d'inobservation des mesures protectrices édictées en faveur des femmes enceintes. Il lui demande de lui indiquer à quelle date paraîtra ce décret.

8138. — 29 mars 1968. — M. Houël demande à M. le ministre des affaires sociales (emploi) dans une période où les licenciements collectifs se multiplient, s'il ne croit pas nécessaire, en vue de maintenir le plein emploi, d'accroître les pouvoirs de l'inspection

du travail, notamment en lui donnant les moyens de s'opposer à tout projet de licenciement ne comportant pas des possibilités de reclassement ou non assorti d'une convention précisant les moyens et conditions du reclassement ainsi que les conditions de mise en retraite anticipée pour le personnel âgé de plus de cinquante-cinq ans pour les femmes et soixante ans pour les hommes.

8139. — 29 mars 1968. — **M. Couillet** expose à **M. le ministre des affaires sociales** la situation particulièrement critique dans laquelle se trouvent les ouvriers d'une usine spécialisée dans la fabrication de coffres-forts et de serrures de sûreté, à la suite de la réduction des commandes. L'usine qui occupait 374 ouvriers en novembre 1967 a vu ses effectifs ramenés à 345 en février 1968. Depuis, 25 autres licenciements ont eu lieu le 25 mars, et d'autres sont prévus. Ces établissements utilisent un main d'œuvre qualifiée difficilement reclassable, surtout dans une région où le problème de l'emploi est posé depuis de nombreuses années. Il lui demande ce qu'il compte faire pour apporter une solution à cette situation douloureuse et pour garantir à l'ensemble du personnel de cet établissement : 1° la stabilité dans l'emploi ; 2° la garantie de l'indemnité indispensable à ceux qui vont se retrouver sans travail.

8140. — 29 mars 1968. — **M. Villa** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas de nombreux commerçants de Paris, installés dans quartiers où de grands travaux de voirie sont en cours. Rue Belgrand à Paris (20^e), les commerçants subissent de nombreux préjudices du fait des travaux effectués en vue de la prolongation de la ligne du métro n° 3 (antenne de Bagnolet) : 1° l'accès des boutiques est très difficile ; 2° l'installation de sens uniques, l'interdiction de stationner et la modification du marché, éloignent les clients habituels ; 3° les jours de pluies, la rue est presque impraticable pour les piétons. Cette situation qui dure depuis des mois se concrétise pour des commerçants, qui ne sous-estiment pas la nécessité de ces travaux, par une perte de clientèle importante, une baisse sérieuse du chiffre d'affaires et une dépréciation de la valeur de leur fonds de commerce. Il lui demande si dans la situation exceptionnelle des commerçants de la rue Belgrand, en raison du préjudice réel qu'ils subissent du fait des travaux en cours, il n'envisage pas de prendre en leur faveur des mesures de dégrèvement d'impôt et de réduction des patentes.

8141. — 29 mars 1968. — **M. Balmigère** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur le fait que, dans certains départements, malgré les demandes des organisations syndicales, les réunions des comités techniques paritaires locaux des ponts et chaussées ne peuvent se tenir. Par arrêté du 4 mars 1948 (*Journal officiel* du 10 mai 1948) et d'après les circulaires T. P. Série G. P. II n° 109 du 16 avril 1949 et T. P. Série G. P. I n° 58 du 16 avril 1951, les comités techniques paritaires locaux devront en principe être convoqués au moins une fois par trimestre, le rythme des réunions pouvant être augmenté dans le cas de problèmes importants et urgents. Le décret n° 52307 du 14 février 1952 portant règlement d'administration publique aux comités techniques paritaires locaux a rappelé ces prérogatives. La participation des représentants des agents des ponts, ateliers et chantiers des ponts et chaussées apporte incontestablement une contribution positive à l'amélioration du réseau routier comme à la sécurité des usagers. Il lui demande s'il n'envisage pas d'intervenir auprès des services intéressés afin que la tenue de ces réunions de comités techniques paritaires locaux soit facilitée dans les normes prévues par la législation.

8142. — 29 mars 1968. — **M. Balmigère** expose à **M. le ministre de l'agriculture** la modeste revendication de nombreux retraités, pensionnés, économiquement faibles, titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, qui est la gratuité du permis de pêche. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que cette catégorie de la population qui mérite toute notre sollicitude puisse bénéficier de cette gratuité.

8143. — 29 mars 1968. — **M. Balmigère** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la date limite de versement des tiers provisionnels est toujours fixée le 15 du mois correspondant (février-mai-septembre). Cette date n'est pas la plus favorable pour grand nombre de contribuables, surtout pour ceux disposant de revenus modestes. Il lui demande s'il n'envisage pas de reculer les dates limites au 30 ou au 31 du mois correspondant, ce qui faciliterait le paiement par les intéressés, et éviterait en même temps bien des complications pour les services concernés.

8144. — 29 mars 1968. — **M. Jans** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** quelles mesures il compte prendre : 1° pour que le projet de loi de finances pour 1969 apporte

enfin aux anciens combattants et victimes de guerre de toutes générations une solution réelle à leurs préoccupations légitimes et, en tout premier lieu, au rétablissement des droits acquis ; 2° pour qu'il soit tenu compte des dispositions incluses dans l'article 55 de la loi de finances de 1962 ; 3° pour engager, à ces fins, un véritable dialogue avec l'ensemble des organisations représentatives des anciens combattants et victimes de guerre, groupées au sein du comité national de liaison. Au moment même où tous les anciens combattants et victimes de guerre s'approprient à commémorer le cinquantième anniversaire de la fin de la première guerre mondiale, la mise en application de ces mesures s'avère indispensable et elle permettrait de régler, tout au moins en partie, le contentieux existant entre le monde « ancien combattant » et le Gouvernement.

8145. — 29 mars 1968. — **M. Rigout** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** les difficiles conditions de travail du personnel des garages et des magasins des postes et télécommunications à Ussel, qui sont installés dans un vieux hangar. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire construire à Ussel un garage magasin répondant aux besoins et aux normes de service. Dans l'affirmative, à quelle date est envisagée cette construction.

8146. — 29 mars 1968. — **M. Sudreau** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conséquences préjudiciables pour la viticulture française et, en particulier, pour la production des vins de qualité supérieure, qui résultent de l'accroissement des charges fiscales pesant sur cette catégorie de producteurs agricoles. La fixation à 13 p. 100 du taux de la T. V. A. applicable aux vins, au lieu de 6 p. 100 pour les autres produits agricoles, ainsi que l'augmentation particulièrement importante pour les vins à appellation d'origine, du droit de circulation sont en effet de nature à compromettre les résultats obtenus au cours de ces dernières années dans le domaine de l'amélioration de la qualité et de la commercialisation. Il demande s'il envisage, en conséquence : 1° de ramener le taux de la T. V. A. applicable aux vins, à celui en vigueur pour les autres produits agricoles ; 2° de réduire le taux du droit de circulation.

8147. — 29 mars 1968. — **M. Ollivro** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les veuves d'invalides de guerre dont le mariage a été dissous avant le décès du mari, par divorce, par rapport aux veuves de fonctionnaires civils ou militaires se trouvant dans la même situation. Dans le cas de ces dernières, et en vertu de l'article L. 44 du code des pensions civiles et militaires de retraite, annexé à la loi du 26 décembre 1964 (représentant d'ailleurs des dispositions qui existaient dans l'ancien code), lorsque l'intéressée est divorcée à son profit exclusif, et sauf si elle s'est remariée avant le décès de son premier mari, elle a droit à pension de réversion. Au contraire, s'il s'agit d'une veuve d'invalides de guerre divorcée, celle-ci ne peut percevoir une pension au titre de réversion, même si le divorce a été prononcé à son profit. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'harmoniser sur ce point les dispositions applicables aux pensions de veuves servies au titre du code des pensions civiles et militaires d'invalidité et des victimes de guerre avec celles qui figurent aux articles L. 44 et L. 45 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

8148. — 29 mars 1968. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre des affaires sociales** quelle est la rémunération mensuelle nette et indemnités comprises en 1960, 1965 et 1968 des pharmaciens gérants des pharmacies mutualistes.

8149. — 29 mars 1968. — **M. Frédéric-Dupont**, se référant à la réponse donnée par **M. le ministre des affaires sociales** à la question écrite n° 5399 (*Journal officiel*, débats A. N., du 10 février 1968, p. 385), appelle de nouveau son attention sur les inéquidés éprouvés par les responsables des dispensaires et centres de santé à but non lucratif quant à la possibilité de continuer à appliquer dans ces centres la pratique du « tiers payant ». Cette inquiétude provient, notamment, de l'attitude prise par la commission nationale tripartite, dans sa séance du 22 février 1968, à l'égard de certaines conventions conclues entre les caisses de sécurité sociale et des dispensaires dentaires. Ces conventions, qui prévoyaient l'application du tiers payant pour les actes effectués par les praticiens exerçant dans l'établissement, ont été rejetées par la majorité qui s'est dégagée au sein de la commission, sans que les représentants de l'administration aient pris position. Les établissements de soins à but lucratif, au nombre de plus de mille, répartis principalement dans les zones urbaines, jouent un rôle important dans la distribution des soins là où ils sont implantés. Beaucoup d'entre eux sont devenus des centres de médecine moderne, très bien équipés du point de vue technique, et jouant un rôle de relais entre l'hôpital et le cabinet

du médecin. Il lui demande si, au moment où se fait sentir très vivement la pénurie de notre équipement sanitaire, il n'estime pas indispensable d'éviter qu'aucune mesure ne vienne aggraver les conditions de fonctionnement de ces établissements, et si, en conséquence, il peut donner l'assurance que les dispositions réglementaires prises en application de l'article L. 288 du code de la sécurité sociale garantiront le maintien du tiers payant dans lesdits établissements.

8150. — 29 mars 1968 — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les contribuables appartenant à certaines professions, telle que celle des agents généraux d'assurance, supportent des cotisations d'impôt sur le revenu des personnes physiques d'un montant beaucoup plus élevé que celles dues par les contribuables salariés ayant des revenus équivalents et une même situation familiale. C'est ainsi que, pour un ménage ayant deux enfants et un revenu professionnel de l'ordre de 40.000 F, le rapport entre l'impôt dû dans le cas d'un agent général d'assurance et celui dû par un salarié, est dans une proportion de 3 à 1. Cette différence d'imposition ne peut se justifier par le fait que les revenus professionnels des agents généraux d'assurance seraient susceptibles de faire l'objet d'une dissimulation quelconque, puisque les commissions versées à ces contribuables sont entièrement déclarées par les compagnies. Il lui demande s'il ne lui semble pas conforme à la plus stricte équité de mettre fin à cette situation et si, notamment, il n'envisage pas, dans le cadre de la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui est actuellement à l'étude, d'étendre aux contribuables, dont les revenus professionnels sont entièrement déclarés par des tiers, le bénéfice de l'abattement spécial prévu à l'article 158-5 du C. G. I., dont le taux est actuellement fixé à 20 p. 100.

8151. — 29 mars 1968. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre des affaires sociales** : 1° si son attention a été attirée par la publication faite en février 1966, dans « Public Health Reports », du rôle joué dans l'étiologie du cancer du poumon par le polonium 210 absorbé par l'intermédiaire du tabac ; 2° si des études du même ordre ont été pratiquées à sa demande en France et, dans l'affirmative, quels ont été les résultats obtenus.

8152. — 29 mars 1968. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, parmi les moyens susceptibles de mettre en valeur par reforestation les parcelles incultes ayant une vocation forestière, le recours au bail emphytéotique, prévu aux articles 937 à 950 du code rural, apparaît comme présentant des avantages incontestables. Cette solution permettrait le plus souvent de convaincre les propriétaires de ces parcelles de l'intérêt qu'ils ont à se grouper. Contrairement à ce qui se passe dans le cas des groupements forestiers, chacun des propriétaires conserverait ses parcelles dans leurs limites. En cours de bail, il pourrait les comprendre dans une donation ou en envisager la cession. Elles pourraient faire partie de l'actif d'une succession. Le propriétaire pourrait entretenir les plantations, et au moins les visiter comme il le ferait s'il les avait plantées lui-même. Le preneur à bail pourrait être : soit la commune ou un syndicat intercommunal ; soit un groupement forestier constitué entre les propriétaires bailleurs de parcelles ; soit un groupement forestier constitué sous forme de société d'économie mixte entre les départements, les communes, les bailleurs et les organismes agricoles, dont le capital serait souscrit à raison de 51 p. 100 par les collectivités et de 49 p. 100 par les bailleurs ou les organismes agricoles. Dans le cas d'un groupement forestier sous forme de société d'économie mixte, des avances pourraient être consenties suivant des conditions déterminées, afin de permettre de compenser la perte du petit revenu que, dans certains cas, le propriétaire obtenait par le pacage de ses parcelles par quelques moutons. Les propriétaires ou leur enfants adultes pourraient être embauchés par priorité pour assurer les travaux de mise en valeur et d'entretien. Si les massifs constitués présentaient une certaine surface, il serait ainsi possible de fixer une main-d'œuvre dans la région, ou de maintenir des exploitations agricoles marginales qui trouveraient dans des salaires un complément de rentabilité. L'aménagement touristique de ces massifs pourrait être envisagé dès leur création. Le prix de location ne pourrait être que symbolique, s'agissant de la constitution d'une forêt, les revenus se capitalisant jusqu'à l'exploitation et se retrouvant à l'expiration du bail emphytéotique, déduction faite des coupes qui seraient nécessaires au remboursement du prêt ou à l'amortissement du contrat, dans le patrimoine du propriétaire. Il lui demande si, compte tenu de ces divers avantages, il n'envisage pas d'encourager — et de quelle manière — le recours à la formule du bail emphytéotique pour les opérations de boisement.

8153 — 29 mars 1968. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre de la jeunesse et des sports** pour quelle raison ont été supprimées pour 1968 les allocations vacances attribuées directement aux

familles et quelle mesure il compte prendre pour favoriser le développement nécessaire du tourisme social, notamment, pour permettre l'accès des centres de vacances aux enfants des familles classées en catégories B et C, le maintien et le développement des allocations vacances attribuées aux enfants des familles classées en catégorie A, et l'augmentation des subventions accordées actuellement aux organismes de formation de moniteurs.

8154. — 29 mars 1968. — **M. Médecin** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la situation, en matière de sécurité sociale, des personnes titulaires d'une pension d'ascendant de victime de guerre. Il aurait été conforme à la plus stricte équité que ces personnes âgées dont les ressources sont extrêmement modestes soient admises au bénéfice du régime de sécurité sociale institué par la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 en faveur des grands invalides, veuves et orphelins de guerre. Cependant, ce bénéfice leur a été jusqu'à présent refusé. L'ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967 étendant le bénéfice d'une assurance sociale obligatoire couvrant le risque maladie aux personnes qui ne relèvent pas d'un régime d'assurances sociales obligatoire doit permettre aux ascendants de guerre de percevoir les prestations de l'assurance maladie. Mais étant donné le dénuement dans lequel ils se trouvent, il leur sera impossible de payer des cotisations. Sans doute l'ordonnance prévoit-elle qu'en cas d'insuffisance de ressources la cotisation pourra être prise en charge, en totalité ou partiellement, par les services d'aide sociale. Mais il semblerait plus normal de dispenser les ascendants de victimes de guerre du paiement de toute cotisation, la couverture des prestations étant assurée pour eux par une contribution de l'Etat, ainsi que cela est prévu à l'article L.580 du code de la sécurité sociale pour la couverture partielle des prestations attribuées en vertu de la loi du 29 juillet 1950. Il lui demande s'il n'envisage pas d'introduire une disposition en ce sens dans le décret en Conseil d'Etat qui doit déterminer les modalités d'application de ladite ordonnance.

8155. — 29 mars 1968. — **M. Michel Durafour** expose à **M. le ministre de la justice** qu'il n'existe actuellement aucune disposition législative tendant à réprimer les diverses formes d'abus de confiance auxquels se livrent, de façon de plus en plus courante, les démarcheurs à domicile. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de soumettre au vote du Parlement un projet de loi portant réglementation de ce genre d'activité.

8156. — 29 mars 1968. — **M. Roulland** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** que lors de la constitution d'un dossier de décoration les services préfectoraux sont tenus de réclamer l'extrait de casier judiciaire au greffe d'origine du lieu de naissance du postulant. Le coût d'une telle opération se monte à 0,40 franc ce que les services préfectoraux, dépourvus de crédit à cet effet, sont contraints de récupérer ultérieurement sur les intéressés, sous forme de timbres-poste correspondants. Cela se traduit soit par la tenue d'une comptabilité occulte, soit plus souvent par un règlement effectué à la diligence des agents de l'administration et sur leurs fonds personnels. Il est inutile de souligner le caractère périmé d'une telle pratique qui se justifie d'autant moins que les greffes sont devenus des services publics de droit commun. Il lui demande s'il n'est pas possible de simplifier cette procédure en supprimant purement et simplement la redevance exigée en la circonstance.

8157. — 29 mars 1968. — **M. Pic** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** qu'Electricité de France a décidé de percevoir sur ses clients des avances sur consommation, en garantie de paiement des consommations futures ; il s'étonne qu'Electricité de France ne permette d'appliquer cette mesure aux communes françaises pour leur consommation d'électricité d'éclairage public notamment, car les communes ne risquent pas, en effet, d'échapper au paiement des sommes qu'elles doivent. Il lui demande s'il n'estime pas devoir exclure du système des avances sur consommation ces « clients » particulièrement sûrs que sont les collectivités locales.

8158. — 29 mars 1968. — **M. Mondon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que dans une réponse à **M. Guy Petit**, député (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 19 septembre 1958, n° 2692, n° 8271), il a été indiqué que les rémunérations des associés de sociétés en nom collectif, ne possédant que la nue-propriété de parts sociales, devaient être imposées au titre des bénéfices industriels et commerciaux et non des traitements et salaires. Il lui demande s'il n'y a pas lieu de revenir sur cette position, d'ailleurs contraire à celle adoptée pour les rémunérations versées à des nus-propriétaires d'un fonds de commerce. L'administration a précisé que la rémunération du travail des associés d'une société en nom collectif ne pouvait bénéficier du statut

fiscal des salaires, puisque ces associés sont rémunérés par le bénéfice net de leur exploitation (instruction du 31 janvier 1928). Or, seul l'usufruitier perçoit les bénéfices et exerce d'ailleurs d'une manière générale les droits attachés à la qualité d'associé.

8159. — 29 mars 1968. — **M. Sudreau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que dans la réponse donnée à la question écrite n° 7502 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 9 octobre 1953, p. 4153), il avait été admis que les enfants adultérins ayant droit, aux termes de l'article 762 du code civil, à une créance d'aliment contre leurs auteurs, les pensions alimentaires versées par ces derniers avaient le caractère de rentes payées à titre obligatoire et gratuit et étaient, à ce titre, considérées comme une charge déductible en principe en totalité du revenu global des intéressés. Or, la déduction de la généralité des rentes servies à titre obligatoire et gratuit a été supprimée lors de la réforme réalisée par la loi du 28 décembre 1959 (code général des impôts, art. 156-II-2°). Il n'est pas douteux que le refus d'admettre dans les charges déductibles de l'impôt général sur le revenu les pensions alimentaires versées à un enfant adultérin constituerait une anomalie et une injustice envers les personnes qui sont tenues de les verser. Il demande, dans ces conditions, comment il est possible de concilier les prescriptions de l'article 762 susvisé du code civil avec celles du code général des impôts.

8160. — 29 mars 1968. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles sont les raisons qui s'opposent à la réévaluation du prix de la coupe ordinaire de cheveux pour messieurs (catégorie B). Depuis janvier 1966 ce prix n'a pas varié, tandis que les charges supportées par les « salonniers-coiffeurs » n'ont cessé de croître. La situation de cette catégorie professionnelle se fait de plus en plus difficile et entraîne une telle désaffection des jeunes à l'égard de cette profession que de très nombreux villages ruraux se voient privés de coiffeurs. Si une telle situation se prolongeait nous assisterions à un nouveau déséquilibre entre le monde rural et le monde urbain, incontestablement préjudiciable à l'économie de la nation.

8161. — 29 mars 1968. — **M. Bolnwilliers** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur la décision de majoration des prêts complémentaires familiaux qui vient d'être prise fin janvier. Ces prêts accordés pour vingt ans au maximum, au taux de 5 p. 100, en fonction de la situation de famille des demandeurs et du lieu de construction, sont majorés de 75 p. 100 dans la région parisienne et de 40 p. 100 seulement en province. C'est ainsi, par exemple, que les familles acquérant un logement de trois pièces dans la région parisienne qui pouvaient bénéficier avant le 1^{er} février 1968 d'un prêt complémentaire familial de 11.200 francs, pourront obtenir un prêt de 19.600 francs. Par contre, en province, pour le même logement, le prêt possible est majoré seulement de 8.400 à 11.700 francs. De même, s'agissant d'un logement de quatre pièces, le prêt possible dans la région parisienne passe de 12.600 à 22.060 francs et en province de 9.800 à 13.720 francs seulement. Les différences très sensibles qui existaient antérieurement à la décision de majoration sont donc accentuées depuis que cette décision nouvelle a été prise. Cette différence de traitement suivant qu'il s'agit de logements situés dans la région parisienne ou en province est d'autant plus regrettable que, par ailleurs, les pouvoirs publics souhaitent ralentir la croissance de la région parisienne et, au contraire, créer des emplois, et donc des logements nouveaux, en province. Il lui demande les raisons pour lesquelles la politique suivie en matière de prêts familiaux va à l'encontre du soulagement des problèmes exprimés par le Gouvernement de décongestionner la région parisienne ; 2° s'il envisage une modification des textes applicables en ce domaine de telle sorte que, réduit l'écart existant, suivant qu'il s'agit de prêts familiaux accordés à Paris ou en province.

8162. — 29 mars 1968. — **M. Fanton** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur l'article 10 du décret n° 50-1466 du 31 décembre 1958 relatif aux lotissements. Il lui expose à cet égard la situation particulière suivante : créé en 1925, un tènement unique de 4.307 mètres carrés a été effectivement divisé en trois lots contigus par deux actes de ventes (authentiques et transcrits) respectivement intervenus en 1950 et 1951, ce qui constitue bien indéniablement un « lotissement » constitué de trois propriétés foncières distinctes suivant les termes mêmes de la « définition » fondamentale donnée par l'article 1^{er} du décret précité. Pour parvenir à une régularisation administrative de ce lotissement dans lequel deux immeubles importants ont déjà été édifiés (suivant permis de construire réguliers délivrés par l'administration départementale en 1925 et 1951) le représentant des 41 pro-

priétaires de ces immeubles a demandé au préfet, par lettre du 21 octobre 1967, de vouloir bien mettre en œuvre la procédure administrative prévue en pareil cas par l'article 10 du décret du 31 décembre 1958, ce qui aurait permis de régler toutes difficultés. Par lettre du 27 novembre 1967 le directeur départemental de l'équipement et du logement objecte que l'article 10 en cause (dans son texte actuel) n'est pas applicable car il ne prévoit que des modifications de « cahiers des charges » et non point de rectifications de « plans de lotissements » telles que la division d'une parcelle en trois lots. Cette réponse ne conteste cependant pas que ce lotissement effectivement exécuté en 1950 et 1951 entre dans le champ d'application du décret puisque se trouvant bien « créé antérieurement à l'approbation du Plan d'urbanisme » de la ville en cause, lequel n'a été approuvé que par décret en date du 27 novembre 1962. Afin que puissent être réglées des situations de ce genre, il lui demande s'il envisage une modification du texte précité de telle sorte qu'il soit ainsi rédigé : « les cahiers des charges et les plans des lotissements créés antérieurement à l'approbation d'un plan d'urbanisme... » (le reste sans changement). Cette solution permettrait de dénouer de véritables imbroglios juridiques dont l'exemple suivant est la manifestation. La direction générale des impôts, enregistrement des domaines, par lettre du 7 novembre 1967 a précisé au représentant des propriétaires de ce lotissement qu'elle admet sans aucune restriction et dans toutes ses conséquences juridiques, le lotissement en cause créé depuis 1950-1951. Elle indique notamment que des hypothèques peuvent très valablement être inscrites séparément sur telle ou telle des trois propriétés foncières indépendantes. Ainsi, ces hypothèques peuvent parfaitement être suivies des saisies immobilières correspondantes, qui conduiront valablement à des ventes judiciaires respectives. La question se pose alors, de savoir comment l'avoué chargé de publier l'une de ces réalisations forcées et qui doit obligatoirement produire un « certificat d'urbanisme » réglementaire (pour l'annexer au cahier des charges pour la vente) pourra procéder pour ne point laisser entraver le cours de la justice. En effet, ce même « certificat d'urbanisme » indispensable, lui sera inexorablement refusé (comme il est d'ailleurs refusé depuis mars 1967 aux propriétaires intéressés) par l'administration départementale qui ignore officiellement le lotissement créé en 1950 et 1951, cependant déjà bâti sur les 2 tiers de sa superficie totale en vertu de deux permis de construire réguliers. Il n'est pas pensable que l'administration puisse délivrer pour permettre une vente judiciaire, le même document qu'elle refuse en s'opposant depuis mars 1967, à la réalisation d'une vente conventionnelle. La solution précédemment suggérée permettrait d'éviter aux quarante et un propriétaires intéressés, de se pourvoir devant les tribunaux administratifs afin de faire apporter une solution équitable dans ce qui constitue actuellement un imbroglio administratif dont ils ne peuvent sortir. Il convient d'ajouter que dans le cas particulier qui a été évoqué, le maire a donné, en août 1967, un avis favorable au maintien définitif de la division, en trois lots juridiquement distincts, survenue en 1950-1951 et qu'il a réitéré cet avis favorable au début février 1968. Le morcellement n'a d'ailleurs suscité aucune protestation des habitants, propriétaires et de tous les colots, depuis cette époque qui date de dix-sept ans. Enfin, il paraît utopique de compter résoudre sûrement la difficulté juridique exposée au moyen d'une instruction administrative appliquant l'article 38 de la loi d'orientation foncière n° 67-1273 du 30 décembre 1967 : attendu que la plupart des terrains du domaine initial sont maintenant construits en grands immeubles répartis en multiples copropriétés, d'où impossibilité matérielle de pouvoir réunir jamais les trois quarts des propriétaires (dont beaucoup sont absents la majeure partie de l'année, n'ayant là que des résidences secondaires).

8163. — 29 mars 1968. — **M. Fiorney** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales** que les heures supplémentaires effectuées au-delà d'une durée normale de travail de quarante heures par semaine ou de la durée considérée comme équivalente doivent donner lieu à une majoration de salaire qui ne peut être inférieure à 25 p. 100 du salaire horaire au-delà de quarante heures, jusqu'à quarante-huit heures inclusivement, et à 50 p. 100 du salaire au-delà de quarante-huit heures. Or, certains décrets d'application de la loi instituant la semaine de quarante heures prévoient qu'à cette durée de travail effectif correspond une durée de présence supérieure. C'est ainsi que l'article 5 du décret du 19 mai 1937 applicable aux biscuiteries, confiseries, chocolateries, conserves de fruits, légumes, etc., prévoit que la durée de travail effectif journalier peut être portée à quarante et une heures et même dans certains cas à quarante et une heures et demie pour les ouvriers spécialement employés à la conduite des fours, fourneaux, étuves, séchoirs, autoclaves, alambics, chaudières, etc. Du fait de cette disposition, les ouvriers en cause ne peuvent percevoir la majoration pour heures supplémentaires qu'au-delà de quarante et une heures ou de quarante et une heures et demie de travail effectif par semaine. Une telle mesure a un caractère regrettable, c'est pourquoi il lui demande s'il envisage la suppression des dispositions en cause.

8154. — 29 mars 1968. — **M. Jecson** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les conditions d'attribution de la carte de réduction des tarifs de la Société nationale des chemins de fer français accordée aux familles nombreuses. Il lui expose à cet égard la situation d'un enfant non reconnu par son père, de nationalité française et ayant pour l'instant la nationalité de sa mère, qui était étrangère. Il a été recueilli par son oncle, lui-même père de famille nombreuse, auquel il a été confié officiellement par un jugement du tribunal pour enfants. Le parent ayant recueilli cet enfant perçoit pour lui les allocations familiales et les prestations maladie de la sécurité sociale. Par contre, l'obtention de la carte de réduction des tarifs de la Société nationale des chemins de fer français lui a été refusée, compte tenu du fait que sa nièce n'était pas de nationalité française. Il s'agit là d'une restriction extrêmement regrettable, d'autant plus que cet enfant deviendra certainement français par option à sa majorité. Sans doute une modification de la réglementation actuellement en vigueur en cette matière entraînera-t-elle pour le budget de l'Etat une charge supplémentaire correspondant au montant des remboursements à la Société nationale des chemins de fer français qui devra être effectué en vertu de l'article 20 bis de la convention de 1937. Il importe cependant de remarquer que les enfants de nationalité étrangère à charge, au sens de la sécurité sociale, de parents étrangers auxquels ils ont été normalement confiés par décision judiciaire, sont vraisemblablement peu nombreux. Lorsque les parents ayant recueilli ces enfants ont eux-même une famille nombreuse, il est extrêmement regrettable que les enfants ainsi recueillis ne puissent bénéficier comme les autres membres de la famille d'une réduction sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français. C'est pourquoi il lui demande s'il compte faire étudier ce problème, afin que des mesures soient prises en faveur des personnes se trouvant dans des situations analogues à celle qui vient d'être exposée.

8165. — 29 mars 1968. — **M. Labbé** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'au mois de juillet 1967 les instituteurs et les institutrices qui étaient inscrits sur la liste d'aptitude pour le département de la Seine aux fonctions de directeurs d'école primaire et élémentaire (5 classes et plus) ont été nommés d'après le barème suivant (par addition des quatre critères ci-dessous) : 1 point par année d'ancienneté ; 2 points supplémentaires pour les normaliens et pour ceux non-normaliens ayant plus de vingt ans d'ancienneté générale ; 20 points supplémentaires pour ceux ayant 17 de note d'inspection ; la moyenne des notes d'inspection des trois dernières années. Ce barème, en accordant 1 point par année d'ancienneté, a donné une priorité quasi absolue à tous les instituteurs âgés. De plus, la moyenne des notes d'inspection des trois dernières années ne tient pas compte de toute la carrière de l'intéressé. Le barème, qui a été ainsi appliqué, n'a permis l'accès aux fonctions de direction qu'à de rares instituteurs ayant moins de quarante-cinq ans, alors que, si l'on se réfère au décret applicable en ce domaine, l'on peut être inscrit sur la liste d'aptitude à partir de trente ans. Dans le but d'ouvrir l'accès aux postes de direction à des instituteurs et institutrices moins âgés, souvent plus aptes à appliquer les réformes pédagogiques actuelles et futures, de valeur égale et même supérieure, à ceux nommés au bénéfice de l'âge, il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait plus équitable : 1° que l'ancienneté soit affectée d'un coefficient inférieur, d'une part ; 2° que la moyenne des notes d'inspection soit calculée d'après toutes les notes d'inspection obtenues par l'agent depuis son début de carrière, et même doublé comme c'est le cas à l'heure actuelle pour le barème en vigueur pour les promotions au choix et mi-choix.

8166. — 29 mars 1968. — **M. Ruais** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les conditions inhumaines dans lesquelles sont hébergés les travailleurs algériens, qui sont exploités par les tenanciers d'hôtels de même nationalité. L'auteur de la question est à la disposition du ministre pour lui donner certaines adresses, mais il pense que ce n'est pas nécessaire car le service de contrôle des hôtels et garnis doit bien les connaître. Il n'est pas admissible que des êtres humains soient entassés dans des locaux ignobles et, trop souvent, hébergés de plus par roulement. S'il n'est pas possible de loger ces travailleurs dans des conditions convenables, ce qui se comprend parfaitement lorsqu'on sait le grand effort qui reste à faire pour loger les travailleurs français, il ne faut plus permettre une telle immigration. Une diminution de l'immigration de ces travailleurs étrangers, que nous ne pouvons loger dans des conditions décentes et qui, trop souvent, sont exploités, ne peut d'ailleurs, dans les circonstances présentes, que profiter aux travailleurs français à la recherche d'un emploi. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre à ce sujet.

8167. — 29 mars 1968. — **M. Loustau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'augmentation du droit de circulation sur le vin et l'application de la T. V. A. au taux de 13 p. 100,

alors que cette taxe est de 6 p. 100 pour les autres produits agricoles, portent un très grave préjudice aux viticulteurs et compromettent gravement l'avenir de la viticulture. Cette fiscalité excessive anéantit en effet les efforts accomplis jusqu'ici dans le domaine de l'amélioration de la qualité. Par ailleurs, les dispositions prises récemment et tendant à atténuer les bases minimales forfaitaires d'imposition ont une portée trop restreinte, car elles ne s'appliquent qu'aux ventes directes du producteur et des non-assujettis à la T. V. A. Il lui demande s'il n'envisage pas : 1° d'abaisser le taux de la T. V. A. de 13 à 6 p. 100 ; 2° de réduire le droit de circulation.

8168. — 29 mars 1968. — **M. Maugein** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les termes du décret n° 67-325 du 31 mai 1967 suivant lequel les maîtres auxiliaires de l'enseignement technique théorique ou pratique, en fonctions dans les collèges techniques ou dans les lycées techniques ayant accompli trois années de services complets d'enseignement peuvent, s'ils subissent avec succès les épreuves d'un concours organisé à leur intention, être recrutés en qualité de professeurs d'enseignement technique ou de professeurs techniques adjoints. Il existe dans un certain nombre de lycées classiques et modernes des maîtres auxiliaires, en petit nombre, nommés sur des postes de travail manuel éducatif, enseignant en cette qualité dans des classes de technologie et qui semblent bien assimilables aux maîtres auxiliaires de l'enseignement technique. Etant donné qu'un certain nombre d'agents se trouvant dans cette situation souhaiteraient avoir les facilités offertes à leurs homologues de l'enseignement technique et qu'ils croient pouvoir avancer que le service de l'inspection générale est favorable à leur vœu, il lui demande : 1° s'il ne lui semble pas que l'équité voudrait qu'on donne satisfaction à cette catégorie d'agents de son ministère ; 2° dans l'affirmative, s'il pense pouvoir publier rapidement les textes nécessaires, l'urgence tenant au fait que le décret n° 67-325 limite à une période prenant fin le 1^{er} juillet 1967 la possibilité de bénéficier des dispositions qui font l'objet de cette question.

8169. — 29 mars 1968. — **M. Boudet** demande à **M. le Premier ministre** : 1° quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour assurer le plein emploi de l'ensemble des établissements nationalisés, notamment des sociétés nationales, travaillant pour l'industrie aéronautique et pour l'industrie aérospatiale ; 2° en particulier, quelle instruction il compte donner pour que le potentiel technique des usines Sud Aviation, et plus spécialement de l'usine de La Courneuve, soit utilisé au maximum et que l'ensemble du personnel, notamment celui du bureau d'études, puisse être maintenu en activité.

8170. — 29 mars 1968. — **M. Jean Favre** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'intérêt primordial que présenterait la mise en place d'un service de surveillance dans les cars assurant le ramassage scolaire. L'absence d'encadrement dans ces cars, souvent surchargés, qu'empruntent des enfants et des adolescents soumis à l'obligation scolaire est de nature à engendrer des risques d'accidents et également des dangers moraux qu'il est instant de pallier. Il lui demande si la réglementation actuelle comporte des dispositions à cet égard et, dans la négative, quelles mesures pourraient être prises dans le sens souhaité.

8171. — 29 mars 1968. — **M. Montagne** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que, lorsqu'un artisan, inscrit régulièrement au registre des métiers, travaille pour un autre artisan (cas des réparations en horlogerie et bijouterie) également inscrit au registre des métiers, le premier artisan appose, conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1966, 13 p. 100 de T. V. A. tandis que le second artisan doit appliquer au taux de 16 2/3 p. 100 sur l'objet qu'il facture ensuite au client. Dans le cas précité, l'artisan bijoutier horloger qui n'effectue pas lui-même ses réparations se trouve être nettement défavorisé, cette inégalité de taux pouvant en effet influencer la clientèle dans le choix de l'artisan. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, pour cette raison et pour répondre à l'idée d'une coopération entre artisans, d'appliquer un taux unique de 13 p. 100 à tous les artisans, qu'ils travaillent directement pour le public ou par le canal d'un autre artisan.

8172. — 29 mars 1968. — **M. Massoubre** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'insuffisance de la durée des prêts accordés aux groupements agricoles d'exploitations en commun et aux jeunes agriculteurs. En effet, la durée de ces prêts, qui peuvent être accordés pour quinze ans, est généralement limitée à neuf ans par les caisses de crédit agricole. Il lui demande s'il compte donner des instructions à la caisse nationale de crédit agricole pour que la durée soit déterminée dans un sens plus

libéral, en particulier dans des départements comme celui de la Somme où l'agriculture est généralement très endettée et doit faire face, au surplus, à de nouveaux investissements.

8173. — 29 mars 1968. — **M. Massoubre** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui préciser ce qu'il convient d'entendre par le terme de ravalement, les frais de ravalement étant déductibles des revenus des contribuables qui sont propriétaires de leur habitation principale. Il importerait, en particulier, de savoir si le crépissage ou les peintures extérieures confèrent cette déductibilité.

8174. — 29 mars 1968. — **M. Montagne** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** dans quelle mesure il est acceptable que des produits alimentaires de consommation courante, tels que eaux minérales, boissons gazeuses, jus de fruits et bières, soient vendus à un prix largement inférieur au prix de revient réel par la pratique des « ventes proportionnelles ». Cette pratique rendue possible aux groupements commerciaux à pouvoir d'achat concentré tels que magasins populaires, magasins à rayons multiples, supermarchés, chaînes, etc., qui ont seuls la faculté d'opérer des pré-réductions leur permettant de compenser aisément la perte enregistrée sur ces produits par les bénéfices réalisés sur d'autres, nuit considérablement au petit et moyen commerce de détail.

8175. — 29 mars 1968. — **M. Sudreau** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur le fait que, en dépit des difficultés pratiquement insurmontables que rencontrent les usagers du train à garer leur voiture à proximité immédiate des gares, le schéma directeur de la région parisienne a prévu la création de pôles d'affaires autour de celles-ci sans que soit mentionnée la construction de parkings ou de garages à usage exclusif des voyageurs. Le rôle des gares étant avant tout de faciliter les mouvements de voyageurs, la présence de vastes garages réservés à ces derniers en constitue un élément essentiel, au même titre que pour les aéroports où cette nécessité n'est pas contestée. D'autre part, en l'absence de terrains disponibles, les gares parisiennes se prêtent particulièrement bien à la réalisation de garages en hauteur, à la verticale des voies de départ et d'arrivée, nettement moins coûteux qu'en souterrain et permettant une organisation rationnelle des conditions du voyage. Il serait désastreux de voir se renouveler l'erreur commise à Maine-Montparnasse, dont le plan initial de développement comportait plusieurs milliers de postes de garage, et où les places effectivement réalisées ne profitent guère aux usagers de la gare. Une telle lacune, si elle se généralisait, reviendrait en fait à asphyxier les gares parisiennes en restreignant leur activité aux seules liaisons de banlieue, alors qu'elles doivent demeurer des portes ouvertes de la région parisienne sur l'ensemble du territoire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire réaliser rapidement auprès des gares principales de Paris de grands ensembles de stationnement, dont les projets existent depuis douze ans.

8177. — 1^{er} avril 1968. — **M. Lamps** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation faite aux artisans de l'automobile par l'incorporation du montant des produits pétroliers, soumis maintenant à la T. V. A., au montant de leurs chiffres réparations. Ces artisans ne peuvent bénéficier de la décade puisque par suite de l'augmentation de leur chiffre d'affaires ils ne peuvent plus justifier que leur bénéfice industriel et commercial (B. I. C.) et leurs salaires versés représentent les 35 p. 100 exigés sur leur chiffre d'affaires. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les recettes faites par la vente de l'essence et des produits pétroliers (huiles et graisses), qui jusqu'à ce jour étaient exonérées de taxe, ne rentrent pas dans le calcul du chiffre d'affaires des artisans de l'automobile.

8178. — 1^{er} avril 1968. — **M. Villon** rappelle à **M. le ministre des armées** que les militaires du contingent affectés à une unité stationnée en Allemagne fédérale doivent payer place entière sur le réseau des chemins de fer allemand lorsqu'ils vont en permission. Il lui demande s'il ne pense pas que ces militaires, pour ne pas être défavorisés par rapport à leurs camarades incorporés dans des unités stationnées en France, devraient bénéficier d'un remboursement de leurs frais de transport jusqu'à la frontière.

8179. — 1^{er} avril 1968. — **M. Paul Laurent** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** sa question écrite n° 1180 relative à la situation des personnes vivant seules dans un appartement de trois pièces et qui ne peuvent bénéficier de l'allocation-logement, alors que les conditions d'occupation viennent d'être portées par le décret du 13 décembre 1967 à trois pièces habitables,

la cuisine étant exclue, pour une personne seule. Sa réponse parue au *Journal officiel* du 14 décembre 1967 ne peut lui donner satisfaction. En effet, avant le 31 décembre 1960 les conditions d'occupation n'étaient pas prises en considération pour l'allocation compensatrice des loyers. A la parution du décret n° 61-478 du 15 mai 1961, les conditions d'occupation pour une personne seule étaient fixées à deux pièces, en relation avec le décret n° 55-933 du 11 juillet 1955. Si l'on maintient les conditions d'occupation de deux pièces cuisine pour une personne seule, comme il l'indique dans sa réponse, à l'exception des personnes qui percevaient cette allocation avant le 31 décembre 1960, on établit une discrimination injuste entre les personnes d'une situation sociale identique. Dans ces conditions, il lui demande, compte tenu de la modification apportée par le décret n° 67-780 du 13 septembre 1967, s'il ne pense pas souhaitable de faire bénéficier les personnes dont les ressources sont insuffisantes de conditions d'occupation similaires.

8180. — 1^{er} avril 1968. — **M. Roger** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que la réglementation des colonies de vacances fixe à quatorze ans l'âge limite des jeunes gens susceptibles de bénéficier de leur organisation, et que la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans, fixée par ordonnance n° 59-45 du 6 janvier 1959, ne permet plus aux jeunes gens âgés de quatorze à seize ans de profiter du bienfait des camps de vacances. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire ouvrir les crédits nécessaires afin de permettre aux organismes de sécurité sociale la création de camps de vacances ouverts pendant la période des vacances scolaires aux enfants âgés de quatorze à seize ans.

8181. — 1^{er} avril 1968. — **M. Juquin** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que les communes de Champlan, Longjumeau, Saulx-les-Chartreux et Villebon (Essonne) ont pris des délibérations tendant à la création d'un syndicat intercommunal d'études en vue de l'aménagement d'un bassin nautique et de retenue des eaux. Il lui rappelle qu'il a fait connaître, en date du 25 octobre 1967, « qu'il estime que ce projet revêt un caractère d'intérêt général évident et qu'il convient d'en poursuivre les études avec le maximum de célérité, eu égard au développement démographique et aux installations universitaires prévues ou déjà en place dans cette région, d'une part, à la nécessité d'empêcher les inondations de l'Yvette sur les communes intéressées (notamment la commune de Longjumeau), d'autre part ». Une pré-étude technique a indiqué que les aménagements envisagés sont réalisables. Le site permet la création de deux bassins d'eau successifs, l'un en amont sur le territoire de Villebon, l'autre en aval sur celui de Saulx-les-Chartreux. Cette opération présenterait plusieurs avantages : 1° absorption des crues de l'Yvette pendant l'hiver ; 2° épuration naturelle et oxygénation partielle de l'Yvette ; 3° établissement d'un bassin nautique sur le bassin aval et d'un lieu de pêche populaire sur le bassin amont. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accélérer et subventionner en conséquence la réalisation de cet important projet.

8182. — 1^{er} avril 1968. — **M. Paul Laurent** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que par décret n° 67-519 du 30 juin 1967, il a été décidé qu'à partir du 1^{er} juillet 1968, la loi du 1^{er} septembre 1948 portant réglementation des loyers et du maintien dans les lieux des locataires de bonne foi ne sera plus applicable dans la région parisienne, aux locaux classés dans les catégories exceptionnelles et I. A la suite de ce décret, les propriétaires ou les cabinets de gérance ont délivré massivement des congés à leurs locataires pour le 1^{er} juillet prochain. Les locaux qui, ayant reçu congé, ont pris aussitôt contact avec leurs propriétaires ou le gérant pour connaître les conditions qui leur seront faites au 1^{er} juillet 1968, se sont vus proposer des loyers de l'ordre de 3 à 5 et dans certains cas de 10 millions d'anciens francs par an. Cela signifie qu'au 1^{er} juillet 1968, ces locataires n'auront que le choix, pour la plupart, de s'en aller, leurs ressources ne permettant pas de subir de telles majorations. Un grand nombre de ces immeubles se trouvent dans les 1^{er}, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 16^e et 17^e arrondissements et ont été construits vers 1900. Quelques-uns peuvent être considérés comme des immeubles luxueux mais la plupart ne sont souvent que d'un standing moyen. Dans leur plus grand nombre ces immeubles ne répondent qu'aux définitions de la catégorie 2, mais pour lesquels les locataires ont accepté d'être classés en catégorie 1 dans un esprit de conciliation sur le montant du loyer, sans penser que cela pourrait leur faire perdre un jour le bénéfice de la protection de la loi. Ce décret a soulevé une émotion légitime dans les différentes professions libérales (médecins, avocats, etc.) qui exercent leur profession dans leur appartement. En conséquence, il lui demande : 1° s'il n'estime pas prématuré de libérer les loyers, même pour ces catégories, dans la région parisienne où la crise du logement s'aggrave chaque jour davantage, sans tenir compte des demandes excessives de loyers

que cela peut entraîner; 2° s'il ne serait pas préférable de prévoir une période transitoire qui limiterait les exigences déraisonnables et pourrait s'étaler par exemple sur trois ans; 3° le choix de la catégorie étant jusqu'ici une question d'appréciation, il n'y aurait pas lieu de fixer de façon très précise les conditions obligatoires que devraient remplir les locaux et les immeubles pour le classement dans ces catégories; 4° si, pour les professions libérales dont le transfert en grande banlieue poserait des problèmes insurmontables, il ne pourrait être prévu un statut particulier comparable à celui des commerçants et laissant à la compétence des tribunaux la possibilité de fixer le montant du loyer avec une certaine garantie du maintien dans les lieux en tenant compte du service rendu, les baux de six ans ne réglant pas la question d'un loyer exagéré; 5° s'il est prévu un organisme (tel que les I. L. N.) où pourraient s'insérer les intéressés, locataires ou professionnels, qui ne seraient pas en mesure de faire face aux loyers exigés.

8183. — 1^{er} avril 1968. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le taux de la T. V. A. applicable aux ventes du courant électrique est passé au 1^{er} janvier 1968, de 10 p. 100 à 13 p. 100 pour le courant en haute tension et de 5 p. 100 à 13 p. 100 pour le courant en basse tension. L'Etat fait ainsi supporter à la société nationale E. D. F.-G. D. F. une charge fiscale supplémentaire considérable, en particulier en ce qui concerne la vente du courant en basse tension; ceci fait craindre une nouvelle et prochaine augmentation du prix du courant domestique. Il lui demande si, dans l'intérêt d'une bonne gestion de la société nationale E. D. F.-G. D. F., comme dans l'intérêt des consommateurs, il ne lui semble pas indispensable de revenir, tout au moins pour le courant en basse tension, au taux de la T. V. A. de 5 p. 100.

8184. — 1^{er} avril 1968. — **M. Luciani** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des adolescents de quatorze ans qui, du fait de la réforme de la scolarité, ont suivi l'enseignement dispensé par le cycle de transition, et n'étaient par conséquent pas préparés à passer le certificat d'études primaires. Il semble que cet examen soit, d'ailleurs, en voie de disparition et doit être remplacé par un diplôme de fin d'études obligatoires, examen spécialement conçu pour les adolescents de seize ans ayant suivi après le cycle de transition, le cycle pratique. Les enfants ayant fait l'objet de la réforme se trouvent actuellement en classe de quatrième pratique et devraient passer le diplôme de fin d'études obligatoires en juin 1969. Il lui demande si les modalités de cet examen ont été fixées et, dans la négative, à quelle date elles le seront en lui faisant observer que tous les éducateurs, les parents et les élèves eux-mêmes s'inquiètent de connaître l'esprit dans lequel sera conçu cet examen.

8185. — 1^{er} avril 1968. — **M. Macquet** expose à **M. le ministre des transports** que le ministre des transports de la République fédérale allemande vient de décider que, pendant la période allant du mois de janvier à la fin avril 1968, les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans pourraient voyager en Allemagne en payant demi-tarif sur les chemins de fer fédéraux. Le ministre des transports de la R. F. A. fait en effet remarquer que les trains roulent pratiquement à vide pendant cette période et que la mesure prise sera à la fois profitable aux personnes âgées qui seront ainsi incitées à voyager, mais aussi aux chemins de fer fédéraux qui sont en déficit. Il lui demande s'il n'estime pas qu'une telle mesure, prise en France, présenterait des avantages analogues à ceux qui viennent d'être exposés en ce qui concerne la République fédérale allemande.

8186. — 1^{er} avril 1968. — **M. Le Theule** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'en vertu de la loi du 10 juillet 1965 et des textes pris pour son application, les locataires d'immeubles H. L. M. construits depuis plus de dix ans peuvent demander à acheter le logement qu'ils occupent à condition qu'ils aient joul pendant plus de cinq ans, d'une manière continue ou non, de la qualité de locataire d'organisme H. L. M. Lorsque les ressources du candidat acquéreur ne dépassent pas les plafonds fixés pour la location dans les H. L. M. et lorsque ce candidat acquéreur est entré dans les lieux avant le 10 juillet 1965, la valeur du logement est diminuée de 15 p. 100. Il lui expose, à cet égard, la situation du locataire d'un immeuble H. L. M. ayant quitté un appartement de trois pièces qu'il occupait depuis 1955 pour un appartement de quatre pièces, postérieurement à la promulgation de la loi du 10 juillet 1965. Il lui demande si le fait pour ce locataire d'avoir changé son appartement pour un appartement plus vaste lui permet malgré tout d'acquiescer cet appartement en bénéficiant de la réduction de 15 p. 100 sur le prix de vente.

8187. — 1^{er} avril 1968. — **M. Vailleix** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** la réponse faite à la question écrite n° 18510 (*Journal officiel*, débats A. N. du 6 août 1966, p. 2730).

Le problème alors soumis concernait les associations fonctionnant sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, sans autre spécification. Il lui demande si les associations fonctionnant sous le même régime, mais reconnues d'utilité publique (organismes sans but lucratif) et qui se trouvent bénéficiaires d'avantages immobiliers à la suite de cessions de terrains bâtis ou à bâtir, d'avantages résultant de constructions ou provenant de lotissements, peuvent bénéficier par contre d'un régime fiscal particulier correspondant à cette reconnaissance d'utilité publique et, éventuellement, dans quelles conditions.

8188. — 1^{er} avril 1968. — **M. Naveau** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** qu'à l'égard de la bonne marche de leur bureau, de la sécurité des locaux, des installations et des fonds qui leur sont confiés, pour lesquelles leur intervention peut être sollicitée à tout moment même la nuit, les receveurs et chefs de centre des postes et télécommunications ont leur activité et leur responsabilité engagées au-delà des quarante-cinq heures hebdomadaires habituellement exigées des agents de la fonction publique. Au surplus les receveurs et chefs de centre, tenus d'assurer et de faire assurer la permanence du service téléphonique, du service télégraphique et du courrier le samedi, ne peuvent bénéficier entièrement du week-end comme une bonne partie des travailleurs du secteur privé ou du secteur public qui profitent, de plus en plus, du repos hebdomadaire de deux jours consécutifs. Il est difficile, au demeurant, de considérer l'indemnité de gérance et de responsabilité qui leur est attribuée comme une compensation puisque cette prestation en argent est bien antérieure à la période de développement intensif des loisirs et à la généralisation des longs week-ends. Enfin il faut bien admettre que la gratuité du logement se traduit, pour les agents logés, par une réduction très sensible de l'indemnité de gérance et de responsabilité, et que cet avantage en nature perd en partie de son intérêt du fait que son évaluation, augmentant chaque année de façon substantielle, conduit à la majoration sensible des charges fiscales des intéressés. Tenant compte de ce qui précède et du fait que les receveurs et chefs de centre des postes et télécommunications, en raison de l'importance du service public dont ils ont la charge, ont conscience des obligations qui leur incombent et des sujétions inhérentes à leur activité, auxquelles ils ne songent pas à se soustraire, il lui demande s'il ne lui paraît pas justifié que la permanence du service assurée soit compensée par l'octroi de deux semaines d'autorisation d'absence à prendre en dehors de la période des congés.

8189. — 1^{er} avril 1968. — **M. Naveau** expose à **M. le ministre de l'agriculture** la situation au regard du droit aux allocations familiales des orphelins de père et de mère qui disposent de biens propres (biens indivis de la succession) sur lesquels sont prélevées par le tuteur désigné les ressources nécessaires à leur entretien et à leur éducation. Il apparaît qu'en l'état actuel de la législation sociale agricole aucun droit ne leur est ouvert puisque personne n'a la charge matérielle et financière de ces enfants. Une telle situation apparaît particulièrement injuste lorsque l'on sait que, les parents étant vivants, aucune considération de fortune n'intervient dans la détermination du droit aux allocations familiales. La situation des orphelins devrait être rapprochée de celle des enfants dont les parents sont séparés ou divorcés, pour lesquels il est admis que celui qui a la garde des enfants, même s'il perçoit pour leur éducation et leur entretien une pension alimentaire quel qu'en soit le montant, bénéficie des prestations familiales. Par ailleurs, dans le cadre de la C. E. E., le règlement n° 1/64 du 18 décembre 1963 (*Journal officiel* des communautés du 8 janvier 1964), modifiant l'article 42 du règlement n° 3, a créé en faveur de certains orphelins (le plus souvent de nationalité étrangère) un droit propre aux allocations familiales du régime français, même dans le cas où ces enfants ne seraient pas à charge au sens de la législation française. Enfin il rappelle que **M. le ministre des affaires sociales** a déjà admis (lettre n° 239/G/67 du 5 juillet 1967, bureau F. 2 D. G. F. V. A. S., à un directeur régional de la sécurité sociale) le droit aux prestations familiales aux parents pour leurs enfants placés dans un établissement de soins et pris en charge à 100 p. 100 par la caisse primaire de sécurité sociale. Il lui demande donc quelles mesures sont envisagées pour remédier à bref délai à cette situation injuste.

8190. — 1^{er} avril 1968. — **M. Péronnet** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** la situation critique dans laquelle se trouve la petite exploitation cinématographique complète tenu du critère défini par décret du 28 mai 1964, imposé à cette catégorie, pour bénéficier de l'imposition au demi-tarif de la taxe sur les spectacles. Il lui demande s'il n'estime pas devoir modifier la moyenne de recette hebdomadaire afin de permettre aux petits exploitants de pratiquer des prix des places plus en rapport avec la nécessité devant laquelle ces exploitants se trouvent d'amortir leurs investissements et de se procurer des films dans des délais

valables pour demeurer un attrait pour la clientèle. Il attire son attention sur le risque de voir disparaître à brève échéance cette infrastructure de loisir et de culture que présente la présence de ces petites exploitations cinématographiques dans des communes souvent de faible importance.

8191. — 1^{er} avril 1968. — **M. Naveau** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** s'il n'envisage pas de prendre à brève échéance les dispositions nécessaires pour que les arrêtés d'application du décret du 21 mai relatif à la situation du personnel des parcs et ateliers des ponts et chaussées permettent à ceux-ci de bénéficier du salaire indiciaire attendu que leurs conditions de traitement sont nettement inférieures aux autres personnels de l'Etat.

8192. — 1^{er} avril 1968. — **M. Maroselli** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales** que si les déportés peuvent bénéficier dès soixante ans d'une pension liquidée à son taux maximum sans qu'il leur soit demandé de justifier de leur inaptitude totale et définitive à tout travail salarié, les anciens prisonniers de guerre sont soumis au régime commun de la sécurité sociale qui permet la liquidation des droits à pension à 40 p. 100 dès soixante ans mais en apportant la preuve de l'inaptitude totale et définitive à tout travail salarié par la production d'un certificat médical. L'état de santé des prisonniers de guerre se ressent des temps passés derrière les barbelés. Le régime ordinaire de la sécurité sociale n'est pas satisfaisant pour eux. Il lui demande s'il n'estime pas devoir créer un régime intermédiaire en donnant par exemple: 1° à ceux reconnus inaptes à 50 p. 100 des possibilités du type de celles offertes aux déportés; 2° une pleine retraite à ceux qui produiraient un certificat médical établi par leur médecin traitant et justifiant de leur inaptitude totale et définitive à tout travail salarié.

8193. — 1^{er} avril 1968. — **M. Naveau** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des conseillers agricoles et conseillers ménagers qui souhaiteraient être intégrés dans le corps des techniciens agricoles titularisés ou dans le cadre des professeurs techniques adjoints de collèges ou de lycées agricoles. Il lui demande s'il n'envisage pas d'apporter une modification de l'article 15 du décret n° 65-383 du 20 mai 1965, article dans lequel ces fonctionnaires ont été privés de l'accès aux fonctions qu'ils sollicitent.

8194. — 1^{er} avril 1968. — **M. Lafay** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que lorsqu'une personne prend l'engagement de ne pas affecter pendant au moins trois ans à un autre usage que l'habitation, les immeubles ou fractions d'immeuble qu'elle acquiert, le tarif du droit de mutation à titre onéreux, fixé à 13,20 p. 100 par l'article 721 du code général des impôts, est réduit à 1,40 p. 100 en application de l'article 1372 dudit code. Cet engagement s'avère singulièrement rigoureux lorsqu'il est exigé d'une personne qui, par suite d'expropriation ou d'expulsion consécutives notamment à la mise en œuvre d'opérations d'aménagement du secteur dans lequel elle est installée, est contrainte de quitter les lieux et doit s'établir dans un nouveau local qu'il lui faut acheter. En l'état actuel des textes susvisés, l'intéressé ne serait admis au bénéfice du régime de réduction prévu par l'article 1372 du code général des impôts pour le calcul du droit de mutation à titre onéreux, que sous la réserve qu'il ne reprenne pas, avant l'expiration d'un délai de trois ans ouvert à compter de la date de l'acte d'acquisition, ses activités professionnelles dans l'immeuble qu'il aurait acquis pour se réinstaller. La situation ainsi créée et marquée par une interruption triennale de l'exercice de la profession, serait d'autant moins rationnelle et d'autant plus inéquitable que les circonstances qui auraient motivé le départ, donc la réinstallation et l'acquisition du nouveau local, ont sans conteste un caractère exceptionnel qui est d'ailleurs d'ores et déjà sanctionné par certaines dispositions fiscales. En effet, la contribution des patentes, normalement due pour l'année entière, n'est exigible que pour le passé et le mois courant, en vertu de l'article 1487 du code général des impôts, lorsque les activités qu'elle concerne sont interrompues pour cause d'expropriation ou d'expulsion. « *Mutatis mutandis* » la prise en considération de ces événements devrait conduire, à tout le moins quand ils sont préalables à l'exécution de travaux d'aménagement ou de rénovation, à compléter l'article 1372 ter du code général des impôts afin que les immeubles ou fractions d'immeuble destinés à une expropriation à caractère commercial ou professionnel soient considérés, abstraction faite de toute condition de délai, comme affectés à l'habitation, toutes les fois où cette exploitation fait suite à des activités qui s'exerçaient dans des établissements, magasins, boutiques et ateliers dont la fermeture est intervenue en raison d'une expropriation ou d'une expulsion. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les initiatives qu'il compte prendre pour que cette suggestion puisse recevoir une consécration juridique et être suivie d'effets dans les meilleurs délais.

8195. — 1^{er} avril 1968. — **M. Roger** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la réglementation des colonies de vacances fixe à quatorze ans l'âge limite des jeunes gens susceptibles de bénéficier de leur organisation et que la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans, fixée par ordonnance n° 59-45 du 6 janvier 1959, ne permet plus aux jeunes gens âgés de quatorze et seize ans de profiter du bienfait des camps de vacances. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire ouvrir les crédits nécessaires afin de permettre aux organismes de sécurité sociale la création de camps de vacances ouverts pendant la période des vacances scolaires aux enfants âgés de quatorze à seize ans.

8196. — 1^{er} avril 1968. — **M. Waldeck Rochet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le sort d'un certain nombre d'élèves fréquentant des sections pratiques au lycée technique d'Aubervilliers, sort qui, d'ailleurs, intéresse des élèves d'autres établissements techniques. Ces élèves se trouvent cette année ne plus pouvoir passer le B. E. I., examen supprimé et ne pas encore pouvoir passer le B. E. P., examen non encore créé sauf pour quelques sections dites expérimentales. Il leur est proposé de passer un C. A. P. Mais s'ils ont un niveau de culture générale qui leur permet de prétendre à un examen d'un niveau supérieur au C. A. P., ils n'ont pas, par contre, la formation technique suffisante pour ce C. A. P. Ces élèves sont donc engagés dans une impasse. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas possible de reconduire un an le B. E. I., ou de généraliser dès cette année le B. E. P., et quelles mesures il compte prendre pour que les élèves qui connaissent cette situation ne soient pas brimés dans leurs études.

8197. — 1^{er} avril 1968. — **M. Péronnet** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, stipule dans son article 2 que « le syndic, son conjoint et ses préposés ne peuvent recevoir mandat pour représenter un copropriétaire. Aucun mandataire ne peut représenter plus de trois copropriétaires ». Il lui demande de lui faire connaître si l'épouse copropriétaire d'un appartement dans une copropriété dont le mari est syndic peut être mandataire, étant précisé que cette femme est mariée sous le régime de la séparation de biens ou, étant mariée sans contrat, l'appartement dont elle est propriétaire lui appartenant à titre de réemploi de biens propres.

8198. — 1^{er} avril 1968. — **M. Ducos** demande à **M. le ministre des transports** pour quels motifs les promesses qui avaient été faites au début de l'année 1967 concernant le maintien de la ligne voyageurs Bousens—Saint-Girons ne seraient pas tenues. Il lui demande si les raisons invoquées par lui-même et par ses collègues parlementaires de la Haute-Garonne et de l'Ariège auraient cessé d'être valables. Il semble que, au contraire, elles le sont de plus en plus. Salies voit s'accroître, d'année en année, son potentiel thermal et veut de construire un magnifique lycée (C. E. S.) qui attire déjà un nombre considérable d'adolescents de la région. Le tourisme s'est développé et est appelé à se développer encore beaucoup plus dans toute la vallée du Salat. Les usines qui s'y trouvent se modernisent et il est tout naturel de penser que cette vallée, où il y a tant de sources d'énergie et tant de matières premières, profitera pleinement du mouvement de décentralisation industrielle dont le Gouvernement ne cesse de proclamer la nécessité et l'urgence surtout dans les régions insuffisamment développées. Tout cela fait prévoir un accroissement considérable des transports non seulement de matériaux et de marchandises, mais, aussi, de voyageurs. Car l'un ne va pas sans l'autre. Il est de toute évidence que la route qui dessert cette importante vallée, déjà fort encombree, le deviendrait très dangereusement, après la suppression de la ligne voyageurs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter la grave déception et au profond découragement qu'éprouverait une population résolument tournée vers le progrès économique et social si elle était victime de la part des pouvoirs publics d'une mesure qui, gênant et refrénant le mouvement des populations urbaines vers le plein air des campagnes, lui paraîtrait être à la fois un non-sens et une sorte de brimade.

8199. — 1^{er} avril 1968. — **M. Ducos** demande à **M. le Premier ministre** quelle suite il a donnée ou compte donner à la note qui lui a été envoyée le 25 octobre 1967 par « le Groupement national pour l'indemnisation des biens spoliés ou perdus outre-mer ». Cette étude tendait à lui exposer les conditions dans lesquelles l'indemnisation des spoliations intervenues outre-mer peut fort bien être réalisée sans charge excessive pour la nation, qui, au contraire, en retirera un profit certain. Dans la première partie de ce document — lequel comporte une vingtaine de grandes pages — des propositions précises, fondées sur des considérations et des chiffres irréfutables, ont été présentées: 1° sur les formes que pourrait

revêtir l'indemnisation; 2° sur le fait que l'indemnisation aménagée comme il est indiqué serait économiquement et budgétairement supportable; 3° sur la manière dont les spoliés indemnisés pourraient investir soit directement dans une branche d'activité déterminée, soit dans un ensemble de réalisations immobilières créées par l'Etat; 4° sur la répartition des diverses indemnités: a) pour changement de résidence ou pour perte de mobilier; b) pour pertes de biens incorporels; c) pour réparations de pertes de biens à caractère social; d) pour spoliation dans le domaine agricole; e) pour spoliation dans le domaine de la propriété bâtie; f) pour indemnisation des professions industrielles artisanales et commerciales. Une deuxième partie expose longuement, avec la plus grande clarté, la constitution des ressources destinées à l'indemnisation, en s'étayant sur l'évolution théorique certes, mais tout à fait vraisemblable des charges et gains annuels pour le budget de l'Etat. « La présence sur le sol métropolitain » est-il dit dans la conclusion de cette étude, « de ce levain que constituent les rapatriés et spoliés, peut être considérée comme une chance offerte à la France, à condition que les suggestions des hommes de bonne volonté soient enfin examinées avec bienveillance ». Il lui demande s'il peut lui faire connaître ce qu'il a l'intention de faire au sujet de ces propositions à la fois sages, pondérées et conformes aux intérêts essentiels du pays, dont la réalisation permettrait à l'Etat de se conformer enfin non seulement à la loi du 26 décembre 1961 mais à la volonté nationale exprimée par le référendum du 8 avril 1962 sur les accords d'Evian.

8200. — 1^{er} avril 1968. — **M. Guichard** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre**: 1° quelles sommes ont été inscrites au budget voté pour les années 1965, 1966, 1967, 1968 au titre de paiement de la retraite aux anciens combattants: a) de la guerre 1914-1918; b) de la guerre 1939-1945; 2° quelles sommes ont été versées à ce même titre aux ayants droit: a) de la guerre 1914-1918; b) de la guerre 1939-1945; 3° en cas de discordance entre ces deux sommes au profit de la première, il lui demande quelle a été l'affectation de l'excédent de crédit.

8201. — 1^{er} avril 1968. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'une société immobilière a bénéficié le 17 avril 1961 d'une décision provisoire d'octroi de primes à la construction. Le 5 juillet suivant, le certificat de conformité était délivré par la municipalité et quelques jours plus tard, la société vendait divers lots de la construction réalisée. L'acte de vente stipulant que si la construction de la maison donnait lieu à l'octroi de primes, les acquéreurs bénéficieraient de la portion de ces primes afférentes aux logements acquis par eux. Par la suite, le certificat de conformité a été retiré. La construction n'a donné lieu à aucun prêt. Il lui demande si dans cette situation, et à supposer que le certificat de conformité puisse être accordé de nouveau à la suite des travaux entrepris, ce rétablissement serait susceptible d'entraîner l'octroi de primes, ou si celles-ci devraient être considérées comme définitivement perdues.

8202. — 1^{er} avril 1968. — **M. Delpech** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il envisage, dans le cadre de la réalisation progressive des collèges du second cycle court et des moyens de travail des professeurs qui y enseignent, d'appliquer l'équivalence, généralement admise dans l'enseignement technique, d'une heure d'enseignement théorique pour deux heures de travaux pratiques, afin de fixer le maximum de l'horaire des professeurs d'enseignement théorique (général et technique) à vingt heures hebdomadaires. Le niveau des études préparant au brevet d'études professionnelles, le caractère pédagogique nouveau, la non-spécialisation (polyvalence des enseignements littéraires ou scientifiques), le rythme du travail s'éloignant de plus en plus des méthodes traditionnelles des collèges en trois ans, pour lesquels déjà un texte récent avait prévu une amélioration.

8203. — 1^{er} avril 1968. — **M. Delpech** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le corps des instructeurs créé en 1956 dans le cadre du plan de scolarisation en Algérie. Le décret n° 63-868 du 20 août 1963 a déclaré ce corps en extinction et la plupart des enseignants qui en sont issus ont été affectés à des tâches diverses, le plus souvent dans les C. E. S. où ils remplissent des fonctions d'administration ou de surveillance. Mais les corps correspondant à ces emplois n'existent pas en fait, de telle sorte que le statut des anciens instructeurs demeure incertain. Le décret n° 67-54 du 12 janvier 1967 prévoit en son article 2 que les instructeurs sont affectés à des tâches qui permettent d'utiliser leur formation et leur expérience d'éducateurs. Mais il ne fait pas état de leur appartenance à la catégorie B, cependant promise. Il lui demande s'il n'envisage pas de régler définitivement le sort de ces enseignants, dont la carrière a débuté dans des conditions particulièrement difficiles et méritoires, en les intégrant à un corps de surveillants de C. E. S. en catégorie B.

8204. — 1^{er} avril 1968. — **M. Marceau Laurent** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'un cultivateur ayant cédé une grande partie de son exploitation en septembre 1966 n'a pu bénéficier de l'indemnité de départ prévue par la loi du 8 août 1962 parce qu'il avait conservé 60 ares de culture personnelle, dont 50 ares de prés. En 1967, ce cultivateur a cessé toute activité, mais le propriétaire d'une partie de son exploitation (soit un pré de 50 ares) l'a cédé pour utilisation à un marchand de bestiaux donc à une personne n'exerçant pas une profession agricole. Une seconde fois l'indemnité de départ a été refusée en raison de la cession de ces cinquante ares de pré à un non-agriculteur. Il lui demande si cet agriculteur peut être pénalisé et privé de l'indemnité viagère de départ alors qu'il n'a pu obtenir du propriétaire de cette parcelle la cession à un exploitant agricole.

8205. — 1^{er} avril 1968. — **M. Caillaud** expose à **M. le ministre des affaires sociales** qu'après de longs pourparlers le syndicat des pharmaciens des hôpitaux vient d'être saisi par l'intermédiaire de M. le doyen de la faculté de pharmacie de Paris d'un projet de loi relatif à des conventions entre les facultés de pharmacie et les centres hospitaliers régionaux concernant l'exercice conjoint de fonctions hospitalières et de fonctions universitaires de certains de leurs personnels. Il lui rappelle que dans ses grandes lignes ce texte donne satisfaction aux intéressés et lui demande d'abord s'il n'estime pas qu'il serait désirable que ce projet soit déposé le plus tôt possible sur le bureau de l'Assemblée nationale et ensuite, si un vote positif du Parlement intervient, que la publication des décrets d'application ait lieu sans retard afin que la réforme des études pharmaceutiques puisse être appliquée, particulièrement en ce qui concerne les élèves de 5^e année, dès octobre 1968.

8206. — 1^{er} avril 1968. — **M. Ponsellé** rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'après termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1951, modifiée en dernier lieu par la loi n° 66-473 du 5 juillet 1966, le juge des référés de la situation de l'immeuble peut accorder des délais, renouvelables, excédant une année, aux occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dont l'expulsion aura été ordonnée judiciairement, chaque fois que le relogement des intéressés ne pourra avoir lieu dans des conditions normales, sans que lesdits occupants aient à justifier d'un titre à l'origine de l'occupation. Il attire son attention sur le fait que les dispositions qui précèdent n'ont qu'un caractère transitoire et devraient juridiquement cesser d'être applicables à compter du 1^{er} juillet 1968. Les récentes mesures gouvernementales qui ont été prises pour tenter de stimuler la construction administreraient, s'il en était besoin, la preuve que le problème du logement est loin d'être résolu et continue à revêtir un aspect des plus préoccupants dans certains secteurs. Il est en conséquence indéniable qu'en maintes circonstances le relogement des personnes tombant sous le coup de jugements d'expulsion ne peut intervenir dans les « conditions normales » auxquelles se réfère la loi susvisée du 1^{er} décembre 1951. Une telle constatation milite impérativement en faveur d'une prorogation au-delà du 1^{er} juillet 1968 des dispositions de l'article 1^{er} de cette loi. Il lui saurait gré de lui faire connaître s'il compte prendre toutes mesures utiles pour qu'un projet de loi soit déposé à cet effet sur le bureau de l'Assemblée nationale dès l'ouverture de la prochaine session parlementaire et vienne en discussion suffisamment tôt pour qu'aucune solution de continuité n'affecte le régime résultant actuellement de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1951.

8207. — 1^{er} avril 1968. — **M. Paquet** demande à **M. le Premier ministre** s'il est dans les intentions du Gouvernement: 1° de déposer un projet de loi autorisant la ratification par la France de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et 20 mars 1952, convention ratifiée par la presque totalité des Etats membres du Conseil de l'Europe; 2° de déposer, sous réserve de la ratification préalable de ladite convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, un projet de loi autorisant la ratification de la charte sociale du Conseil de l'Europe.

8208. — 1^{er} avril 1968. — **M. Caillaud** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que les dernières mesures administratives ont successivement abaissé les abattements de zones dans le département de la Vendée à 5 p. 100 en janvier 1967, à 4 p. 100 en juillet 1967 et à 2 p. 100 depuis le mois de janvier 1968. Il attire son attention sur le fait que les salariés des organismes sociaux (caisse primaire d'assurance maladie, caisse d'allocations familiales et U. I. S. S. A. F.) ont été exclus du bénéfice de ces mesures. Il lui demande quels sont les motifs du refus qui semble être opposé aux intéressés d'appliquer à leur salaire les réductions d'abattements de zone.

8209. — 1^{er} avril 1968. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** que désormais, en France, dans le secteur privé, il n'y a plus que deux zones de salaire (abattements de 0 et 2 p. 100). Or, dans le secteur publique existe encore la correspondance en 6 zones, par le biais des indemnités de majoration: 20 p. 100, 18 p. 100, 16,5 p. 100, 15,25 p. 100, 14 p. 100 et 12,75 p. 100. Il lui demande s'il n'envisage pas de réduire cette différence entre les extrêmes, différence qui conduit à pénaliser les fonctionnaires demeurant dans les secteurs ruraux.

8210. — 1^{er} avril 1968. — **M. Palmero** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que, par arrêté du 3 septembre 1958, a été institué un comité de sauvegarde du littoral Provence-Côte d'Azur, dont la mission a été étendue à la Corse le 3 octobre 1959 et lui demande, compte tenu des heureux résultats obtenus par ce comité, notamment dans la protection des espaces verts, s'il n'estime pas opportun de lui donner une vie nouvelle alors que depuis de nombreuses années il n'a plus été convoqué.

8211. — 1^{er} avril 1968. — **M. Barrot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur les difficultés que rencontrent certains constructeurs pour obtenir le bénéfice des mesures d'aide à la construction. Parfois, ils se voient refuser l'attribution de primes à la construction, bien que leurs projets soient conformes à la réglementation, et ils constatent que d'autres constructeurs dont les demandes sont faites postérieurement à la leur obtiennent lesdites primes. D'autres fois, les intéressés, après avoir obtenu les primes, sont écartés du bénéfice des prêts spéciaux attribués par le Crédit foncier de France. Après de nombreuses recherches effectuées par ces constructeurs, il apparaît que l'exclusive dont ils sont l'objet résulte de leur inscription sur certaines listes administratives transmises dans divers services de l'Etat et, notamment, dans les directions départementales du ministère de l'équipement, à la Banque de France et dans des établissements financiers. Ces listes comporteraient, non seulement des noms de personnes ou organismes poursuivis ou ayant fait l'objet de sanctions pour certains délits ou infractions aux lois sur la construction, mais aussi des noms de personnes ou organismes qui n'ont jamais subi aucune poursuite ou sanction et pour lesquelles l'inscription sur ces listes relève purement d'une décision arbitraire. Il lui demande s'il peut lui indiquer: 1° s'il existe des textes législatifs ou réglementaires permettant de justifier les exclusives prononcées contre des personnes ou organismes qui n'ont fait l'objet d'aucune information, poursuite ou sanction concernant les faits visés aux articles 59 et 60 de la loi du 7 août 1957; 2° quelles dispositions il envisage de prendre pour que les personnes ou organismes ayant subi dans le passé des exclusives dépourvues des bases légales ou réglementaires ci-dessus visées, cessent d'en être l'objet et pour éviter à l'avenir le renouvellement de tels faits; 3° s'il ne lui paraît pas indispensable de faire disparaître le caractère secret de l'inscription sur les listes susvisées et d'informer à l'avenir chaque constructeur intéressé des mesures dont il est l'objet, afin qu'il puisse user des voies de recours prévues par la loi dans tous les cas où les mesures administratives qui le concernent lui paraîtraient mal fondées.

8212. — 1^{er} avril 1968. — **M. Ruais** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il est exact que le maire et le conseil municipal d'une commune du département du Calvados peuvent refuser l'exécution d'un jugement du tribunal administratif concernant la situation personnelle d'un employé de mairie et, par cet abus, priver ainsi l'intéressé de toutes ressources et toutes prestations sociales. S'il en était bien ainsi, il lui demande si les pouvoirs de tutelle ne sont pas suffisants pour passer outre à ce qui serait un véritable scandale et un déni des droits humains.

8213. — 1^{er} avril 1968. — **M. Cousté** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que les Français domiciliés à Monaco sont tenus de verser au gouvernement de leur pays d'origine les différents impôts dont tout citoyen français est redevable. Or lorsqu'un Français précédemment installé dans la Principauté de Monaco rentre en France, il ne peut bénéficier du transfert de sa ligne téléphonique dans la nouvelle résidence ou entreprise située sur le territoire français. Ne pouvant bénéficier des conditions favorables de transfert, l'intéressé doit parfois attendre un très long délai avant d'obtenir une installation téléphonique, ce qui est dans la plupart des cas très préjudiciable. Il lui demande s'il envisage dans un proche avenir de passer avec la Principauté de Monaco un accord bilatéral, permettant de réaliser les transferts de lignes téléphoniques entre les deux pays.

8214. — 1^{er} avril 1968. — **M. Delpech** attire l'attention de **M. le ministre de l'information** sur les conditions d'application des arrêtés des 18 avril 1952, 24 mai 1952 et 22 janvier 1959. Aux termes de ces textes sont fixés les remises des revendeurs de journaux quotidiens et journaux périodiques selon deux barèmes, l'un applicable à Paris, l'autre applicable en province. L'arrêté du 24 mai 1952 prévoit que dans les villes de plus de 500.000 habitants une remise complémentaire de 5 p. 100 est instituée pour les seules ventes de publications périodiques. Or les dispositions de cet arrêté ont été étendues aux négociants de la ville de Bordeaux. Certes, l'agglomération bordelaise a une population importante. Cependant, le recensement de 1962, qui devrait être pris en considération pour la détermination de la population des communes en vue de l'application des arrêtés susvisés, laisse apparaître que la commune de Toulouse occupe la quatrième place immédiatement après Paris, Lyon et Marseille. Il paraît donc y avoir un manque d'harmonie dans les décisions prises, qui accorderaient en faveur de la sixième commune de France des avantages qui n'ont pas été consentis aux négociants de la quatrième et de la cinquième. Il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire et urgent de corriger cette anomalie et d'établir en faveur des revendeurs de publications périodiques de Toulouse les mêmes avantages qui ont été consentis à ceux de Bordeaux.

8215. — 1^{er} avril 1968. — **M. Lafay** se référant à la réponse que **M. le ministre des transports** a apportée par la voie du *Journal officiel* (Débats Assemblée nationale du 17 novembre 1967) à la question écrite qu'il lui avait posée au sujet des survols des quartiers Nord de Paris, prend acte de ce que les infractions à l'arrêté ministériel du 20 janvier 1948 ne donnent lieu à aucune sanction lorsqu'elles sont le fait de pilotes étrangers. Il s'étonne d'autant plus vivement du régime d'impunité dont jouissent ces pilotes que ceux-ci semblent, aux termes de la réponse susmentionnée, être pratiquement les seuls responsables des survols à basse altitude qui, pour avoir effectivement cessé pendant un certain temps, ont repris dans des conditions telles que certains passages d'appareils perturbent les réceptions d'émissions télévisées. Il lui saurait gré de lui indiquer: 1° s'il peut être tenu pour certain que les pilotes français se conforment strictement et en toutes circonstances aux prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé du 20 janvier 1948; 2° quels sont les moyens techniques mis en œuvre pour détecter et prévenir les infractions audit arrêté; 3° comment les dispositions de ce texte sont portées à la connaissance des pilotes étrangers; 4° quelles sont les procédures juridiques dont dispose l'administration de l'aéroport de Bourget, pour en imposer le respect à l'ensemble du personnel navigant, quelle que soit la nationalité des équipages, et quelles sont les raisons pour lesquelles elle ne recourt pas à ces procédures et n'en intensifie pas l'application pourtant justifiée par la fréquence des survols à basse altitude.

8216. — 1^{er} avril 1968. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui faire connaître les possibilités qui s'offrent de voir la caisse des dépôts et consignations étendre aux chemins ruraux le bénéfice des prêts de 50.000 F consentis, par l'intermédiaire des caisses d'épargne, en faveur des communes rurales pour leurs travaux de vicinalité communale.

8217. — 1^{er} avril 1968. — **M. Paul Duraffour** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation des transporteurs du courrier postal (par contrat après soumission) pour le compte de l'administration des P. T. T., qui, à la suite de l'application de la T. V. A., ont depuis le 1^{er} janvier dernier compté cette taxe sur leurs factures mensuelles au taux de 13 p. 100 (incidence 14,942), en application du décret du 22 décembre 1967 et de la circulaire du ministre des P. T. T. en date du 17 janvier 1968, précisant que le taux de 13 p. 100 s'appliquait au contrat de la poste. Les intéressés avaient en conséquence sollicité une révision du prix du marché. Or, dans certains départements, le directeur des P. T. T. a fait connaître aux intéressés que s'agissant de l'application de la taxe de la T. V. A., le pourcentage d'augmentation demandé de 14,942 p. 100 sur le tarif actuel, ne pouvait, à priori, être admis et que le régime fiscal étant celui du forfait, il lui était nécessaire, pour lui permettre d'apprécier les propositions des intéressés, de connaître le montant des acomptes provisionnels qu'ils auraient à verser en pourcentage de leur chiffre d'affaires, tel qu'il leur sera communiqué par les services des contributions indirectes; l'augmentation du tarif kilométrique ne pouvait avoir lieu que dans les limites de ce pourcentage et qu'en ce qui concerne la demande de révision basée sur l'application de l'article 33 du cahier des charges, le pourcentage d'augmentation calculé par application de la formule ressort à 3,59 p. 100 et qu'en conséquence la révision du prix du marché ne saurait intervenir. Il lui demande de lui faire connaître si l'interprétation faite par l'administration des P. T. T. concernant l'application de la T. V. A. aux transporteurs de courrier postal est conforme aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

8218. — 1^{er} avril 1968. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que certains problèmes particuliers se posent au sujet de la prise en charge par la sécurité sociale des retraités titulaires de plusieurs pensions : aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 52-1055 du 12 septembre 1952, lorsqu'un retraité est titulaire de plusieurs pensions de même nature, les prestations sont dues par le régime de sécurité sociale se rattachant à celle des pensions qui comporte un plus grand nombre d'annuités liquidables pour la retraite. Si le retraité est titulaire d'une pension d'invalidité acquise à titre civil et d'une pension militaire de retraite, les prestations sont dues par le régime de sécurité sociale se rattachant à la pension acquise à titre civil et les cotisations retenues sur la pension militaire sont remboursées au retraité par l'agence comptable de la sécurité sociale militaire. D'autre part, quand un salarié, assujéti au régime général de sécurité sociale bénéficiant d'une pension d'invalidité pour inaptitude au travail atteint soixante ans, sa pension est transformée en pension vieillesse. Il lui demande : 1° si la pension vieillesse attribuée dans ce cas conserve elle le caractère d'invalidité qu'elle avait au départ ou au contraire si elle est considérée comme une pension vieillesse normale ; dans ce dernier cas, ce serait le nombre d'annuités qui déterminerait le régime auquel le retraité doit appartenir ; 2° si la pension vieillesse attribuée par anticipation pour inaptitude au travail entraîne la prise en charge par le régime général d'un ass. à titulaire d'une pension de retraite militaire. Si cette hypothèse est exacte, il y aurait lieu de rembourser au retraité les cotisations à compte sur la pension militaire.

8219. — 1^{er} avril 1968. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre des affaires sociales** le cas d'un militaire de la gendarmerie qui a opté pour la sécurité sociale militaire, croyant qu'il bénéficierait des avantages accordés par les autres caisses. Or il vient d'être informé que les retraités n'ont droit à l'assurance maternité pour leurs épouses que s'ils sont titulaires d'une pension d'invalidité de 85 p. 100 minimum. L'intéressé ne peut, de ce fait, bénéficier du remboursement des frais médicaux et de clinique afférents à la grossesse de son épouse. Il serait très souhaitable que les avantages accordés par les différentes caisses soient équivalents et lui demande s'il a l'intention de prendre des initiatives en ce sens.

8221. — 2 avril 1968. — **M. Chandernagor** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation particulière des personnels de la gendarmerie nationale au regard de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. L'administration des contributions directes tend à comprendre dans le calcul du revenu imposable de ces personnels la valeur locative de leur logement de fonction. Or, ce logement est un casernement qui ne peut en aucun cas être refusé et apparaît, de ce fait, comme une des sujétions particulières auxquelles sont astreints les intéressés dans l'accomplissement de leur service. Il lui demande si la gratuité du logement de fonction dont bénéficient les personnels de la gendarmerie nationale doit effectivement être considérée comme un avantage en nature au sens de l'article 82 du code général des impôts pour le calcul du revenu imposable au titre de l'I. R. P. P.

8222. — 2 avril 1968. — **M. Bosson** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si le Gouvernement compte déposer prochainement, conformément à l'article 8 de la loi du 10 juillet 1964 relative à la création des associations communales de chasse agréées, un projet de loi fixant les moyens de financement des associations communales et les avantages des associations intercommunales ou si le Gouvernement n'envisage pas d'insérer, dans une prochaine loi de finances rectificative, un article réglant ce problème.

8223. — 2 avril 1968. — **M. Orvoën** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur le problème que connaît actuellement la pêche sardinière et lui demande s'il n'envisage pas de faire procéder à une étude générale de ce problème en vue de dégager des solutions nouvelles susceptibles de permettre à tous les artisans pêcheurs touchés par cette crise d'exercer normalement leur activité.

8224. — 2 avril 1968. — **M. Orvoën** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en vertu de l'article 1046-3° du code général des impôts sont exonérées de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance les contrats d'assurance sur corps et facultés des navires de commerce souscrits contre les risques de toute nature de navigation maritime. Il lui demande si cette exonération ne pourrait pas être étendue aux contrats souscrits auprès des mutuelles d'assurance à la pêche.

8225. — 2 avril 1968. — **M. Orvoën** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en application de l'article 666 du code rural, des prêts d'installation peuvent être consentis aux jeunes

agriculteurs pour leur permettre de s'établir dans une exploitation rurale. Les caractéristiques de ces prêts sont actuellement les suivantes : montant maximum : 15.000 francs, taux d'intérêt : 3 p. 100, durée : 15 ans. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que soient institués des prêts analogues en faveur des jeunes professionnels de la pêche et de la conchyliculture, et quelles mesures il compte prendre à cet effet.

8226. — 2 avril 1968. — **M. Orvoën** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si en raison de l'augmentation continue du prix de la construction navale et de l'incidence financière toujours plus sensible du progrès technique sur le coût de cette construction, il n'envisage pas de relever le plafond des prêts attribués par le crédit maritime, ce plafond étant porté de 200.000 à 250.000 francs pour la pêche artisanale et de 80.000 à 120.000 francs pour l'aquaculture.

8227. — 2 avril 1968. — **M. Orvoën** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il apparaît souhaitable de prévoir un encouragement financier de même nature que celui consenti à la pêche industrielle en faveur des patrons pêcheurs qui accepteraient de faire construire un navire suivant un programme de construction préalablement agréé par le secrétariat général à la marine marchande, et qui envisageraient d'assurer la gestion de ce navire dans le cadre d'un groupement coopératif. Il lui demande s'il n'envisage pas de dégager les crédits nécessaires pour accorder une telle aide.

8228. — 2 avril 1968. — **M. Barrot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, pour l'attribution des bourses aux élèves de l'enseignement supérieur, il est fait appel à un « quotient familial » qui est obtenu en divisant le montant des ressources de la famille par un indice familial. Pour la détermination de ce dernier indice, les parents comptent chacun pour un point, alors que les enfants ne comptent que pour une fraction de point. Il lui demande si, en vue d'augmenter l'aide accordée aux familles nombreuses — ce qui est conforme à l'intention exprimée à maintes reprises par le Gouvernement — il ne lui semble pas souhaitable que les enfants comptent chacun pour un point, ainsi que cela est prévu pour les parents, afin de diminuer le quotient des familles nombreuses, et de permettre ainsi une augmentation du taux des bourses.

8229. — 2 avril 1968. — **M. Barrot** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut lui préciser ses intentions en ce qui concerne la place que doivent occuper les I. P. E. S. au sein de l'enseignement supérieur, et indiquer quelle suite il entend réserver aux requêtes présentées par les élèves professeurs des I. P. E. S. tendant à obtenir : 1° une formation en quatre années d'études théoriques, avec création d'une maîtrise d'enseignement et possibilité offerte à tous les étudiants de préparer l'agrégation ; 2° une année de formation pédagogique réelle ; la création de nombreux postes budgétaires et le retour du C. A. P. E. S. à sa vocation première de concours de classement ; 3° l'augmentation du nombre de postes mis au concours de recrutement des I. P. E. S. et la parution de nouveaux statuts conformes à ces divers objectifs.

8230. — 2 avril 1968. — **M. Georges** expose à **M. le ministre de la justice** que certains syndicats de copropriété, issus de reconstructions sur dommages de guerre, n'ayant pas été dotés de règlements, désirent en adopter un, conforme aux prescriptions de la loi du 10 juillet 1965. Il lui demande si les clauses relatives : 1° aux conditions de jouissance et aux règles d'administration des parties communes ; 2° aux répartitions des charges : a) des services collectifs et des équipements communs ; b) de conservation, d'entretien et d'administration des parties communes, peuvent être approuvées par la majorité définie à l'article 26 et par cette seule majorité. Il fait observer que faute d'états de répartitions de charges publiés, les syndicats ne peuvent poursuivre le recouvrement des charges et que les propriétaires lésés n'ont pas la possibilité d'exercer le recours prévu à l'article 12 de la loi. Il lui demande en outre s'il n'estime pas nécessaire que ces syndicats soient habilités à recourir à une seconde assemblée générale statuant à la majorité de l'article 24, dans le cas où la majorité requise à l'article 28 n'aurait pu être réunie. Il fait remarquer que cette procédure, assortie de l'exécution des formalités prévues aux articles 12 de la loi du 10 juillet 1965 et 18 du décret du 17 mars 1967, ouvre aux propriétaires lésés deux voies de recours successives devant les tribunaux.

8231. — 2 avril 1968. — **M. Schloessing** signale à **M. le Premier ministre** la situation d'un ancien agriculteur d'Algérie qui possédait dans la région du Sig une propriété de 90 hectares dont 124 hec-

tares d'oliviers et 34 de vignes en plein rapport (estimé à 10.000 francs l'hectare) ainsi qu'une importante demeure. Cet agriculteur a été contraint d'abandonner tous ses biens et de regagner la métropole en 1964, où il a entamé des démarches en vue d'acquiescer une exploitation agricole à l'aide des subventions et prêts prévus par la législation, en faveur des rapatriés. Au moment où il allait réaliser son projet de reclassement, il fut contraint par la maladie à y renoncer. Depuis lors, il a obtenu une indemnité particulière de 35.000 francs qui lui a permis d'acheter une modeste maison où il a logé sa famille, composée de quatre enfants, dont deux en bas-âge, pendant qu'il effectuait de nombreux séjours en sanatorium. Actuellement l'intéressé, âgé de cinquante-huit ans, a été reconnu totalement inapte au travail et n'a comme seule ressource qu'une indemnité journalière de 8,15 francs par jour pour nourrir sa famille. Il lui demande si les garanties prévues dans les accords d'Evian permettent à ce rapatrié d'obtenir une indemnisation ou des secours supérieurs à 8,15 francs par jour.

8232. — 2 avril 1968. — **M. Schloesing** signale à **M. le ministre de l'économie et des finances** : 1° qu'il a posé le 5 décembre 1967 la question suivante au ministre des anciens combattants : « M. Schloesing signale à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que dans la réponse parue au *Journal officiel* du 4 mai 1966, à sa question écrite n° 13204 du 5 mars 1966 relative aux « victimes des événements d'Algérie », il lui avait indiqué qu'un règlement d'administration publique devait définir les catégories de personnes qui, ne possédant pas la nationalité française, pourraient être admises au bénéfice des dispositions de l'article 13 de la loi n° 63-778 du 31 juillet 1963. Il lui demande quand la parution de ce règlement est susceptible d'intervenir » ; 2° que le ministre des anciens combattants lui a répondu le 10 février 1968 que : « Le projet de règlement d'administration publique prévu par le dernier alinéa de l'article 13 de la loi n° 63-778 du 31 juillet 1963 et relatif à l'indemnisation des dommages physiques du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence subis en Algérie par des personnes ne remplissant pas la condition de nationalité française à la date de la promulgation de la loi susvisée est actuellement soumis à l'examen du ministre de l'économie et des finances. ». Il lui demande dans quels délais il envisage de régler ce douloureux problème.

8233. — 2 avril 1968. — **M. Schloesing** signale à **M. le Premier ministre** le cas d'un musulman, ancien G. M. S., fait prisonnier par le F. L. N. après l'indépendance de l'Algérie et qui, après s'être évadé de son camp de prisonniers, a sauté le 16 octobre 1962 sur une mine, ce qui a provoqué des blessures aux bras et nécessité l'amputation d'une jambe. L'administration n'ayant pu entendre les témoins de cet accident et les circonstances se situant en dehors des délais (du 1^{er} novembre 1956 au 1^{er} juillet 1962) prévus par la réglementation en vigueur en faveur des victimes civiles d'Algérie, l'intéressé n'a pu obtenir une allocation provisoire d'attente sur pension d'invalidité. Néanmoins, malgré d'innombrables démarches, le dossier de l'intéressé n'a pas encore fait l'objet d'un rejet officiel du ministère des anciens combattants. En désespoir de cause, une demande d'invalidité (groupe 2) de la sécurité sociale a été déposée, mais ne peut être liquidée avant la décision définitive du ministère des anciens combattants. Il lui demande s'il n'estime pas équitable, après un délai de plus de cinq ans, d'accorder une réparation à cet ancien militaire musulman, père de six enfants, victime de son attachement à la France.

8234. — 2 avril 1968. — **M. Schloesing** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation d'un ancien harki, rapatrié en 1963, qui a déposé fin septembre 1966 un dossier de demande d'indemnisation au titre d'un accident dit « de travail », alors que le délai expirait le 15 mai 1966. Il lui demande quelle décision le Gouvernement entend prendre à l'égard des ex-harkis dont les demandes sont actuellement frappées de forclusion, des instructions ayant été demandées à la direction du budget par le ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

8235. — 2 avril 1968. — **M. du Halgouët** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'il semble anormal qu'une décision définitive concernant un invalide de la guerre 1914-1918 soit remise en question en 1968, et lui demande s'il lui est possible d'empêcher ses services de commettre de tels errements.

8236. — 2 avril 1968. — **M. Robert Hauret** demande à **M. le Premier ministre** de lui faire connaître quelles sont les intentions du Gouvernement à l'égard de la recommandation 456 (1966) adoptée le 27 janvier 1966 par l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe, concernant la protection sociale des exploitants agricoles indépendants et des membres de leurs familles travaillant avec eux.

Il lui demande en outre s'il ne lui paraît pas opportun de subordonner une éventuelle ratification de la charte sociale européenne à l'adoption préalable d'un protocole additionnel à ladite charte répondant à l'objet de la recommandation 456 susvisée.

8237. — 2 avril 1968. — **M. Favre**, se référant au vote du budget de l'aviation civile au cours duquel a été abolie la détaxe sur les carburants, dégageant ainsi une somme de 3 millions de francs environ destinée aux bourses de pilotage, mais également de permettre aux jeunes pilotes de poursuivre dans de bonnes conditions la pratique de l'aviation, demande à **M. le ministre des transports** comment il entend répartir ce crédit afin de donner satisfaction aux jeunes et d'aider indirectement les petits aéroclubs en permettant aux jeunes gens à s'initier à l'aviation.

8238. — 2 avril 1968. — **M. Pierre Bas** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la manière dont les démarches d'une école par correspondance sont souscrites des inscriptions pour des cours de rédaction. Dans le bulletin d'inscription pour lequel treize mensualités doivent être payées, il est spécifié que le rythme des paiements est indépendant de celui des études, qu'aucune résiliation d'inscription n'est acceptée, que tout cours souscrit est dû en entier, que les cours non suivis ne sont pas remboursables et que le non-paiement d'une mensualité entraîne l'exigibilité immédiate du solde de l'inscription. C'est ainsi qu'une personne, après avoir reçu un premier cours, qui ne correspondait pas au niveau qu'elle pouvait suivre, a dû abandonner le cours et s'est vu réclamer l'intégralité des douze autres mensualités. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'il soit mis fin à l'exploitation choquante d'un désir légitime de promotion par des affairistes.

8239. — 2 avril 1968. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le Premier ministre** que, dans la réforme de l'impôt sur le revenu qui doit être entreprise, il serait nécessaire de prendre en considération le cas des personnes âgées. Celles-ci disposent, bien souvent, de ressources faibles, en particulier lorsqu'il s'agit de retraités de la sécurité sociale et des caisses de prévoyance, pour lesquelles ces personnes ont cotisé tout au long de leur vie. Or, au moment où leurs charges s'accroissent avec l'âge et la maladie, des impôts proportionnellement très lourds leur sont réclamés. Il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager un abattement croissant, par exemple par tranches de cinq ans, pour les personnes âgées.

8240. — 2 avril 1968. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la préoccupation que cause aux petites et moyennes entreprises de la papeterie la création de l'organisme l'Union des groupements des achats publics, 16, rue Lassalle, Paris (20^e). Les administrations représentent pour la papeterie une clientèle considérable et beaucoup de petites et moyennes entreprises risquent d'être touchées par la concentration éventuelle des achats que pourrait pratiquer un nouvel organisme. Il lui demande quelle sera la politique des ventes envisagée par l'U.G.A.P. et si le jeu d'une libre concurrence entre les papeteriers sera respecté.

8241. — 2 avril 1968. — **M. Michel Jacquet** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que de nombreuses entreprises, appartenant notamment au secteur de l'habillement, sont contraintes de réduire leurs horaires de travail et que, par suite de cette obligation, le nombre des travailleurs en chômage partiel ne cesse de croître. Pour faire face à cette situation, les organisations syndicales d'employeurs et de travailleurs ont mis à l'étude la possibilité de conclure un accord professionnel en vue d'instituer, en faveur des travailleurs en chômage partiel, un système d'allocations complémentaires destinées à s'ajouter aux allocations d'aide publique versées dans les conditions prévues par le décret n° 67-806 du 25 septembre 1967. Malheureusement, d'après les informations données, sur cet accord, celui-ci aurait reçu l'approbation des entreprises dans lesquelles il n'existe pas de chômage partiel ; mais seraient exclus de ses dispositions les travailleurs appartenant aux professions qui sont obligées de procéder à des réductions d'horaires. C'est ainsi que, dans le département de la Loire, l'accord ne viserait que 8.000 chômeurs partiels et laisserait de côté les 15.000 travailleurs employés dans l'industrie de l'habillement. En raison de la situation économique dans laquelle se trouve cette dernière, les directions patronales se déclarent être dans l'impossibilité de souscrire aux conditions de l'accord. Les travailleurs exclus de l'aide prévue sont ainsi ceux qui, même dans le cas d'un horaire normal de travail, sont les plus mal rémunérés (75 p. 100 des travailleurs de l'habillement gagnent moins de 500 F par mois pour 40 heures de travail). Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas de mettre à l'étude ce problème afin que, dans le cas où, sur le plan professionnel,

il s'avérerait impossible d'aboutir à un accord permettant d'indemniser de manière décente la privation partielle d'emploi, le taux de l'indemnité horaire accordée au titre de l'aide publique puisse être augmenté ; 2° s'il n'y aurait pas lieu d'inviter les organisations syndicales signataires de la convention du 31 décembre 1958, ayant créé le régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce, à envisager la possibilité d'insérer dans ladite convention des dispositions en vue d'étendre le champ de l'assurance à la privation partielle d'emploi.

8242. — 2 avril 1968. — **M. Roulland** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les récents incidents qui se sont déroulés à la faculté des lettres et des sciences économiques de Nanterre ont soulevé dans l'opinion publique, et notamment dans la grande majorité des familles et des étudiants intéressés une intense émotion et une légitime inquiétude. Les faits sont graves et scandaleux. Pour la première fois, abusant des franchises traditionnelles de l'Université, une minorité des tribuns a tenté d'imposer sa loi dans un établissement d'enseignement supérieur comptant près de 12.000 étudiants. Par l'injure, les menaces, les violences, elle a entrepris de transformer systématiquement la faculté en un foyer de désordre et d'agitation, empêchant le libre déroulement des cours, détériorant les locaux et le matériel et se donnant même le ridicule de prétendre substituer son propre enseignement à celui des maîtres qualifiés. Il y a là une intolérable atteinte au droit légitime de milliers d'étudiants qui tiennent à poursuivre leurs études dans un climat de calme et de travail. C'est de plus une insulte délibérée aux traditions libérales de notre Université, qui a toujours su, dans la plus large tolérance, s'accommoder des opinions les plus diverses, même quand elles étaient exprimées avec la naturelle ardeur qui caractérise la jeunesse. Il est d'autre part aberrant et odieux que, dans le moment même où certains manifestants réclamaient à la faculté de la Halle aux vins des équipements nouveaux, d'autres manifestants s'acharnaient à détériorer ceux qui leur ont été installés à grands frais. Il lui demande : 1° s'il compte prendre des mesures pour faire respecter à Nanterre, et éventuellement ailleurs, la liberté de travail que réclament l'immense majorité des étudiants ; 2° s'il n'estime pas opportun, en particulier, d'adapter aux conditions de notre temps et de modifier en conséquence les vieux textes qui sont encore à la base du régime disciplinaire des établissements supérieurs, notamment les décrets du 16 novembre 1811 (art. 157 et suivants) et du 21 juillet 1897 (titre III).

8243. — 2 avril 1968. — **M. Oillyro** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le « barème provisoire » prévu pour le mouvement des instituteurs en 1968, dans l'académie de Paris, prévoit que doit être prise en considération l'ancienneté dans le poste. S'il semble normal de tenir compte de cette ancienneté pour le mouvement entre directeurs ou entre instituteurs, il apparaît, au contraire, regrettable d'utiliser ce critère pour le classement des candidats à la direction. C'est ainsi qu'une institutrice qui a demandé à changer de poste, il y a quatre ans, afin de s'occuper d'enfants inadaptés, voit sa nomination à un poste de directrice compromise du fait que son barème se trouve diminué en raison de son changement de poste. Or, la formation psycho-pédagogique reçue par l'intéressée pendant un an en vue de l'enseignement spécial aux inadaptés, l'expérience qu'elle a acquise au cours de ces quatre années d'enseignement semblent au contraire des éléments favorables à une promotion. Il lui demande si des aménagements ne pourraient être apportés au barème prévu afin que, dans des cas particuliers tels que celui évoqué ci-dessus, il soit tenu compte des circonstances spéciales pour lesquelles l'ancienneté dans le poste s'est trouvée réduite et que l'incidence de cette réduction se trouve compensée par la prise en considération des autres éléments favorables à une nomination.

8244. — 2 avril 1968. — **M. Picquot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le décret n° 67-1211 du 22 décembre 1967 a fixé le taux de la cotisation d'assurance maladie assise sur la prime d'assurance obligatoire des véhicules terrestres à moteurs prévue par l'ordonnance n° 64-706 du 21 août 1967. Il lui demande si cette cotisation est déductible de l'impôt général sur le revenu des personnes physiques.

8245. — 2 avril 1968. — **M. Flornoy** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** que le décret n° 61-923 du 3 août 1961 relatif aux tribunaux de commerce et aux chambres de commerce a sensiblement modifié le régime des élections consulaires en ce sens que la qualité d'électeur s'apprécie au 31 décembre de l'année précédant celle de l'établissement de la liste et que les sociétés et entreprises publiques visées au deuxième alinéa de l'article 1^{er} peuvent disposer de trois représentants au titre de leur siège social, suivant le nombre de salariés employés dans ces établissements. Malgré ces

modifications, il a été constaté que le nombre d'électeurs aux chambres de commerce s'amenuise de plus en plus à chaque élection triennale, soit par suite du désintéressement de ces électeurs qui ne comprennent pas toujours le rôle exercé par les compagnies consulaires, soit par suite de manque d'information. Les statistiques établies prouvent, en effet, en ce qui concerne, par exemple, la chambre de commerce et d'industrie de Meaux que la participation a été : 1° de 25 à 50 p. 100 suivant les catégories pour les élections de 1961 ; 2° de 25 à 52 p. 100 suivant les catégories pour les élections de 1964 ; 3° et de 14 à 30 p. 100 suivant les catégories pour les élections de 1967. Pour remédier à cette situation, il serait souhaitable que le vote par correspondance soit admis, afin d'éviter aux électeurs de se déplacer, certains devant parcourir parfois dix à quinze kilomètres pour se rendre au bureau de vote le plus proche désigné par la préfecture. Il serait, d'autre part, souhaitable que les frais électoraux soient supportés, tout au moins pour partie, par les chambres de commerce et d'industrie. Tel pourrait être le cas en ce qui concerne les frais d'impression des affiches, des bulletins de vote, etc. Il lui demande s'il n'estime pas, compte tenu du rôle primordial joué par les chambres de commerce et d'industrie dans l'évolution économique du pays, qu'il conviendrait de réagir contre les abstentions de plus en plus nombreuses des électeurs en prenant en considération les suggestions qui précèdent.

8246. — 2 avril 1968. — **M. Flornoy** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales** que les heures supplémentaires effectuées au-delà d'une durée normale de travail de quarante heures par semaine ou de la durée considérée comme équivalente, doivent donner lieu à une majoration de salaire qui ne peut être inférieure à 25 p. 100 du salaire horaire au-delà de quarante heures, jusqu'à quarante-huit heures inclusivement, et 50 p. 100 du salaire au-delà de quarante-huit heures. Or, certains décrets d'application de la loi instituant la semaine de quarante heures prévoient que cette durée de travail effectif correspond à une durée de présence supérieure. C'est ainsi que l'article 5 du décret du 9 mai 1937 applicable aux biscuiteries, confiseries, chocolateries, conserves de fruits, légumes, etc., prévoit que la durée du travail effectif journalier peut être portée à quarante et une heures, même dans certains cas à quarante et une heures et demie pour les ouvriers spécialement employés à la conduite des fours, fourneaux, étuves, séchoirs, autoclaves, alambics, chaudières, etc. Du fait de cette disposition, les ouvriers en cause ne peuvent percevoir la majoration pour heures supplémentaires qu'au-delà de quarante et une heures ou de quarante et une heures et demie de travail effectif par semaine. Une telle mesure a un caractère regrettable. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage la suppression des dispositions en cause.

8247. — 2 avril 1968. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il lui paraît possible, dans le but de mieux marquer encore le cinquantième anniversaire de l'armistice, de créer une promotion exceptionnelle de la Légion d'honneur. Cette « promotion du cinquantième » ne complèterait bien entendu que des anciens combattants de 1914-1918, qui seraient désignés par tirage au sort d'un ancien combattant par commune. Si, il y a cinquante ans, de chaque village de France des hommes surent sans faiblir répondre à l'appel de la patrie, il serait juste que cinquante ans plus tard, la nation les honore tous, en laissant le sort désigner, dans chacun de ces mêmes villages, l'un des leurs, pour les représenter tous au sein de cette « promotion du cinquantième de la reconnaissance et du souvenir ».

8248. — 2 avril 1968. — **M. Bizet** demande à **M. le ministre de l'industrie** quelles mesures il compte prendre pour alléger les charges des industries de main-d'œuvre qui demeurent peu ou pas mécanisables et sont de ce fait pénalisées.

8249. — 2 avril 1968. — **M. Buot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'extension de la T. V. A. aux activités artisanales à partir du 1^{er} janvier 1968 semble mettre fin à la notion de l'artisan fiscal, tel qu'il était défini par les articles 1649 quater A et 1649 quater B du C. G. I. Cette définition consistait dans la limitation de la main-d'œuvre des artisans à un ouvrier permanent et à un apprenti de moins de vingt ans ayant un contrat régulier ainsi qu'en la possibilité d'emploi d'un second ouvrier pendant quatre-vingt-dix jours par an. L'artisan fiscal n'était astreint, en principe, qu'au paiement de la taxe locale au taux de 2,75 p. 100 sur le montant de son chiffre d'affaires. Il résultait cependant de cette notion certaines autres exemptions. C'est ainsi que le paiement de la taxe complémentaire avait été supprimé pour les artisans fiscaux depuis 1965 (après avoir été acquittée précédemment à un taux réduit ou avec un abattement de base

de 4.400 francs au lieu de 3.000 francs). De même, les artisans fiscaux étaient exonérés du paiement de la redevance de 100 ou 50 francs au mètre carré instituée par la loi du 2 août 1960 pour installation d'ateliers dans la région parisienne. Enfin, ils étaient exempts du paiement de toute taxe sur le chiffre d'affaires lorsqu'ils travaillaient en qualité de simples façonniers pour les donateurs d'ouvrages assujettis à la T. V. A. Il lui demande ce qu'il adviendra, s'agissant des artisans fiscaux, de ces avantages, en particulier en ce qui concerne le non-paiement de la taxe complémentaire et de la redevance d'installation.

8250. — 2 avril 1968. — **M. Labbé** expose à **M. le ministre de l'intérieur** l'inquiétude qui saisit trop fréquemment les familles lorsqu'un accident, ainsi qu'il s'en est produit récemment, survient par manque de réelles installations de sécurité protégeant les « puils de visite » des collecteurs et égouts de la région parisienne. Il lui demande : 1° s'il ne serait pas possible de réaliser à très court terme les équipements de protection nécessaires pour éviter de pareils drames. Il serait nécessaire d'en faire autant pour les grottes et trous qui peuvent exister par suite de la structure géologique de cette région, à cause également des exploitations de carrières ou de bouches d'aération d'abris datant de la dernière guerre ; 2° s'il ne pourrait pas être prévu, par les corps des sapeurs-pompiers par exemple ou par les effectifs de la protection civile, des inspections régulières pour vérifier l'efficacité de telles protections.

8251. — 2 avril 1968. — **M. Neuwirth** demande à **M. le ministre des affaires sociales** de lui faire connaître les sommes recueillies en 1967 sur le plan national par les grandes organisations ayant organisé des quêtes publiques. Il souhaiterait que ces renseignements soient fournis en distinguant les sommes collectées à l'occasion de chacune des journées nationales.

8252. — 2 avril 1968. — **M. Robert Poujade** rappelle à **M. le ministre de la justice** qu'en vertu des dispositions de l'article 605 du code civil l'usufruitier n'est tenu, en ce qui concerne les immeubles dont il a la jouissance, qu'aux réparations d'entretien, les grosses réparations demeurant à la charge du propriétaire. L'article 606 précise que ces grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes et le rétablissement des poutres et des couvertures entières. Elles concernent également les réparations des digues, des murs de soutènement et de clôture. Par contre, toutes les autres réparations sont considérées comme des réparations d'entretien. Il lui fait valoir que ces dispositions très anciennes ne sont pratiquement pas applicables lorsqu'il s'agit de déterminer dans un immeuble en copropriété les réparations qui doivent être à la charge de l'usufruitier et celles qui doivent être supportées par le nu-propriétaire. C'est ainsi que l'occupant d'un appartement en copropriété, en ayant la jouissance en qualité d'usufruitier, peut avoir à faire face à certaines dépenses déclarées par les autres copropriétaires : réparations de tuyauteries correspondant aux installations sanitaires, réparations d'ascenseur et toutes autres réparations importantes se rapportant aux parties communes de l'immeuble en copropriété. L'usufruitier en cause, même s'il ne souhaite pas que ces réparations soient effectuées, peut être obligé d'y participer bien que les améliorations résultant de ces réparations bénéficient surtout au nu-propriétaire de l'appartement qu'il occupe. Il lui demande s'il n'estime pas, compte tenu de ces situations nouvelles non prévues par les articles 605 et 606 du code civil, que ceux-ci devraient être complétés, afin de déterminer parmi toutes les grosses réparations possibles celles qui, dans un immeuble en copropriété, doivent être à la charge du nu-propriétaire et celles qui doivent être supportées par l'usufruitier.

8253. — 2 avril 1968. — **M. Pierre Pouyade** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur une décision récente faisant de « l'union des groupements des achats publics » (U. G. A. P.) un organisme d'achats à vocation générale. Il est à craindre que la mission confiée à cet organisme ait des conséquences extrêmement graves sur le commerce privé, au point même de le faire disparaître. Il souhaiterait savoir si la mission confiée à l'U. G. A. P. présente l'incontestable intérêt que semble impliquer son institutionnalisation, c'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître : 1° quelle est la politique de vente envisagée par cet organisme ; 2° quel en est le mode de financement ; 3° quel en est le coût ; 4° qui en supporte réellement les frais.

8254. — 2 avril 1968. — **M. Henry Rey** rappelle à **M. le ministre des affaires sociales** que si, à la suite d'un accident du travail, la victime devient inapte à exercer sa profession ou si elle ne

peut le faire qu'après une nouvelle adaptation, elle peut être admise gratuitement dans un établissement public ou privé de rééducation professionnelle. Les frais de rééducation sont supportés par la caisse primaire de sécurité sociale et comprennent, en particulier, le complément d'indemnité nécessaire pour porter l'indemnité journalière pendant la période d'incapacité de travail, ou la rente, au taux du salaire minimum du manoeuvre de la profession pour laquelle l'intéressé est rééduqué. En cas d'interruption du stage de rééducation, par suite d'accident ou de maladie, le maintien du complément d'indemnité est accordé pour une durée maximum d'un mois par décision expresse de la caisse primaire de sécurité sociale qui supporte les frais de rééducation. Il lui expose, à cet égard, la situation d'un docker accidenté le 28 avril 1964 qui a pu bénéficier d'un stage de réadaptation fonctionnelle, puis de rééducation professionnelle, comme peintre en bâtiment. Ce stage de rééducation, commencé le 30 août 1966, devait se terminer en janvier 1968 mais fut interrompu le 6 novembre 1967, l'intéressé ayant dû être hospitalisé pour une affection pulmonaire qui entraîne maintenant un repos de longue durée en sanatorium. Cet accidenté du travail ne bénéficie plus, en vertu des dispositions précédemment rappelées, du versement de l'indemnité complémentaire qu'il percevait durant son stage. Or, le stage de rééducation professionnelle constitue une période de travail réel et il semble anormal, dans la situation qui vient d'être exposée, que cette période de travail réel ne soit même pas considérée comme équivalente aux périodes de maladie ou de chômage, lesquelles auraient permis à l'intéressé de percevoir des indemnités journalières pendant la durée de sa maladie. Il lui demande s'il compte, à partir de la situation qui vient d'être exposée, faire procéder à une étude de ce problème afin de faire modifier les dispositions applicables en cette matière.

8255. — 2 avril 1968. — **M. Henry Rey** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 1241 du code général des impôts, sont exonérés de tout droit, lors de leur première transmission à titre gratuit, les immeubles neufs à usage d'habitation. Il lui demande : 1° si en cas de donation conjointe et simultanée de l'usufruit d'un tel immeuble à une certaine personne, et de la nue-propriété à une autre personne, la double donation sera considérée comme la première au sens de l'article susvisé et par conséquent totalement exonérée des droits ; 2° si la même solution sera appliquée dans le cas où la double donation prévue ci-dessus serait séparée par un intervalle de temps plus ou moins long ; 3° si la même solution sera appliquée dans le cas d'une donation de l'usufruit au profit d'une certaine personne, alors que la nue-propriété viendrait à échoir ultérieurement, par suite de décès, aux héritiers légaux ou institués ; 4° dans le cas où il serait admis que l'exonération des droits doit profiter simultanément à la première mutation des droits ainsi démembrés (usufruit, d'une part, et nue-propriété, d'autre part), comment serait calculée la valeur exonérée si, dans l'intervalle entre la donation de l'usufruit et l'ouverture de la succession, l'usufruitier était lui-même décédé et enfin, 5° quelle pourrait être l'incidence, dans les cas précédents, de l'existence, non pas d'un seul donataire de l'usufruit mais de deux époux donataires, avec clause de réversion au profit du survivant d'eux.

8256. — 2 avril 1968. — **M. Le Theule** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les dispositions de l'article 158 du code général des impôts en vertu duquel le revenu net provenant des traitements, indemnités, salaires, pensions et rentes viagères à titre gratuit n'est retenu dans la base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qu'à 80 p. 100 de son montant. Cet abattement de 20 p. 100, que les salariés peuvent pratiquer sur leurs revenus, tient au fait que leurs ressources sont facilement vérifiables puisque déclarées par leurs employeurs. Or, les honoraires des médecins sont, pour leur quasi-totalité, comptabilisés par la sécurité sociale. Ils peuvent donc faire l'objet d'une vérification analogue à celle des salaires. Pour cette raison, il lui demande s'il envisage de prendre, à l'occasion du projet de réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, une mesure permettant aux médecins de bénéficier d'un abattement de 20 p. 100 analogue à celui applicable aux revenus des salariés.

8257. — 2 avril 1968. — **M. Paul Laurent** expose à **M. le ministre des transports** qu'en divers points de la capitale, notamment à la sortie des grands magasins, des administrations et des allocations familiales, les employés attendent tous les soirs fort longtemps pour pouvoir prendre le métro. Comprenant fort bien l'expansion des intéressés qui, au terme d'une journée de travail ont souvent de longs parcoures à effectuer pour regagner leur domicile, il lui demande s'il n'entend pas procéder à un renforcement du nombre d'agents en service permettant de faire face à l'afflux des voyageurs aux heures de pointe.

8258. — 2 avril 1968. — **M. Paul Laurent** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que les travailleurs retraités se voient refuser par les caisses complémentaires, dans le calcul des indemnités versées, le temps passé sous les drapeaux, se situant entre des périodes de chômage secourues et couvertes par la sécurité sociale. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de remédier à cet état de fait.

8259. — 2 avril 1968. — **M. Rigout** expose à **M. le ministre des transports** que l'application de la dépréciation des tarifs S. N. C. F. au réseau P. O. C. en Corrèze entraînerait, étant donné la nature des transports effectués et des localités desservies, une baisse de trafic telle que cette mesure équivaldrait à la cessation brutale de l'activité du réseau P. O. C., donc à sa fermeture à brève échéance. Les familles ouvrières, employées à l'activité du réseau P. O. C. lui-même, mais également au façonnage et conditionnement des produits transportés, se verraient de ce fait privées d'emplois, de ressources et de perspective. Il lui demande s'il envisage : 1° d'exclure le réseau P. O. C. du champ d'application de la dépréciation des tarifs S. N. C. F. ; 2° de rétablir la dépréciation des transports S. N. C. F. pour toutes les localités de la Corrèze, ce département venant d'être inscrit dans une zone économique d'urgence.

8260. — 2 avril 1968. — **M. Paul Laurent** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la situation particulièrement pénible des personnes handicapées physiques employées aux ateliers départementaux de la préfecture de Seine-Saint-Denis, à Montreuil-sous-Bois. Les salaires perçus, 106,59 francs pour douze jours de travail, affectent moralement les intéressés et sont matériellement insuffisants. Pour nombre d'entre eux, les dépenses de cantine et de transport, respectivement 1,80 et 0,95 par jour, viennent amputer leurs maigres ressources. Le problème de ces travailleurs ne pouvant être abordé du seul point de vue productif il considère qu'il est humainement nécessaire de procéder à une revalorisation substantielle des « salaires » versés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'accorder aux intéressés une réduction sur les tarifs des transports dans la région parisienne.

8261. — 2 avril 1968. — **M. Roger** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que les dispositions du troisième paragraphe de l'article 99 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, reprennent dans la qualité d'ayant droit au régime minier de sécurité sociale la descendante, la parente et l'alliée de l'affilié, à la condition qu'elle se consacre exclusivement aux travaux du ménage et à l'éducation de deux enfants âgés de moins de quatorze ans. Or, les dispositions de l'ordonnance n° 59-45 du 6 janvier 1959 ont fixé la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour procéder à la modification des dispositions du troisième paragraphe de l'article 99 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en fixant à seize ans l'âge limite des enfants auxquels la descendante, la parente ou l'alliée doit consacrer son temps pour prétendre à la qualité d'ayant droit de l'affilié du régime de sécurité sociale dans les mines, conformément à la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans, fixée par l'ordonnance n° 59-45 du 6 janvier 1959.

8262. — 2 avril 1968. — **M. Maissonat** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, à la suite de la prolongation de la scolarité, des sections d'éducation professionnelle ont été créées dans la France entière, sans s'appuyer sur une expérience préalable. En fait, l'ouverture des sections d'éducation professionnelle a consisté à maintenir sous un nouveau nom, des formules d'enseignement qui normalement devaient disparaître, parce que dépassées (cours post-scolaires, agricoles, cours professionnels du bâtiment, etc.). Cela laisserait supposer que ces créations ont plus pour but de justifier la scolarisation de tous les élèves qui ne trouvent pas place dans les types d'enseignement existants que de leur apporter une formation valable ; elles se sont réalisées sans locaux spéciaux, sans maîtres préparés, et un grand nombre de ces élèves n'ont que quelques heures de cours par semaine et aucun travail en entreprise. En conséquence, il lui demande s'il envisage : 1° que la création de cette formule d'enseignement soit entièrement réexaminée ; 2° que l'expérience soit limitée à un certain nombre de centres expérimentaux dûment contrôlés avec des professeurs spécialement préparés, des locaux et un matériel pédagogique adaptés.

8263. — 2 avril 1968. — **M. Paul Laurent** informe **M. le ministre des transports** qu'il a pris connaissance de sa réponse à sa question écrite n° 4284 (*Journal officiel* du 30 novembre 1967) relative à la notion « Chef de famille », notion qui, au sens où l'entend **M. le ministre**, donnerait des prérogatives particulières aux familles des agents « Chef de famille », alors que les agents féminins en seraient exclus. Il est fait état, pour étayer l'argumentation développée, du critère selon lequel le « Chef de famille » est seul allocataire des prestations familiales et cotise seul à la sécurité sociale pour ses ayants droit, même si son conjoint est affilié le cas échéant à un régime plus avantageux que le sien. Il lui rappelle qu'en application de l'article 36 du règlement intérieur de la caisse de prévoyance de la Société nationale des chemins de fer français, les agents féminins reçoivent pour le conjoint « Chef de famille » lorsqu'il est affilié au régime de sécurité sociale, ainsi que pour ses enfants, des prestations maladies différentielles, dans le cas où les prestations du régime général de sécurité sociale sont inférieures à celles dispensées par la caisse de prévoyance et qu'elles perçoivent pour leurs enfants des prestations familiales supplémentaires lorsque celles-ci ne sont pas attribuées au « Chef de famille ». En outre, la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux a restreint les prérogatives du mari et affaibli d'une manière notable la notion de « Chef de famille ». Dans ces conditions, il lui demande s'il compte procéder de nouveau à l'examen de cette question, et prendre une première mesure qui consisterait à attribuer au conjoint de la femme agent le même nombre de permis qu'aux enfants, soit six permis gratuits par an, et une carte de réduction à 75 p. 100 dans les trains rapides et 90 p. 100 dans les autres trains.

8264. — 2 avril 1968. — **M. Paul Laurent** rappelle à **M. le Premier ministre (tourisme)** la manifestation du personnel de trois hôtels parisiens : George-V, Plaza-Athénée et La Trémoille relatée par l'ensemble de la presse et qui avait pour but de protester contre la vente éventuelle de ces établissements par la Compagnie aérienne britannique B. E. A. La crainte de ces employés peut légitimement s'expliquer lorsqu'on songe que, l'an dernier, un groupe financier anglais s'est rendu possesseur du Scribe, du Lofy et du Carlton de Cannes et qu'une société américaine a ouvert deux palaces : les Hilton-Suffren et Orly pour lesquels elle aurait obtenu d'importantes subventions du Gouvernement français. Il souhaiterait à ce propos connaître le montant exact de ces subventions. Par ailleurs, une autre compagnie américaine, la P. A. N. A. M., se propose d'acquérir l'Hôtel Continental. L'Hôtel de Paris, acheté 500 millions d'anciens francs aux domaines de l'Etat, est vendu par appartement. Ces diverses opérations sont certainement génératrices de profits substantiels mais on a ainsi abouti à l'absorption, par les sociétés étrangères, de près de 2.000 chambres sur les 10.000 que comptent les grands hôtels parisiens. Dans ces conditions, si les pouvoirs publics ne changent pas d'attitude, la main-mise des capitaux étrangers sur une industrie nationale mondialement réputée est à craindre. Quant aux conséquences que cela entraîne, c'est malheureusement une réduction massive des emplois, la réduction des avantages acquis par le personnel, une dépréciation de la qualification professionnelle, une baisse du standing de l'accueil, qui faisaient le renom de l'hôtellerie française. L'action menée par les 150 employés, agents de maîtrise et cadres licenciés de l'Hôtel de Paris a permis l'octroi d'indemnités, mais ce ne sont là que des mesures compensatrices. Il lui demande au moment où les autorités font état, de moins dans leurs déclarations publiques, de la nécessité de développer l'équipement touristique, les mesures qu'il compte prendre afin de mettre un terme à la dilapidation du patrimoine hôtelier parisien et de préserver la sécurité de l'emploi.

8265. — 2 avril 1968. — **M. Balmigère** expose à **M. le ministre de la jeunesse et des sports** la situation des candidats au titre de professeur d'éducation physique P. O. en ce qui concerne l'attribution des diplômes d'entrée aux années préparatoires. Les conditions d'entrée aux années préparatoires qui, jusqu'à présent, se faisaient par examen spécial viennent d'être modifiées. Il sera dorénavant seulement tenu compte des notes obtenues aux épreuves physiques du bac. Il semble que rien n'ait été prévu pour les candidats A. P. O. qui possèdent leur bac depuis de nombreuses années. Il lui demande si des dispositions sont prévues pour satisfaire aux demandes légitimes de ces derniers.

8266. — 2 avril 1968. — **M. Villon** signale à **M. le ministre des affaires étrangères** que le 8 février dernier des journaux anglais ont publié l'information suivante : « Les équipages de trois sous-marins que la marine sud-africaine va acheter à la France recevront leur première formation en France, a déclaré hier, au Cap, le vice-amiral Hugo Biermann. Il a dit aux journalistes qu'un certain

nombre d'officiers sud-africains étaient en France depuis juillet 1967 ». Il lui demande si cette information est exacte et, dans ce cas, s'il estime que l'aide militaire ainsi fournie au gouvernement raciste d'Afrique du Sud est conforme à l'intérêt de la France et compatible avec les proclamations officielles d'anticolonialisme.

8267. — 2 avril 1968. — **M. Villon** signale à **M. le ministre des armées** que les radio-dépanneurs en service dans certains établissements militaires sont toujours classés dans le bordereau ouvrier malgré le caractère technique de leur rôle, les connaissances nécessaires et les examens qu'ils ont passés ; que ce classement les défavorise, même par rapport au personnel ouvrier qui peut, lui, accéder à l'échelon « hors catégorie » ou au grade de chef d'équipe. Il lui demande s'il a l'intention de reclasser ces personnels dans le bordereau « technicien ».

8268. — 2 avril 1968. — **M. Paul Laurent**, après avoir pris connaissance de la réponse apportée au *Journal officiel* du 2 mars 1968 à sa question écrite n° 6745 relative au sous-équipement sportif de la capitale, n'est pas étonné que **M. le ministre de la jeunesse et des sports** se refuse à attribuer les réalisations obtenues grâce en partie à l'action des organisations intéressées à la défense des jeunes. Il se permet, toutefois, de lui faire remarquer qu'en ce qui concerne la piscine expérimentale 4 à 10, rue David-d'Angers, Paris (19^e), il ne lui a toujours pas été indiqué la date à laquelle ses services pensent terminer l'instruction administrative et technique du dossier. Il lui demande donc s'il peut lui fournir les renseignements demandés.

8269. — 2 avril 1968. — **M. Paul Laurent** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le mécontentement grandissant du personnel temporaire employé à la régie autonome des transports parisiens, dont les revendications les plus pressantes sont les suivantes : 1° régularisation de l'embauche ; 2° conservation des cartes de service en dehors des périodes d'utilisation et du congé annuel. Cette autorisation étant accordée pour les agents temporaires appelés à effectuer une période d'instruction militaire ; 3° affiliation à l'A. S. S. E. D. I. C. dans les périodes de chômage ; 4° compte tenu du travail souterrain, classement au règlement Carsept du personnel temporaire utilisé sur le réseau ferré dans les catégories « roulant ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de donner satisfaction à cette catégorie d'employés de la R. A. T. P. Le passage d'une infirme partie du personnel temporaire dans le cadre auxiliaire ne résolvant pas le problème dans son ensemble.

8270. — 2 avril 1968. — **M. Villon** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique** que, sous l'empire de l'article 3 du décret n° 55-957 du 11 juillet 1955, complétant l'article L. 17 (1^{er}) du code des pensions civiles et militaires, les services et bonifications pris en compte dans la liquidation d'une pension d'ancienneté ou d'une pension proportionnelle pouvaient comprendre, d'une part, les services militaires légaux et de mobilisation et, d'autre part, les services militaires effectivement concomitants à d'autres services. Cet article a été abrogé par l'article 51 (1) de la loi n° 63-156 du 23 février 1963. Mais les personnels auxquels s'applique la réglementation des cumuls avaient la possibilité de demander le bénéfice du régime antérieur dans le délai d'un an à compter de la publication de la loi, soit jusqu'au 25 février 1964. De ce fait, un certain nombre de retraités militaires ayant été nommés à un nouvel emploi de l'Etat et admis à faire valoir leur droit à une pension civile, postérieurement à cette date, se trouvent lésés. Il lui demande s'il entre dans les intentions du Gouvernement de proposer au Parlement une modification de l'article 51 (1) (art. 24 bis nouveau), afin de permettre à ces personnels d'opter soit pour le régime antérieur à la loi de 1963, soit pour le régime institué par ladite loi.

8277. — 2 avril 1968. — **M. Desouches** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que la reversibilité de la pension aux veuves sans antériorité de mariage, tel que le prévoit l'article L. 55 du code des pensions, serait actuellement à l'étude. Il lui demande s'il est en mesure de lui faire connaître la date d'application de cet avantage, et s'il pense que le taux de reversion de la pension aux veuves peut être porté au minimum de 60 p. 100 au lieu de 50 p. 100 actuellement, ce qui ne manquerait pas d'apporter une aide non négligeable à une catégorie de pensionnés particulièrement désavantagés.

8278. — 2 avril 1968. — **M. Delpèch** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur le fait que depuis quatre ans et trois mois aucune décoration française ne récompense plus les personnes qui, en dehors de leur fonction et de leur horaire de

travail, se consacrent bénévolement et de manière désintéressée aux moyens d'aider et de soulager leur prochain. Ces activités se trouvaient honorées, antérieurement, par la médaille de la mutualité, la médaille de la prévoyance sociale et la médaille des assurances sociales, regroupées et complétées en 1936 par la décoration du mérite social. Distinction disparue certainement par erreur fin 1963, lors de la suppression de nombreuses médailles, tandis que le mérite agricole, les palmes académiques et le mérite maritime étaient maintenus. Les services désintéressés que le mérite social récompensait n'ont pas été, eux, supprimés pour autant ; lorsque les hommes ont l'habitude du dévouement, ce n'est point dans la perspective d'une récompense honorifique qu'ils le pratiquent. Mais, dans l'ensemble des mutuelles et associations et offices divers, groupant environ dix millions de personnes en France, les sociétaires continuent de souhaiter que ceux d'entre eux qui ont rendu les plus éminents services soient distingués par les bénéficiaires eux-mêmes, ce qui est une manière, pour les différentes collectivités, de manifester leur reconnaissance. Or, une connaissance mesurée avec soin par le ministère des affaires sociales, peut fort bien avoir un caractère national. Il y a donc ici une malencontreuse lacune qui ne comble pas, du fait de sa rareté, l'ordre du Mérite national. Il lui demande s'il n'envisage pas la création d'un ordre du Mérite social.

8279. — 2 avril 1968. — **M. Delpèch** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse et des sports** sur la situation du lycée mixte d'Etat Marcellin-Berthelot à Toulouse et du C. E. S. annexe. La municipalité a construit, avec l'aide d'une subvention de l'Etat, à côté de ce lycée, une piscine. Conformément aux instructions gouvernementales relatives au plein emploi des installations sportives, elle touche à l'établissement, en ayant un accès distinct. Dès avant sa mise en service, une convention, sur le modèle A des conventions-types établies par l'administration, a été signée, aux termes de laquelle la municipalité assure la gestion de la piscine et le lycée loue les heures nécessaires à l'exécution de son programme. Comme suite à ces engagements, le proviseur de l'établissement a adressé aux services compétents une demande de crédits qui a reçu une réponse négative. La conséquence de ce refus est l'invitation faite aux parents des élèves de payer intégralement de leurs deniers la location de la piscine. Or, la natation est, dans le cadre des horaires consacrés à l'éducation physique, une manière d'enseignement, telle qu'une épreuve de natation existe au baccalauréat. Par ailleurs, l'enseignement est réputé gratuit. Il lui demande : 1° si cette situation lui paraît normale ; 2° quelles mesures il compte prendre et dans quels délais, pour y mettre fin.

8280. — 2 avril 1968. — **M. Krieg** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur la situation des ascendants de guerre pensionnés qui, ne bénéficiant pas actuellement de la sécurité sociale, pourraient dans un proche avenir demander leur affiliation volontaire en vertu des nouvelles dispositions législatives en vigueur. On peut en effet estimer qu'à l'heure actuelle ils sont environ trente-cinq mille qui, n'ayant pas été salariés, se trouvent dans cette situation et sont la plupart du temps dépourvus de toute autre ressource que leur pension qui est de quatre francs par jour et par ménage. Il est bien évident qu'il leur sera impossible de prélever sur cette somme minime une cotisation quel qu'en soit le taux et c'est la raison pour laquelle il semble que la seule solution consiste à les exonérer de toute cotisation, ce qui a d'ailleurs déjà été fait pour les veuves et les orphelins de guerre. Il lui demande de leur faire connaître quelle décision sera prise en ce sens pour une catégorie de français particulièrement intéressante et qui mérite qu'un geste soit fait en sa faveur.

8231. — 2 avril 1968. — **M. La Combe** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation faite aux médecins chargés des services de médecine préventive du personnel des centres hospitaliers régionaux. Il lui rappelle que la rémunération des médecins à temps complet a été fixée par une circulaire du 8 mars 1963 et qu'elle n'a donc subi aucune majoration depuis cette date, restant fixée à 2.810 francs net par mois. Cette rémunération ne tient d'ailleurs compte ni de l'ancienneté, ni des titres des médecins en cause, ni des services qu'ils ont pu déjà rendre. Le ministère des affaires sociales estimant que cette situation ne pouvait se prolonger, est favorable à une revalorisation des traitements en cause. Il lui demande s'il a été saisi de ce problème et dans l'affirmative, s'il envisage de donner rapidement son accord à un relèvement des traitements accordés aux médecins à plein temps chargés des services de médecine préventive des personnels des centres hospitaliers.

REPONSES DES MINISTRES
AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

7911. — M. Robert Ballanger expose à M. le Premier ministre qu'aux récentes journées d'études parlementaires de l'U. D. V., ex-U. N. R., auxquelles il a bien voulu prendre part, l'opposition de gauche a fait l'objet d'une critique d'autant plus facile qu'elle n'était pas contradictoire et dont l'ironie peut être caractérisée par le « Bon appétit, Messieurs » d'un des participants, qui, s'il n'est original, n'en est pas moins emprunté aux meilleurs auteurs. Les convives du banquet appartenant depuis dix ans à la majorité gaulliste, il lui demande s'il peut lui indiquer la liste nominative des parlementaires (ou anciens ministres) de cette majorité qui, battus aux élections législatives depuis le 13 mai 1958, ont été nommés à des emplois ou fonctions privés ou publics par les autorités de l'Etat, la date de ces nominations, la nature des fonctions ou emplois pour lesquels elles ont eu lieu. (Question du 23 mars 1968.)

Réponse. — Sans vouloir réserver les emplois, comme c'est le cas parfois ailleurs, aux membres du parti qui exerce le pouvoir, le Gouvernement ne saurait considérer que le fait d'avoir été élu de la majorité, puisse être un empêchement pour accéder à des fonctions, dès lors que l'on serait qualifié pour les remplir. En outre la désignation nominale de ces personnalités demandée par l'honorable parlementaire serait contraire aux dispositions de l'article 138 du règlement de l'Assemblée nationale.

AFFAIRES ETRANGERES

5002. — M. Radius, se référant à la recommandation 498 relative à la position générale du Conseil de l'Europe qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 26 septembre 1967, demande à M. le ministre des affaires étrangères de lui indiquer si le Gouvernement est favorable aux demandes qu'elle contient. (Question du 21 novembre 1967.)

Réponse. — La recommandation 498 soulève un certain nombre de questions très importantes dans le domaine de la politique internationale et prend position à leur sujet. Sur aucune de ces positions, il n'est possible de répondre simplement par un accord ou un désaccord. Le Gouvernement, pour ce qui le concerne, a déjà eu l'occasion, notamment à l'Assemblée nationale, d'exposer les siennes de façon précise. Cela est vrai en particulier pour le conflit israélo-arabe.

5884. — M. Robert-André Vivien demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il peut : 1° indiquer l'effectif réel des personnels rémunérés sur les crédits de son ministère, distinguant les personnels non titulaires et les personnels titulaires et pour ces derniers, en précisant la catégorie à laquelle ils appartiennent ; 2° rapprocher les chiffres constatés des emplois budgétaires ; 3° préciser le mois auquel correspondent les renseignements fournis. Il lui demande les mêmes renseignements pour le secrétariat d'Etat chargé de la coopération. (Question du 19 décembre 1967.)

Réponse. — Les deux tableaux ci-joints fournissent les renseignements demandés, concernant : 1° l'ensemble du ministère des affaires étrangères (administration centrale et postes diplomatiques et consulaires), à l'exclusion du secrétariat d'Etat chargé de la coopération ; 2° le secrétariat d'Etat chargé de la coopération.

TABLEAU I

Situation des effectifs rémunérés sur emplois budgétaires à la date du 1^{er} janvier 1968.
(Administration centrale. — Postes diplomatiques et consulaires.)

SERVICES	CHAPITRE et article d'imputation.	EFFECTIFS BUDGETAIRES			EFFECTIFS REELS		
		Globaux.	Par catégorie.		Globaux.	Par catégorie.	
			Désignation.	Effectifs.		Désignation.	Effectifs.
<i>Administration centrale.</i>							
Personnels titulaires.....	31-01 (art. 2)...	(1) 1.004	Catégorie A. Catégorie B. Catégorie C. Catégorie D. Catégorie A.	343 180 263 218 3	826	Catégorie A. Catégorie B. Catégorie C. Catégorie D. Catégorie A.	295 122 254 155 »
	31-01 (art. 5)...	3			»		
Total		1.007		1.007	826		826
Personnels non titulaires, chargés de mission et agents contractuels.	31-01 (art. 3)...	739		739	715		715
Auxiliaires	31-01 (art. 4)...	7		7	75		75
Total		746		746	790		790
Total pour l'administration cen- trale		1.753		1.753	1.616		1.616
<i>Postes diplomatiques et consulaires.</i>							
	31-11 (art. 1 ^{er})..	(2) 1.634	Catégorie A. Catégorie B. Catégorie C. Catégorie D. Catégorie A.	885 334 254 161 7	1.663	Catégorie A. Catégorie B. Catégorie C. Catégorie D. Catégorie A.	927 333 248 155 3
	31-11 (art. 3)...	7		7	3		3
Total		1.641		1.641	1.666		1.666
Personnels non titulaires, chargés de mission et agents contractuels.	31-11 (art. 2)...	2.533		2.533	2.448		2.448
Total pour les postes diploma- tiques et consulaires.....		4.174		4.174	4.114		4.114
Total général.....		5.927		5.927	5.730		5.730

(1) Y compris 30 emplois en surnombre.
(2) Y compris 73 emplois en surnombre.

TABLEAU II

Situation des effectifs rémunérés sur emplois budgétaires. — Décembre 1967.
(Secrétariat d'Etat chargé de la Coopération.)

SERVICES	CHAPITRES et articles d'imputation.	EFFECTIFS BUDGÉTAIRES			EFFECTIFS RÉELS		
		Globaux.	Par catégorie.		Globaux.	Par catégorie.	
			Désignation.	Effectifs.		Désignation.	Effectifs.
<i>Administration centrale.</i>							
Personnels titulaires.....	31-01 (art. 2) et 31-02 (art. 3).		Catégorie A. Catégorie B. Catégorie C. Catégorie D.	139 8 44 8	190	Catégorie A. Catégorie B. Catégorie C. Catégorie D.	135 7 41 7
Total titulaires.....		199		199	190		190
Personnels contractuels.....		205		205	205		205
Total pour l'administration centrale		404		404	395		395
<i>Services administratifs. (Délégation de Marseille.)</i>							
Personnels titulaires.....	31-31 (art. 1 ^{er})..	10	Catégorie A. Catégorie B. Catégorie C. Catégorie D.	1 1 3 5	10	Catégorie A. Catégorie B. Catégorie C. Catégorie D.	1 1 3 5
Total titulaires.....		10		10	10		10
Personnels contractuels.....	31-31 (art. 1 ^{er})..	8		8	8		8
Total pour les services administratifs		18		18	18		18
<i>Missions permanentes d'aide et de coopération.</i>							
Personnels titulaires.....	31-41 et 37-31 (art. 1 ^{er}).....		Catégorie A. Catégorie C. Catégorie D.	78 3 2	80	Catégorie A. Catégorie C. Catégorie D.	75 3 2
Total titulaires.....		83		83	80		80
Personnels contractuels.....	31-41 et 37-31 (art. 1 ^{er}).....	146		146	144		144
Total pour les missions permanentes		229		229	224		224
Total général.....		651		651	637		637

5957. — M. de Montesquieu, se référant à la recommandation 495 relative à la politique spatiale européenne qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 23 juin 1967, demande à M. le ministre des affaires étrangères de bien vouloir lui préciser les suites que le Gouvernement entend réserver à cette recommandation. (Question du 30 décembre 1967.)

Réponse. — Le Gouvernement poursuivra ses efforts pour que la troisième session de la conférence spatiale européenne, qui se tiendra à Bonn dans quelques mois, prenne des décisions au sujet d'un programme spatial européen. L'institution d'une organisation spatiale unique est un sujet d'études depuis plusieurs années. Les réticences de certains de nos partenaires n'ont pas encore permis d'aboutir, bien que des progrès sensibles aient été faits dans la voie du renforcement de la coopération entre les organismes existants. Le comité consultatif des programmes, créé par la conférence spatiale européenne à Rome en juillet 1967, a déposé récemment son rapport, qui présente plusieurs options, proposant entre autres un satellite de télécommunications et un laboratoire astronomique spatial. L'Europe paraît capable, scientifiquement, techniquement et industriellement, de mener à bien de tels projets; mais il est évidemment nécessaire, avant de prendre une décision, de bien peser toutes leurs incidences financières et, en ce qui nous concerne, leurs répercussions sur nos autres activités spatiales dans le cadre du VI^e Plan en préparation. Le Gouvernement souhaite qu'un accord sur un programme s'étendant sur une dizaine d'années et une

organisation renouvelée permette d'éliminer les difficultés soulevées par quelques pays membres au sujet de la répartition des contrats de recherche et de fabrication et des postes au sein des divers organismes.

6021. — Mme Vallant-Couturier expose à M. le ministre des affaires étrangères sa surprise de voir que le Gouvernement français est cosignataire d'une note au Gouvernement de la République fédérale allemande indiquant que les trois puissances occidentales étaient disposées à renoncer à une partie de leurs droits réservés si la législation de la République fédérale allemande sur « l'état d'urgence » permet « une action rapide et efficace de leurs troupes en cas de nécessité ». Elle lui demande s'il ne pense pas que cette note apparaît comme une aide au Gouvernement de Bonn pour obtenir le vote au Bundestag de mesures antidémocratiques auxquelles s'opposent depuis plusieurs années les forces pacifiques et démocratiques ainsi que les syndicats d'Allemagne fédérale et s'il ne lui semble pas dangereux pour la sécurité de la France et la paix de charger la Bundeswehr « d'une action rapide et efficace », étant donné que le Gouvernement fédéral refuse jusqu'à présent de reconnaître les frontières actuelles. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — Aux termes des accords de 1954 conclus entre la République fédérale d'Allemagne et les trois puissances celles-ci conservent les droits qu'elles exerçaient antérieurement en ce

qui concerne la protection de la sécurité de leurs forces stationnées en Allemagne, aussi longtemps que les autorités fédérales ne disposeront pas d'une législation leur permettant d'assurer cette sécurité. Au mois de décembre, interrogés par le Gouvernement fédéral sur les projets de législation d'urgence actuellement à l'étude, les trois gouvernements ont répondu : 1° qu'une législation conforme, quant au fond, à ces projets leur permettrait d'accepter l'abrogation de certains de leurs droits réservés, conformément aux stipulations de l'article 5, paragraphe 2, de la « Convention sur les relations » du 23 octobre 1954 ; 2° qu'ils ne pourraient faire une déclaration définitive qu'une fois promulgués les textes en question. Ils ont de plus exprimé le souhait que certaines lois d'application — relatives notamment à la réquisition de la main-d'œuvre nécessaire aux troupes alliées en cas d'urgence — fussent rédigées « de façon à permettre une action rapide et efficace, conformément aux besoins de leurs forces ». Cette communication n'avait donc aucunement pour but ou pour effet d'interférer dans un débat de politique intérieure de la République fédérale, mais simplement d'énoncer la position de principe des Gouvernements alliés à l'égard de certains problèmes intéressant leurs forces stationnées en Allemagne. Enfin, dans ce document, il n'est nulle part question de « charger la Bundeswehr d'une action rapide et efficace ».

AFFAIRES SOCIALES

4892. — M. Tourné souligne à M. le ministre des affaires sociales que les problèmes ayant trait à l'enfance inadaptée ont pris peu à peu dans le pays une place nouvelle sur le plan humain comme sur le plan social. Ce qui est surtout retenu en ce domaine c'est : a) le nombre très élevé des enfants inadaptés, âgés de cinq à dix-neuf ans, officiellement recensés ; b) l'insuffisance des moyens qui devraient nécessairement exister pour les accueillir, les soigner, les rééduquer dans des établissements appropriés. Cependant, les statistiques ne concernent pas les enfants des deux sexes âgés de un à cinq ans, déficients moteurs, sensoriels ou mentaux. Il y a là une lacune qui, jusqu'ici, a faussé les données essentielles des graves problèmes que posent au pays, et dès leur naissance, les enfants déficients. En conséquence, il lui demande : 1° dans quelles conditions est recherchée et détectée la déficience physique et mentale dès la naissance ; 2° le chiffre exact des enfants de un à cinq ans, atteints de déficiences diverses, qui ont été recensés en 1966 dans chacun des départements français. (Question du 15 novembre 1967.)

Réponse. — 1° Les travaux statistiques auxquels l'honorable parlementaire fait référence ont été accomplis à l'occasion de la préparation du V^e Plan. Ils ont effectivement porté sur les tranches d'âge de cinq à dix-neuf ans. Leur but était, en effet, d'évaluer l'importance de l'équipement nécessaire ; il est estimé de façon générale que les besoins en placement sont prioritaires à cet âge, le maintien dans le milieu familial étant généralement recommandé pour les très jeunes enfants, dont les familles hésitent d'ailleurs souvent à se séparer. 2° Les problèmes de la prévention et du dépistage précoce des inadaptations n'ont cependant pas été négligés par le ministère des affaires sociales. Le dépistage des inadaptations se situe dès l'époque prénatale puisque lié aux mesures préventives prises lors des visites médicales obligatoires auxquelles doit se soumettre toute femme enceinte. L'examen de l'enfant à la naissance, puis sa surveillance périodique, telle qu'elle est prévue par l'arrêté du 22 février 1965 dans les consultations de protection infantile ou au cabinet du médecin de famille, la surveillance exercée à domicile par les assistantes sociales et les puéricultrices, permettent de déceler les anomalies et d'orienter l'enfant vers une consultation spécialisée où peut être établi un diagnostic et entrepris un traitement. Les moyens d'obtenir des résultats plus sûrs ont été activement recherchés, notamment grâce à une meilleure information du public, des personnes s'occupant de jeunes enfants et surtout du corps médical auquel doivent être signalés les facteurs nouvellement découverts pouvant entraîner des anomalies, les premiers signes par lesquels elles se manifestent, les traitements éventuels. 3° Bien que l'article 176 du code de la famille et de l'aide sociale fasse une obligation aux familles de déclarer l'infirmité d'un enfant lorsque celle-ci dépasse 80 p. 100, le recensement des enfants infirmes du premier âge est extrêmement difficile. D'une part, les familles ne respectent pas cette obligation, d'autre part, certaines inadaptations ne sont pas décelables au cours des premières années. Des chiffres ne pourraient être que très approximatifs et il est préférable de ne pas en avancer avant d'avoir le résultat des recherches qui seront menées à ce sujet. 4° Enfin, le Gouvernement examine avec une grande attention les conclusions de l'étude qui a été confiée à M. Bloch-Lainé sur les problèmes de l'inadaptation.

5857. — M. Tourné expose à M. le ministre des affaires sociales qu'en vertu de la loi du 26 avril 1924, les militaires de l'armée de terre et de mer, peuvent bénéficier d'un emploi obligatoire s'ils sont pensionnés de guerre au titre de la loi du 31 mars 1919. Les entreprises, du fait de cette loi, se doivent d'embaucher 10 p. 100 de leurs personnels parmi les bénéficiaires de ladite loi. De fortes amendes sont prévues à l'encontre des employeurs de main-d'œuvre qui n'en respectent pas les dispositions. Cependant, des pensionnés de guerre se voient quelquefois discuter le droit de bénéficier des dispositions de la loi du 26 avril 1924. Il lui demande : 1° dans quelles conditions est appliquée la loi du 26 avril 1924 relative aux emplois obligatoires des pensionnés de guerre ; 2° combien de victimes de la guerre ont bénéficié des avantages de cette loi au cours de l'année 1966 : a) dans toute la France ; b) dans chacun des départements français ; 3° combien d'employeurs privés ou publics ont été sanctionnés au cours de cette même année 1966 pour non respect de la loi sur les emplois obligatoires des anciens combattants et victimes de la guerre ; 4° quel est le montant des amendes infligées ; 5° quel est le montant des amendes perçues ; 6° à quoi ont été affectées les sommes ainsi récupérées. (Question du 19 décembre 1967.)

Réponse. — 1° Le ministre des affaires sociales à qui la présente question écrite a été transmise, pour attribution, par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, indique à l'honorable parlementaire qu'il port une attention toute particulière aux conditions dans lesquelles s'applique la loi du 26 avril 1924 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre. Il en contrôle l'interprétation à l'occasion des recours hiérarchiques ou contentieux dont il est saisi. Il vérifie la mise en place des commissions départementales de contrôle, compétentes pour arrêter le montant des redevances éventuellement dues. Il suit de près, grâce aux renseignements d'ordre statistiques fournis par les déclarations annuelles, l'évolution des résultats obtenus dans chaque département, touchant notamment le nombre des entreprises, agricoles ou non, assujetties, l'effectif des salariés et des bénéficiaires, le taux de pourcentage d'emploi par rapport à l'ensemble des salariés. Il est observé, toutefois, que pour la plupart des entreprises l'obligation d'emploi de pensionnés de guerre se double, depuis la publication des arrêtés du 20 septembre 1963 (Journal officiel du 12 octobre 1963) et 14 novembre 1967 (Journal officiel du 30 novembre 1967) de celle de travailleurs handicapés et donne lieu aux règles fixées par le décret n° 62-881 du 26 juillet 1962. C'est ainsi que les entreprises et organismes assujettis peuvent, dans la limite d'un pourcentage global de 10 p. 100 de prioritaires, occuper indifféremment des mutilés de guerre et des travailleurs handicapés. S'ils contrevenaient à leurs obligations, leur situation est examinée et sanctionnée, s'il y a lieu, par la commission départementale de contrôle et la commission départementale du contentieux réunies en formation commune. En raison de la mise en œuvre récente de la priorité d'emploi de travailleurs handicapés, l'application de ces deux législations est suivie attentivement et des instructions ont été données aux directeurs départementaux du travail et de la main-d'œuvre pour qu'ils prennent toutes dispositions utiles en vue d'obtenir des employeurs l'accomplissement régulier de leurs obligations ; 2° les éléments statistiques suivants peuvent être fournis : a) sur le nombre d'emplois occupés au titre de la loi du 26 avril 1924, par les pensionnés de guerre au cours de l'année 1966, les renseignements fournis par les déclarations annuelles concernant 1966 n'ayant pas encore été dépouillés :

Mutilés de guerre	117.947.
Veuves de guerre	9.827.
Orphelins de guerre	2.305.
Total	130.079.

b) Sur le nombre d'emplois procurés aux intéressés pendant la même période :

Mutilés de guerre	1.557.
Veuves de guerre	157.
Orphelins de guerre	114.
Total	1.828.

Les mêmes statistiques, réparties par département, pourront s'il le désire, être directement communiquées à l'honorable parlementaire.

3° Tout en observant que, seules, les entreprises relevant des secteurs privé, et semi-public entrent dans le champ d'application de la loi du 26 avril 1924, il est indiqué que 2.160 projets de liquidation de redevance ont été établis, en 1965, par les préfets à l'encontre des employeurs assujettis qui ne se sont pas conformés aux prescriptions de la loi susvisée. Sur ce nombre, après examen par les commissions départementales de contrôle des observations ou des justifications fournies, conformément à la réglementation, par les chefs d'entreprise, 881 redevances ont été maintenues. 4° et 5° D'après les renseignements fournis par le ministère de l'économie et des finances, le montant des redevances perçues

en 1965 s'est élevé à 611.160 francs. 6° Depuis l'intervention du décret-loi du 20 mars 1939 (*Journal officiel* du 31 mars 1939) supprimant le fonds commun institué par l'article 11 de la loi du 26 avril 1924, les sommes provenant du versement des redevances sont assimilées à des créances de l'Etat, étrangères à l'impôt et au domaine et, comme tels, versées au budget général de l'Etat.

6447. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre des affaires sociales** s'il n'estime pas utile d'intensifier la propagande en faveur de la lutte contre l'alcoolisme et, dans ce cas, de faire connaître les moyens qu'il compte mettre en œuvre. (*Question du 20 janvier 1968.*)

Réponse. — La propagande contre l'alcoolisme est assurée par le haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme ainsi que par le comité national de défense contre l'alcoolisme à qui le ministère des affaires sociales apporte une aide financière non négligeable. De son côté, le comité français d'éducation sanitaire et sociale, également subventionné par l'Etat, participe efficacement à cette propagande qui a, d'ores et déjà, abouti à des résultats encourageants et qui ne manquera pas d'être intensifiée et développée.

6673. — **M. Virgile Barel** expose à **M. le ministre des affaires sociales** la situation des infirmières en ce qui concerne la validation des années d'études accomplies dans des écoles privées agréées par l'Etat et préparant aux diplômes officiels d'assistantes sociales et d'infirmières. En effet, grand nombre de villes et de départements (c'est le cas des Alpes-Maritimes) ne possèdent pas d'écoles publiques d'infirmières, les jeunes filles se voient contraintes de fréquenter des écoles privées fort onéreuses, obligeant, dans la plupart des cas, les familles à faire de gros sacrifices. Or, l'Etat refuse de prendre en compte les années d'études de deux à quatre ans pour le calcul de la retraite, alors qu'il en tient compte lorsqu'il s'agit d'écoles publiques. Un diplôme d'Etat unique sanctionnant ces deux formes de scolarité, il lui demande si le Gouvernement n'entend pas modifier l'article 43 du décret du 5 octobre 1949 qui porte préjudice à bon nombre d'infirmières titularisées dans les cadres de collectivités locales. (*Question du 3 février 1968.*)

Réponse. — Au cours de sa séance du 3 mai 1966, le conseil d'administration de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales avait décidé d'adopter une proposition tendant à autoriser la validation des années de scolarité accomplies par les assistantes sociales, infirmières et sages-femmes dans les écoles privées subventionnées en majorité par des fonds publics et à la condition qu'il n'existe pas d'école publique dans la ville sous réserve que les intéressées soient entrées immédiatement après la fin des études dans un établissement public. Après étude de la question, les ministères de tutelle ont dû faire opposition à cette décision, conformément aux dispositions de l'article 14 du décret n° 47-1846 du 19 septembre 1947. Il est apparu, en effet, que le régime de retraites des agents des collectivités locales a toujours précisé que seuls pouvaient être admis à validation les services de non-titulaires accomplis dans les cadres permanents des administrations publiques, services extérieurs en dépendant et établissements publics de l'Etat ou des collectivités locales ne présentant pas un caractère industriel ou commercial. En outre, les services validés doivent réunir certaines conditions relatives aux modes d'emploi et de rémunération des agents, permettant de justifier qu'ils ont été rendus de telle manière qu'ils auraient dû normalement être effectués par des personnels titulaires. La prise en compte des années d'école effectuées dans une école publique par les assistantes sociales, infirmières et sages-femmes représentait déjà une interprétation libérale des règles en vigueur en matière de validation. Il ne saurait être question d'admettre la même position en ce qui concerne les années d'études accomplies dans des établissements privés. Il n'est pas possible de rémunérer par principe et à quelque titre que ce soit des services de caractère privé dans une pension d'un régime de retraite publique. Admettre une telle assimilation conduirait, inéluctablement à permettre non seulement la validation d'années de scolarité mais aussi de tous les services accomplis auprès d'organismes relevant du secteur privé. Cette mesure remettrait en cause les principes posés par le législateur en matière de validation de services et aboutirait de surcroît à grever lourdement les charges de pension des régimes de retraites publiques.

6789. — **M. Ponietowski** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que l'arrêté du 22 février 1965 précise que « dans le cas d'une première grossesse, doit être, en outre, effectuée obligatoirement la détermination du groupe A.B.O. et du facteur Rh star-

dard. On renouvellera ce groupage lors du troisième examen prénatal ». Il lui demande si ce deuxième groupage est obligatoire et, dans l'affirmative, s'il est pris en charge par les caisses de sécurité sociale. (*Question du 3 février 1968.*)

Réponse. — L'arrêté du 22 février 1965 a défini les modalités d'exécution du dépistage systématique des incompatibilités sanguines foeto-maternelles. La nature des examens destinés à assurer ce dépistage a été fixée après avis de l'académie nationale de médecine et de la commission nationale de transfusion sanguine. Conformément aux dispositions figurant à l'article 2 de cet arrêté, il doit être procédé chez toutes les primipares à la détermination du groupe sanguin et du facteur rhésus standard lors du premier examen prénatal. Dans une période transitoire, cette mesure s'applique également aux multipares n'ayant pas été soumises à ce dépistage. Ces examens sont répétés lors du troisième examen médical dans un but de contrôle. Tous ces groupages sont remboursés au titre de l'assurance maternité dans les mêmes conditions que l'ensemble des examens et analyses prévus par l'arrêté en cause sous réserve, bien entendu, de l'ouverture des droits à ladite assurance.

6947. — **M. Paul Laurent** expose à **M. le ministre des affaires sociales** que l'indice d'embauche à la caisse d'allocations familiales est actuellement de 118 et le salaire brut de 607,95 francs, complété d'une prime d'assiduité de 25,33 francs pour quarante-trois heures quarante-cinq minutes de travail hebdomadaire; aussi, de nombreux agents perçoivent-ils encore en 1968 un traitement réel inférieur à 60.000 anciens francs par mois. Malgré le refus de la caisse, les revendications du personnel tendant à porter l'indice d'embauche à 128 et le salaire brut à 657,46 francs, plus une prime d'assiduité de 27,39 francs, semblent recueillir l'assentiment de l'administration intéressée puisqu'elles ont été admises à la caisse vieillesse et que 40 p. 100 des agents ont été promus au coefficient demandé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de généraliser rapidement une telle disposition. (*Question du 10 février 1968.*)

Réponse. — Conformément à l'article 17-I du décret n° 60-452 du 12 mai 1960, les conditions de travail et de rémunération du personnel des organismes du régime général de sécurité sociale sont fixées par une convention collective nationale de travail dont les dispositions ne deviennent applicables qu'après avoir reçu l'agrément du ministre des affaires sociales. L'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale a confirmé le statut juridique de droit privé et la détermination des conditions de travail du personnel de ces organismes par voie de convention collective agréée par le ministre des affaires sociales. D'autre part, l'article 6 du décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social dispose que les mesures relatives aux rémunérations du personnel de ces organismes ainsi que des organismes de sécurité sociale doivent être soumises, avant toute décision, à la commission interministérielle de coordination en matière de salaires. Les conditions de détermination des salaires du personnel des organismes de sécurité sociale (différents coefficients d'emploi, primes, modalités d'accès au coefficient 128) sont fixées ainsi qu'il est prévu à l'article 17-I précité du décret du 12 mai 1960, par la convention collective nationale de travail du personnel des organismes de sécurité sociale, ses avenants et annexes. Le ministre des affaires sociales a donné récemment son accord pour une revalorisation à compter du 1^{er} octobre 1967 des coefficients les plus bas de la hiérarchie du personnel des organismes de sécurité sociale, à savoir les coefficients 115, 118, 122, 125 et 128, devenus les coefficients 118, 121, 125, 127 et 130. En outre, la promotion au coefficient 128 (coefficient 130 depuis le 1^{er} octobre 1967) d'une certaine proportion du personnel est conforme à une disposition introduite dans la convention collective avec l'agrément du ministre des affaires sociales. Cette mesure n'est pas particulière à un organisme, mais elle est applicable à l'ensemble des organismes de sécurité sociale.

7052. — **M. Jarrat** signale à **M. le ministre des affaires sociales** les difficultés qu'engendre pour les personnes âgées la réglementation actuellement en vigueur qui ne permet pas aux préposés des P. T. T. de payer à domicile des sommes supérieures à 1.000 francs. Or, si toutes les pensions et retraites n'atteignent pas cette somme, certaines la dépassent, ce qui oblige les bénéficiaires à se rendre au bureau de poste pour percevoir leur ressources trimestrielles. Cet état de fait présente des inconvénients incontestables surtout dans les milieux ruraux. Il lui demande s'il envisage d'étudier avec **M. le ministre des postes et télécommunications** la possibilité de faire remettre à domicile par les préposés, des mandats supérieurs à 1.000 francs, uniquement lorsque ceux-ci correspondent au règlement de pension de vieillesse. (*Question du 13 février 1968.*)

Réponse. — Les inconvénients signalés par l'honorable parlementaire et résultant, pour les personnes âgées, de la limitation à 1.000 francs du montant des sommes payées à domicile, ce qui oblige certaines d'entre elles à se rendre au bureau de poste pour percevoir les arrérages de leurs pensions, ont, depuis longtemps, fait l'objet des préoccupations du ministre du travail, et de son successeur, le ministre des affaires sociales. C'est ainsi que pour éviter à ces catégories de personnes particulièrement dignes d'intérêt un déplacement pénible, le ministre du travail est intervenu à plusieurs reprises auprès du ministre des P. T. T. pour lui demander d'envisager en leur faveur une dérogation systématique à la règle du non-paiement à domicile des mandats d'un montant supérieur au plafond précité. Le ministre des P. T. T. n'a jusqu'ici pas cru devoir réserver une suite favorable à cette demande, mais, cependant, a donné des instructions à ses services locaux pour que, dans certains cas exceptionnels, les mandats d'un montant supérieur au plafond, expédiés à des personnes malades ou infirmes, physiquement incapables de se rendre à un bureau de poste, soient, sur leur demande et sur production de justifications, payés à domicile. Il s'ensuit qu'actuellement les retraités, dont le montant des arrérages dépasse 1.000 francs, et qui éprouvent des difficultés pour se déplacer, peuvent, s'ils désirent percevoir le montant de leur pension ou rente à domicile, présenter une demande à l'administration locale des P. T. T. Dans le cas où cette demande ne reçoit pas une suite favorable, ils ont la possibilité de se faire ouvrir un compte courant postal sur lequel sont virés leurs arrérages, les retraits de fonds inférieurs à 1.000 francs pouvant être effectués par voie de chèques payables à domicile.

7069. — Mme Vergnaud expose à M. le ministre des affaires sociales qu'elle a été saisie par les syndicats C. G. T. des employés de maison de la R. P. de la revendication suivante: cotisations de la sécurité sociale sur le salaire réel avec comme minimum les salaires définis par les conventions collectives dans les départements où elles existent. En effet, jusqu'à ce jour encore, les cotisations de la sécurité sociale sont basées sur des chiffres forfaitaires bien inférieurs au salaire véritable. En cas de maladie et de longue maladie les prestations servies aux intéressés représentent le huitième et quelquefois le dixième du salaire réel, au lieu du demi-salaire dont bénéficient les travailleurs des autres professions. Il en est de même en ce qui concerne les retraites servies par le régime de vieillesse. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre afin que cette catégorie de travailleurs ne soit plus aussi défavorisée en matière de protection contre les risques sociaux. (Question du 14 février 1968.)

Réponse. — La valeur des indemnités journalières des pensions d'invalidité ou de vieillesse est liée, dans l'économie actuelle du régime général, au montant des cotisations versées pour les salariés. C'est la raison pour laquelle les employés de maison, qui donnent lieu au versement de cotisations forfaitaires calculées sur la base d'une assiette souvent très inférieure à leurs salaires réels, sont défavorisés par rapport aux salariés du commerce et de l'industrie. Toute politique tendant à l'accroissement des prestations d'assurances sociales des intéressés doit donc comporter des mesures de réévaluation des barèmes forfaitaires de cotisations. C'est dans ce but que le ministre des affaires sociales a procédé depuis 1963 à sept réhausslements successifs de ces barèmes qui ont porté l'assiette mensuelle de calcul des cotisations de 130 francs à 403,20 francs dans les villes de plus de 100.000 habitants. Ces différents arrêtés prévoient, expressément, en outre, la possibilité, pour les employeurs, en accord avec leurs salariés, de cotiser sur les salaires réels dans la limite du plafond en vigueur. Il ne faut cependant pas perdre de vue que ces mesures doivent concilier des exigences contradictoires et, notamment, le souci d'améliorer la situation de cette catégorie de travailleurs avec celui de ne pas provoquer, par un réhaussement brutal des charges sociales, une raréfaction des offres d'emploi ou la multiplication des fraudes. Il convient, en effet, de noter que le contrôle de la nature des tâches effectuées et de la valeur des rémunérations allouées aux employés de maison est pratiquement impossible. C'est la raison pour laquelle le maintien d'un barème forfaitaire simple paraît encore nécessaire dans cette profession. D'ores et déjà, ce barème est établi sur des salaires correspondant au salaire minimum interprofessionnel garanti. Il n'est d'ailleurs pas toujours inférieur aux rémunérations prévues par la convention collective des employés de maison du département de la Seine, étendue par arrêté du 20 décembre 1967, qui prévoit des salaires mensuels variant entre 362,26 francs et 458,45 francs suivant la qualification et l'ancienneté pour les catégories suivantes: employée de maison débutante (moins d'un an de pratique) alide de cuisine; employée de maison (plus d'un an de pratique) faisant l'ensemble des travaux d'intérieur, y compris cuisine simple, femmes de ménage (travaux courants); bonne d'enfants débutante (moins d'un an de pratique), gouvernante d'intérieur pour personne seule, femme de chambre. Ces catégories groupent, en réalité, l'énorme majorité des employés de maison, si bien que

l'adoption des rémunérations prévues par les conventions collectives pour le calcul des cotisations compliquerait le recouvrement sans amélioration sensible de la situation des intéressés au regard de la sécurité sociale. L'intention du ministre des affaires sociales est, d'ailleurs, de continuer à procéder, dans l'avenir, à des réévaluations progressives tenant compte de l'évolution générale des salaires de façon à rénover une profession qui rend des services irremplaçables à de nombreuses familles.

7152. — M. de Préaumont attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur la récente déclaration d'un homme politique qui a cru pouvoir affirmer que la France serait au dernier rang des pays européens en ce qui concerne l'ensemble des mesures d'aide aux personnes âgées. Il lui demande de lui faire connaître quelle est la situation réelle à cet égard en lui apportant les éléments d'information permettant d'effectuer d'utiles comparaisons. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — Aucune étude comparative globale portant sur l'ensemble des mesures d'aide de diverse nature prises en faveur des personnes âgées dans les pays européens ne permet de considérer comme fondée l'affirmation à laquelle se réfère l'honorable parlementaire. Une telle étude, au demeurant fort difficile à mener, devrait, pour être valable, tenir compte des données démographiques propres à chaque pays et porter, non seulement sur les systèmes légaux et contractuels de sécurité sociale couvrant les personnes âgées, mais également sur les diverses mesures d'aide sociale prises en leur faveur ainsi que sur l'ensemble des réalisations tant publiques que privées dont elles bénéficient. L'effort considérable mené en France sous diverses formes depuis une dizaine d'années et l'intérêt croissant porté dans notre pays aux divers problèmes de la vieillesse concourent à développer au maximum, compte tenu des possibilités financières, les mesures d'aide aux personnes âgées.

7211. — M. La Combe expose à M. le ministre des affaires sociales que la ville d'Angers attribue chaque année, au titre de l'article 7 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959, une « allocation aux familles pour frais de surveillance des enfants aux études ». L'article 7 est ainsi libellé: « Les collectivités locales peuvent faire bénéficier des mesures à caractère social tout enfant, sans considération de l'établissement qu'il fréquente ». Une circulaire ministérielle du 14 février 1961 stipule à l'article 2: « L'article 7 de la loi du 31 décembre 1959 ne s'applique pas aux établissements scolaires eux-mêmes, mais aux élèves fréquentant tous les établissements d'enseignement quel que soit le statut. Il concerne seulement des mesures de caractère social qui, visant à aider, faciliter, encourager la fréquentation et le travail scolaires, ne représentant pas à proprement parler des dépenses de fonctionnement des établissements ». La direction de l'U. R. S. S. A. F. a fait savoir aux écoles privées que ces allocations tombaient sous le coup de l'article L. 120 du code de la sécurité sociale et que, par conséquent, les charges sociales devaient être payées. Cette interprétation résulte du fait que pour des raisons de simplification l'administration municipale fait effectuer le versement de ces allocations aux professeurs ayant assuré la surveillance, par l'intermédiaire des associations gestionnaires des écoles, alors que juridiquement elles devraient être mandatées à chaque famille ayant confié un ou plusieurs enfants à la surveillance, les familles ayant alors la charge de rémunérer les maîtres. Il s'agit donc d'« honoraires » versés aux professeurs par les familles ayant demandé l'organisation de la surveillance de la même façon que s'ils faisaient garder leurs enfants à domicile. En outre, il n'y a aucun « lien de subordination » entre les écoles et les maîtres dans l'exercice de ces fonctions de surveillance extra-scolaires. Il lui demande s'il peut lui faire connaître sa position à l'égard du problème qui vient d'être exposé. (Question du 20 février 1968.)

Réponse. — Les allocations scolaires servies par les collectivités locales, en application de l'article 7 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les aides à l'enseignement privé sont, certes, mandatées, dans chaque établissement, au profit de l'association gestionnaire. Mais l'association ne joue, en l'espèce, qu'un rôle d'intermédiaire entre la collectivité, débitrice des allocations, et l'établissement, employeur du personnel enseignant. Dans ces conditions et sous réserve de l'interprétation souveraine des cours et tribunaux, il n'y a pas lieu, pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, de distinguer, dans les traitements servis aux membres de l'enseignement privé, la part provenant des allocations scolaires et celle qui résulte d'autres recettes de l'établissement. Il s'agit, quelle que soit l'origine des fonds affectés à la rémunération des professeurs, de sommes perçues par les intéressés au titre de leur activité salariée au service de l'établissement employeur et soumises, comme telles et en application de l'article L. 120 du code de la sécurité sociale, au versement des charges sociales correspondantes.

7388. — **M. Houël** attire l'attention de **M. le ministre des affaires sociales** sur les conditions dans lesquelles est attribuée la prime de transport aux agents des organismes lyonnais de sécurité sociale dépendant de la caisse primaire d'assurance maladie de Lyon. Cette prime est acquise à tous les agents dont le lieu de travail se situe dans l'agglomération lyonnaise et quel que soit leur domicile ; toutefois, cette indemnité de transport forfaitaire et mensuelle, qui s'élève à 20 francs, est refusée aux employés des centres de paiement de sécurité sociale de Givors et de Neuville. Il lui demande de lui faire connaître les raisons d'une telle disparité entre employés régis par les mêmes dispositions conventionnelles et s'il n'envisage pas de prendre les mesures afin de mettre fin à cette injustice. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — L'octroi d'une prime de transport n'est nullement prévu par la convention collective nationale du personnel des organismes de sécurité sociale, ni par ses avenants et annexes. Cependant, les instructions diffusées le 26 décembre 1962 par **M. le ministre du travail** autorisent le versement d'une telle prime, par mesure exceptionnelle, sous réserve que le champ d'application et le montant de l'avantage soient fixés dans des conditions identiques à celles prévues en faveur des personnels des banques. Or, si la convention collective nationale du personnel des banques prévoit effectivement l'attribution d'une prime de transport aux agents de ces établissements en service à Lyon, les localités de Givors et de Neuville ne sont pas comprises dans la définition de l'agglomération lyonnaise donnée par l'institut national de la statistique et des études économiques et qui fixe la liste des communes susceptibles d'ouvrir droit, en tant que lieu de travail, à ladite prime.

7468. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre des affaires sociales** s'il peut lui indiquer : 1° pour quelles raisons aucune décision n'est encore intervenue concernant l'amélioration de la situation des sages-femmes des hôpitaux, alors qu'une commission d'étude, réunie le 6 avril 1967, avait proposé diverses mesures relatives au reclassement, à la hiérarchisation, à la normalisation des horaires et au paiement des heures supplémentaires à partir de la 46^e heure ; 2° s'il peut donner l'assurance que ce problème sera prochainement soumis pour examen au conseil supérieur de la fonction hospitalière. (Question du 9 mars 1968.)

Réponse. — Les questions relatives à la situation des sages-femmes dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics mettent nécessairement en cause les situations des autres personnels soignants. C'est pourquoi elles doivent faire l'objet d'études particulièrement attentives de la part des services du ministère des affaires sociales. Quoiqu'il en soit, les textes préparés sur les différents points évoqués par l'honorable parlementaire pourront être soumis sinon à la prochaine session du conseil supérieur de la fonction hospitalière, du moins à l'une de ses prochaines sessions.

7490. — **M. Ramette** expose à **M. le ministre des affaires sociales** la situation faite aux sages-femmes des hôpitaux. En effet, malgré de nombreuses démarches auprès des divers services ministériels intéressés, les sages-femmes des hôpitaux attendent depuis 1961 : 1° leur reclassement ; 2° leur hiérarchisation, ainsi que la normalisation des horaires et le paiement des heures supplémentaires à partir de la quarante-sixième heure de travail hebdomadaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de donner satisfaction aux justes revendications des sages-femmes des hôpitaux dont le dévouement ne saurait être contesté. (Question du 9 mars 1968.)

Réponse. — Les questions relatives à la situation des sages-femmes dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics mettent nécessairement en cause les situations des autres personnels soignants. Elles doivent donc faire l'objet d'études particulièrement attentives de la part des services du ministère des affaires sociales. Quoiqu'il en soit, les textes nécessaires ont été préparés sur les différents points évoqués par l'honorable parlementaire que le ministre des affaires sociales s'efforcera de faire publier aussi rapidement qu'il sera possible.

AGRICULTURE

6918. — **M. Fouchier** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, plus d'un an après la publication de la loi n° 66-1005 du 28 décembre 1966 sur l'élevage, on constate que parmi les décrets et arrêtés prévus pour la mise en vigueur de cette loi, seuls ont été publiés ceux qui sont relatifs à l'organisation des conseils consultatifs en matière d'élevage : conseil supérieur de l'élevage, commission nationale d'amélioration génétique, commission nationale vétérinaire, et

à la composition des comités consultatifs de ces conseils. Il convient, sans doute, de se féliciter de la mise en place de ces importants organismes, mais il est profondément regrettable que les autres textes d'application n'aient pas encore été publiés. Il s'agit en particulier de ceux qui ont pour objet de fixer les conditions auxquelles devront satisfaire les établissements départementaux et interdépartementaux de l'élevage, visés à l'article 13 de la loi, et de préciser, en tant que de besoin, la mission confiée à ces organismes. Il lui demande s'il peut indiquer dans quel délai la publication de ces textes pourra désormais intervenir. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — Les premiers textes d'application de la loi n° 66-1005 du 28 décembre 1966 sur l'élevage, qui ont été publiés au *Journal officiel*, concernent l'organisation des conseils consultatifs en matière d'élevage. Ces conseils assistent le ministre de l'agriculture pour la définition et la réalisation de la politique mise en œuvre pour la production animale. Le décret n° 68-19 du 9 janvier 1968 prévoit notamment que le conseil supérieur de l'élevage est consulté sur les projets de textes réglementaires nécessaires à l'application du titre II de la loi du 28 décembre 1966 susvisée ainsi que sur l'agrément des établissements de l'élevage prévus à l'article 13 de cette même loi. Il importait donc dans un premier temps de constituer les différents comités et commissions du conseil supérieur de l'élevage afin qu'ils puissent dans un deuxième temps examiner les projets de décrets préparés par les services compétents du ministère de l'agriculture concernant les conditions de fonctionnement et d'agrément des établissements de l'élevage. Compte tenu des délais normaux de procédure, le texte du décret doit pouvoir être publié dans un délai tel que les établissements de l'élevage seront en mesure de prendre leur forme définitive avant la fin de l'année. Le ministère de l'agriculture, intéressé au premier chef au règlement rapide de cette affaire, ne manquera pas d'en hâter la solution.

ARMÉES

6741. — **M. Prat** demande à **M. le ministre des armées** s'il est exact : 1° que, à la suite d'un accord conclu entre le Gouvernement français et le Gouvernement de la République sud-africaine, ce dernier a été autorisé à faire construire en France trois sous-marins de type Daphné ; 2° que ces sous-marins ont été commandés aux chantiers Dubigeon-Normandie, à Nantes ; 3° que plusieurs pays, dont la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Allemagne de l'Ouest, la Suède, contactés par la République sud-africaine ont refusé de livrer ce matériel militaire. Il lui demande si le Gouvernement français accepte d'appliquer la décision des Nations Unies interdisant l'envoi d'armes à la République sud-africaine ou si, en violation des droits de l'homme, il continuera d'armer un pays qui pratique la ségrégation raciale et où sévit « l'apartheid ». (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — 1° Le Gouvernement français a accepté la commande par la République sud-africaine de trois sous-marins du type Daphné. 2° Leur construction sera réalisée par les chantiers Dubigeon-Normandie, à Nantes, en vertu du contrat signé le 19 juin 1967 entre la direction de ces chantiers et les représentants du Gouvernement de la République d'Afrique du Sud. 3° Le Gouvernement français ignore si des démarches ont été effectuées par la République sud-africaine auprès d'autres pays pour l'acquisition de sous-marins. 4° Le Gouvernement français réprovoque toute politique de ségrégation et n'entend pas s'écarter de l'engagement pris en 1963 devant le conseil de sécurité. L'acceptation de cette commande n'y contrevient pas car des sous-marins ne peuvent être considérés comme des matériels utilisables pour des opérations de répression intérieure.

6759. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre des armées** qu'une certaine inquiétude s'est manifestée chez certains gardes républicains à la suite de la diffusion de la circulaire n° 300 M. A. Gend. PSO, en date du 3 janvier 1968, relative à l'affectation des gardes républicains dans les escadrons des services de la région parisienne. Les sous-officiers de la garde républicaine de Paris peuvent être affectés aux escadrons des services du 2^e et du 3^e groupement de gendarmerie mobile pour convenances personnelles, et également d'office, dans l'infanterie, s'ils comptent plus de quinze ans de services en gendarmerie ou plus de quarante ans d'âge. Dans la cavalerie, s'ils comptent plus de quinze ans de services et n'ont plus l'aptitude physique nécessaire. Les gardes républicaines remplissant les conditions pour une mutation d'office semblent être assez nombreux, et pour certains d'entre eux l'éloignement de Paris poserait de réels problèmes familiaux. Nul n'ignore en effet que certaines épouses de gardes républicains ont des situations à Paris et surtout que beaucoup d'enfants poursuivent des études secondaires ou supérieures. Il n'est pas question de nier les raisons évidentes

qu'ont les autorités supérieures pour envisager de telles mesures, mais il serait sans doute souhaitable de donner assez rapidement des précisions sur l'ampleur éventuelle des mutations susceptibles d'être prononcées. Il serait bon également, dans toute la mesure du possible, de tenir le plus grand compte des situations familiales. Il lui demande donc les précisions qu'il peut donner à cet égard. (Question du 3 février 1968.)

6862. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre des armées** que par suite d'une récente circulaire un certain nombre de gardes républicains vont être affectés d'office dans des unités se trouvant hors de la région parisienne. Il lui signale qu'un très grand nombre de gardes ont choisi ce corps de gendarmerie parce que leur femme travaille à Paris. Il convient, d'autre part, de souligner que beaucoup d'entre eux ont des enfants qui y poursuivent leurs études. Il lui rappelle que la garde a toujours été considérée comme affectée plus spécialement à la région parisienne, ainsi que cela résulte des textes et surtout de la tradition. Il attire son attention sur les difficultés de recrutement de la garde dans les circonstances actuelles et lui demande s'il compte maintenir à la garde républicaine sa vocation parisienne. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — La garde républicaine de Paris est appelée à effectuer, d'une part, des services d'honneur qui exigent une présentation impeccable et, d'autre part, des services de surveillance, de garde et de liaison qui nécessitent une bonne expérience professionnelle. En raison de la multiplicité des servitudes de la capitale, les effectifs de la garde républicaine de Paris sont vite devenus insuffisants pour faire face à ces dernières missions et il a été nécessaire de les seconder dans ces tâches par des escadrons des services, implantés dans la très proche banlieue. Une solution logique consiste à assurer la maintenance des effectifs de ces escadrons en y affectant des sous-officiers de la garde républicaine de Paris, connaissant déjà les missions à assurer mais ne possédant plus les qualités indispensables aux services d'honneur ou ne présentant plus l'aptitude nécessaire à l'exercice de certaines de leurs fonctions. L'application des dispositions de la circulaire ministérielle n° 300 MA/GEND PSO du 3 janvier 1968 doit toucher en moyenne trente-cinq à cinquante gardes par an, c'est-à-dire moins de 2 p. 100 du personnel de la garde républicaine de Paris. Il convient de préciser qu'il est tenu, en cette matière, le plus grand compte des situations familiales, mais que, en tout état de cause, il ne peut s'agir, pour les intéressés, d'un éloignement de la capitale, en raison des lieux d'implantation des escadrons des services. Il s'agit donc, en définitive, d'une mesure qui ne peut d'aucune manière léser le personnel en cause et qui doit permettre à la garde républicaine de Paris d'assurer ses missions dans les meilleures conditions.

7220. — **M. Péronnet** attire l'attention de **M. le ministre des armées** sur la situation — concernant les abattements de zones de salaires — des personnels civils du ministère des armées. Il lui demande s'il peut faire connaître les chances qui s'offrent à ces ouvriers d'Etat de bénéficier des récentes décisions, à savoir l'application du taux d'abattement de 2 p. 100 alors que celui de 6 p. 100 est effectivement appliqué. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — La suppression des abattements de zone est une question qui dépasse la compétence du ministre des armées. En ce qui concerne le calcul du S. M. I. G. les décrets n° 66-1035 du 28 décembre 1966, n° 67-508 du 29 juin 1967 et n° 67-1204 du 28 décembre 1967 ont réduit les zones d'abattement au nombre de deux avec application des taux de 0 p. 100 et 2 p. 100. Mais ces décrets comportent une disposition prévoyant que les zones d'abattement de salaires fixées par les décrets n° 56-266 du 17 mars 1956, n° 62-1263 du 30 octobre 1962 et n° 66-108 du 23 février 1966 « sont maintenues en vigueur en tant qu'elles servent de référence à des dispositions réglementaires ou statutaires » ; compte tenu de cette disposition, les abattements pratiqués pour déterminer les salaires des ouvriers des armées en province sont demeurés tels qu'ils étaient fixés avant l'intervention du décret précité du 28 décembre 1966.

7781. — **M. Métayer** demande à **M. le ministre des armées** s'il ne serait pas possible, dans l'intérêt des élèves, de libérer, avec une anticipation de deux mois, les enseignants du contingent 67 2/A, afin qu'ils puissent prendre leur poste dès la rentrée scolaire. (Question du 16 mars 1968.)

Réponse. — Le ministre des armées invite l'honorable parlementaire à se référer à la réponse faite à la question écrite n° 6453 posée par **M. Barrot** (Journal officiel, débats parlementaires de l'Assemblée nationale, n° 9, du 2 mars 1968, page 624).

ECONOMIE ET FINANCES

1303. — **M. Delong** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le problème de la répartition de l'impôt de 1 p. 100 sur les salaires destinés à la construction. Dans le cas de petites entreprises si le montant annuel de cet impôt est versé à un des ouvriers désireux de construire, le chef d'entreprise est tenu de verser des cotisations à l'U. R. S. S. A. F. et l'impôt de 5 p. 100 sur les salaires au percepteur sur la somme allouée à l'ouvrier constructeur. Le chef d'entreprise paie donc un impôt sur ce qui constitue déjà un impôt alors que ces taxes ne sont pas dues si le 1 p. 100 à la construction est versé à un organisme officiel. Cette discrimination est très fâcheuse, à la campagne surtout où le système du versement direct est fréquemment utilisé. Il lui demande quelles instructions il compte donner pour remédier à cette inégalité. (Question du 19 mai 1967.)

Réponse. — Les subventions versées par les employeurs à leurs salariés dans le cadre de la participation à l'effort de construction en vue de permettre à ces derniers d'accéder à la propriété d'un logement neuf présentent le caractère d'un avantage en espèces qui trouve sa source dans le contrat de travail. Elles constituent, à ce titre, un supplément de salaire et, dès lors, elles sont passibles de la taxe sur les salaires (anciennement versement forfaitaire) au même titre que la rémunération proprement dite.

1805. — 2 juin 1967. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si un fonctionnaire possédant depuis 1951 une propriété agricole, obligé de vendre une partie de celle-ci en 1967 pour obtenir le complément nécessaire en vue de l'acquisition d'un logement familial à Paris où il a été muté, peut être dispensé de la taxe sur la plus-value dès le moment où il est prouvé que la vente n'a pas été opérée dans un but de spéculation et que son produit a été totalement réemployé pour l'acquisition d'un logement principal suffisant eu égard aux besoins familiaux. (Question du 2 juin 1967.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 (art. 150 ter du code général des impôts), les plus-values réalisées par des particuliers à l'occasion de la cession ou de l'expropriation de terrains non bâtis ou de biens assimilés sont soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, même lorsque la cession génératrice de la plus-value ne procède pas d'une intention spéculative. La taxation est également indépendante de l'affectation qui est donnée aux disponibilités dégagées par la cession. Il n'est pas possible, dans ces conditions, d'envisager une mesure d'exonération en faveur des contribuables se trouvant dans les situations de la nature de celle qui est évoquée dans la question posée par l'honorable parlementaire.

3852. — **M. Buot** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 5 de l'annexe IV du code général des impôts prévoit, qu'avant application du barème de l'I. R. P. P. les internes des hôpitaux de Paris bénéficient d'une déduction supplémentaire pour frais professionnels de 20 p. 100. Il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles les internes des hôpitaux de Caen, recrutés par un concours commun, ne peuvent bénéficier d'une mesure identique. Il lui fait remarquer que cette anomalie est d'autant plus regrettable que, pour la première année d'internat, le traitement des internes des hôpitaux de Paris est supérieur à celui des internes des hôpitaux de Caen (1.750 francs par mois à Paris, 1.300 francs à Caen) ; 2° s'il compte prendre des mesures à cet égard en faveur des internes des hôpitaux autres que ceux de Paris. (Question du 30 septembre 1967.)

Réponse. — Il n'est pas envisagé de procéder à une révision du régime des déductions forfaitaires supplémentaires pour frais professionnels dont bénéficient certaines catégories de salariés.

4502. — **M. Falala** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 300 C. G. I. fait obligation aux marchands ambulants de présenter à toute réquisition de certains fonctionnaires, une attestation certifiant qu'ils sont inscrits au registre du commerce ou travaillent comme employés pour le compte d'une personne inscrite audit registre. A défaut, le marchand ambulant doit produire un récépissé de consignation. L'article 111 bis de l'annexe 3 du C. G. I. prévoit cependant que ces dispositions ne sont pas applicables aux ambulants vendant « de menus comestibles » en vertu d'une autorisation délivrée par les autorités de police. Par ailleurs, une circulaire de **M. le ministre de l'intérieur** en date du 12 novembre 1931 prévoit qu'un récépissé de déclarations de marchands ambulants ne peut être exigé d'un agriculteur ou maraîcher vendant directement sa récolte sur les marchés de la région. Cette circulaire précise en effet que les intéressés ne font pas acte de commerce au sens des articles 632 et 633 du code de commerce. Des difficultés existant quant à l'application

de ce texte dans différentes régions, il lui demande de lui préciser, après accord du ministre de l'intérieur, si comme il le pense, les cultivateurs, jardiniers et maraîchers vendant les produits de leurs récoltes sur les marchés des communes autres que celles où ils ont leur domicile ne sont pas soumis aux obligations résultant de l'article 300 C. G. I. (Question du 27 octobre 1967.)

Réponse. — Les dispositions de l'article 302 octies du code général des impôts (ancien art. 300) ne sont pas applicables aux personnes visées par l'honorable parlementaire dès lors que, n'ayant pas la qualité de commerçant, ces dernières ne sont pas tenues de justifier de leur inscription au registre du commerce.

4647. — M. Jacques Maroselli appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait qu'en règle générale et contrairement à ce qui se passe en matière de sécurité sociale, aucune déduction pour frais professionnels n'est admise en matière de versement forfaitaire sur les salaires. Certaines catégories de professions toutefois, qui comportent un pourcentage de frais professionnels notablement plus élevé que la normale, bénéficient d'une déduction variable suivant les professions. Cette déduction est applicable non seulement pour le calcul de la cotisation forfaitaire due par l'employeur, mais aussi pour le calcul de l'impôt sur le revenu dû par les salariés. Les professions bénéficiant de cette mesure sont celles visées dans un arrêté ministériel publié à l'article 5 de l'annexe IV du code général des impôts. Pour ce qui concerne l'industrie de la broderie, peuvent seulement bénéficier de cette déduction les brodeurs de la région lyonnaise (20 p. 100) et ceux du département de l'Aisne (10 p. 100). Cette liste ne tenant pas compte des revendications des brodeurs et dentelliers de Franche-Comté, il lui demande s'il est possible d'étendre à ceux-ci le bénéfice de l'abattement de 10 p. 100 pour frais professionnels en matière d'impôt sur les salaires, en considérant que les brodeurs et dentelliers à domicile du département de la Haute-Saône ont à supporter des frais de déplacements importants pour aller chercher et reporter leur travail. (Question du 4 novembre 1967.)

Réponse. — Il n'est pas envisagé de procéder à une révision du régime des déductions supplémentaires pour frais professionnels dont bénéficient certaines catégories de salariés.

4782. — M. Chauvet expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une société anonyme envisage d'annuler purement et simplement, sans aucune contrepartie en numéraire, en actions ou en obligations, les parts de fondateur émises par elle, l'opération étant faite naturellement avec l'accord de la totalité des porteurs de parts, qui sont des personnes physiques. Il lui demande si cette annulation sera bien sans incidence fiscale tant pour la société que pour les porteurs de parts. (Question du 9 novembre 1967.)

Réponse. — L'annulation par une société anonyme de ses propres parts de fondateur, dans les conditions exposées par l'honorable parlementaire, ne comporte aucune incidence fiscale pour la société. Toutefois, l'opération pourrait s'analyser, dans certaines circonstances, comme une donation indirecte consentie par les porteurs de parts. Il ne pourrait être pris parti sur ce point et sur les conséquences qui en résultent que si, par la désignation de la société dont il s'agit et l'indication des noms et adresses des porteurs de parts et des actionnaires, l'administration était mise à même de procéder à une enquête sur les circonstances particulières de l'opération envisagée.

5850. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des petits contribuables, bénéficiant de la remise exceptionnelle de cent francs et qui se voient rembourser ce qu'ils ont payé lorsque leur imposition était inférieure à cette somme et qu'ils l'avaient préalablement acquittée. Mais si le même contribuable bénéficiait d'un crédit d'impôt, il semble que celui-ci ne lui soit pas remboursé dans la limite de l'exonération de cent francs ci-dessus rappelée. En bonne logique, ce remboursement devrait être effectué, puisque le crédit d'impôt consiste en un versement fait par un tiers pour le compte du contribuable et qui s'impute sur les sommes réellement dues par ce dernier. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il compte prendre pour mettre fin à cette anomalie. (Question du 19 décembre 1967.)

Réponse. — La déduction exceptionnelle de 100 francs accordée aux contribuables dont la cotisation totale, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire afférents aux revenus de 1966, n'excédait pas 1.000 francs constitue une mesure de politique conjoncturelle: il importait donc que cet allègement soit appliqué dans des conditions aussi simples et aussi rapides que possible. Il convenait, en outre, de tenir compte de l'état d'avancement, à la date à laquelle cette

décision a été prise, des travaux d'assiette et de recouvrement de l'impôt, y compris de ceux qui concernent les remboursements dus au titre de l'impôt fiscal. Ces considérations ont conduit à décider que le montant à prendre en considération pour l'application de la déduction serait le montant net de la cotisation, tel qu'il est établi après application, le cas échéant, de l'impôt fiscal et des crédits d'impôt acquis par le contribuable. Cette déduction n'entraîne donc aucune modification des règles selon lesquelles cet avoir ou ces crédits sont pris en compte pour le calcul de la cotisation ou pour l'octroi d'un remboursement. Il s'ensuit qu'un contribuable qui se trouve dans la situation exposée par l'honorable parlementaire n'a droit à aucun remboursement supplémentaire.

6318. — M. René Feit attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le cas d'une personne imposable au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'année 1966 pour un montant de 116,91 francs et qui n'a pu bénéficier de la déduction forfaitaire de 100 francs, à laquelle elle semblerait normalement avoir droit, pour deux raisons: 1° parce qu'elle dispose chez le comptable du Trésor chargé du recouvrement de l'impôt d'un avoir fiscal d'un montant de 269,91 francs duquel a été déduit directement le montant de son imposition; 2° parce que de ce fait, la compensation ayant été faite directement par le comptable du Trésor, elle n'a pas reçu l'avertissement sur lequel l'inspecteur des contributions directes aurait dû mentionner cette déduction forfaitaire. Il lui demande d'une part si, dans le cas présent, il ne serait pas possible de remédier à cet état de fait, la personne visée par la présente question étant veuve et âgée de quatre-vingt-quatorze ans, et d'autre part quelles mesures il compte prendre pour que d'une façon générale les contribuables se trouvant dans un cas similaire ne soient pas pénalisés par une procédure administrative qui pour le moment ne permet pas aux agents du Trésor de les faire bénéficier de cette déduction à laquelle ils pourraient normalement prétendre. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — La déduction exceptionnelle de 100 francs accordée aux contribuables dont la cotisation totale, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire afférents aux revenus de 1966, n'excédait pas 1.000 francs constitue une mesure de politique conjoncturelle; il importait donc que cet allègement soit appliqué dans des conditions aussi simples et aussi rapides que possible. Il convenait, en outre, de tenir compte de l'état d'avancement, à la date à laquelle cette décision a été prise, des travaux d'assiette et de recouvrement de l'impôt, y compris de ceux qui concernent les remboursements dus au titre de l'impôt fiscal. Ces considérations ont conduit à décider que le montant à prendre en considération pour l'application de la déduction serait le montant net de la cotisation, tel qu'il est établi après application, le cas échéant, de l'impôt fiscal et des crédits d'impôt acquis par le contribuable. Cette déduction n'entraîne donc aucune modification des règles selon lesquelles cet avoir ou ces crédits sont pris en compte pour le calcul de la cotisation ou pour l'octroi d'un remboursement. Il s'ensuit qu'un contribuable qui se trouve dans la situation exposée par l'honorable parlementaire n'a droit à aucun remboursement complémentaire.

6414. — M. Rossi expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un exploitant individuel a fait apport en société en nom collectif, constituée avec ses enfants à la date du 1^{er} octobre 1967, de son fonds de commerce, de son matériel d'exploitation et d'une partie de son stock de marchandises. Le surplus du stock de marchandises, en l'occurrence les trois quarts, sera vendu par la société pour le compte de l'exploitant individuel, et moyennant une commission sur une période de deux ou trois ans maximum. A la date du 1^{er} janvier 1968, un quart du surplus de stock a été vendu par la société. De ce fait, l'exploitant individuel va bénéficier d'un crédit de taxe sur la valeur ajoutée sur stock déductible à raison d'un tiers sur 1968, et de deux tiers sur les cinq ans à venir à compter du 1^{er} janvier 1969. Il lui demande s'il ne serait pas possible, dans ce cas particulier (vente prévue sur deux ou trois ans), de déduire le crédit de taxe sur la valeur ajoutée sur stock, au prorata des ventes mensuelles, comme cela est possible dans le système A en vigueur jusqu'au 31 décembre 1967 pour les assujettis partiels (N. A. 4171-2/1 du 29 octobre 1964). (Question du 20 janvier 1968.)

Réponse. — Aux termes du décret n° 67-415 du 23 mai 1967, les entreprises qui sont devenues assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée le 1^{er} janvier 1968 bénéficient d'un crédit, sous forme de droits à déduction, au titre des biens neufs ne constituant pas des immobilisations en stock au 31 décembre 1967. L'article 6 de ce texte précise que les entreprises déduisent de la taxe due au titre des affaires réalisées à compter du 1^{er} janvier 1968, soit le tiers

du crédit, soit une somme égale à la taxe correspondant à un mois moyen d'achats de 1967, l'utilisation du reliquat du crédit étant étalée sur cinq ans du 1^{er} janvier 1969 au 31 décembre 1973. Le rythme d'écoulement du stock est sans influence sur l'application de ces dispositions. Au cas particulier signalé par l'honorable parlementaire il ne paraît dès lors pas possible d'admettre que l'imputation du crédit soit effectuée au prorata des ventes mensuelles. Toutefois, il ne pourrait être répondu de manière définitive à la question posée que si, par l'indication du nom et de l'adresse de l'entreprise en cause, l'administration étant mise à même d'examiner les conditions exactes dans lesquelles les opérations indiquées sont effectuées.

6520. — M. Kasperait attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation faite aux fabricants amenés, plusieurs fois par an, à exposer leurs productions, lors de manifestations nationales et internationales qui se juxtaposent tels, par exemple, les salons de l'emballage, de l'embouteillage, du lait, de l'alimentation. Ces salons qui, la plupart du temps, se tiennent avec quelques semaines de décalage, causent des frais répétés tant aux exposants (locations de stands, frais de publicité, personnels détachés) qu'à la clientèle, obligée de faire des voyages successifs. Ils ont en outre lieu, à des endroits différents, parfois mal desservis (C. N. I. T., bâtiments de la foire de Paris). Il lui demande, dans ces conditions, si la direction du commerce intérieur ne devrait pas prendre l'initiative de rechercher, dans toute la mesure du possible, à fixer des dates appropriées à ces salons, sur le plan national, comme cela semble être poursuivi sur le plan international. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — L'analyse critique des inconvénients qui résultent de la dispersion dans le temps (octobre et novembre) et dans l'espace (porte de Versailles et C. N. I. T.) des salons de l'alimentation et industries connexes, est entièrement justifiée. Le service du commerce, chargé de la tutelle des manifestations commerciales et de l'établissement de leur calendrier, suit ce problème avec attention depuis plusieurs années. A son instigation, a été constituée une « Semaine internationale de l'alimentation et des industries connexes », en novembre des années paires, depuis 1964. Ce titre est le symbole d'une action concertée entre les sept salons suivants : alimentation, emballage, embouteillage, industries laitières, industries de la brasserie, industries de la viande, industries de l'alimentation. Seule l'insuffisance des locaux a empêché, jusqu'ici, leur réunion en un même lieu et en un même moment. Pour cela, il faut disposer d'environ 185.000 mètres carrés de halls, en novembre. L'édification d'un nouveau bâtiment au parc de la porte de Versailles portera les disponibilités à 210.000 mètres carrés, ce qui rendrait donc, enfin, possible la solution unanimement souhaitée. Il sera toutefois nécessaire de libérer le parc des expositions de la porte de Versailles de certains salons qui l'occupent en novembre. C'est ce à quoi s'emploient actuellement les services compétents.

6590. — M. Deschamps appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que les hôtels dits de préfecture, c'est-à-dire non classés de tourisme, acquittaient une taxe sur les prestations de service de 8,50 p. 100 et que dorénavant à partir du 1^{er} janvier 1968, ils seront taxés à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 13 p. 100. Il lui demande en conséquence : 1° si le fait de faire supporter à ces hôtels une taxe augmentée de 4,50 p. 100 n'est pas un non-sens étant donné que ces petits hôtels sont généralement fréquentés par de modestes travailleurs qui devront obligatoirement supporter sans aucun doute une majoration qui est pour le moins anormale en soi ; 2° si étant entendu que d'une manière générale les propriétaires des maisons meublées ne pouvant espérer voir réduire l'augmentation résultant des nouvelles dispositions budgétaires par des répartitions ou des investissements impossibles à réaliser en raison des conditions d'exploitation, il ne serait pas possible au Gouvernement de prendre des dispositions qui pourraient ajuster le taux de la taxe sur la valeur ajoutée à ces petits hôtels au taux nouveau dont seront redevables les hôtels classés de tourisme, c'est-à-dire à 6 p. 100 ; 3° ou bien si ces petits établissements dits de préfecture pourraient éventuellement récupérer sur les clients, en sus du loyer habituellement réglé par ces derniers, les 4,50 p. 100 de majoration d'impôt lesquels deviendront 4,738 p. 100 l'impôt devant se régler sur l'impôt. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — 1° et 2° Les opérations de fourniture de logement sont soumises depuis le 1^{er} janvier 1968 à la taxe sur la valeur ajoutée au taux intermédiaire de 13 p. 100 en vertu des dispositions de l'article 14-2 c de la loi du 6 janvier 1966, à l'exception de celles réalisées par les hôtels classés de tourisme et les villages de vacances agréés qui bénéficient du taux réduit de 6 p. 100 aux termes de l'article 13 a de ladite loi. L'interprétation du texte légal accordant le taux réduit doit revêtir nécessairement un caractère restric-

tif et il n'est pas possible de donner une suite favorable à la demande de l'honorable parlementaire. Par ailleurs il convient de noter que les établissements hôteliers pourront bénéficier désormais de la déduction des taxes ayant grevé leurs achats de biens d'équipement et leurs frais généraux ; de ce fait la comparaison des charges fiscales ne peut être établie en retenant exclusivement les taux applicables avant et après le 1^{er} janvier 1968. 3° Afin de tenir compte des incidences nettes de la réforme fiscale, l'arrêté n° 25 464 du 27 décembre 1967, publié au Bulletin officiel des services des prix du 30 décembre 1967 a autorisé une majoration de 2 p. 100 des prix limites de location de chambre dans les hôtels non homologués « tourisme » et les maisons meublées. Cette majoration résulte de la compensation entre, d'une part, l'incidence mécanique due au changement d'imposition et, d'autre part, la déduction des diverses T. V. A. ayant grevé les achats nécessaires aux besoins de l'exploitation, déduction que peuvent désormais opérer les intéressés.

6596. — M. Deschamps expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un arrêté du 29 mars 1962, toujours en vigueur, prévoit que les abonnés au téléphone, qui mettent d'une manière habituelle ou fortuite leur poste à la disposition de leur clientèle ou du public pour l'établissement de communications téléphoniques, sont autorisés à percevoir une surtaxe dont le montant a été fixé par ledit arrêté. En conséquence de ce qui précède, les hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons acquittaient jusqu'alors une taxe, dite de prestations de service de 8,50 p. 100 sur le montant des communications réglées par leurs clients. A partir du 1^{er} janvier 1968 le nouveau régime de la taxe sur la valeur ajoutée portera l'impôt à régler au Trésor, à celui de 16,66 p. 100 lesquels répercutés donneront 20 p. 100 du prix de la communication. Il lui demande en conséquence : 1° si l'administration des P. T. T., dans le prix forfaitaire de la communication téléphonique qu'elle facture aux usagers, fera apparaître dorénavant la taxe que lesdits commerçants pourront déduire lors de leurs déclarations fiscales ; 2° dans le cas contraire, si les hôteliers, les restaurateurs et les débitants de boissons auront la possibilité de majorer le prix habituel qui leur est accordé par l'arrêté du 29 mars 1962, n° 24 611, de la différence qu'ils devront acquitter en plus soit 8,50 p. 100 à 16,66 p. 100, c'est-à-dire une augmentation de taxe de 8,16 p. 100 ou 8,88 p. 100 l'impôt devant être payé sur l'impôt. (Question du 25 janvier 1968.)

Réponse. — A compter du 1^{er} janvier 1968, la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 16,75 p. 100 applicable aux communications téléphoniques frappe uniquement la majoration que les hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons sont autorisés par les textes réglementaires à réclamer à leur clientèle en sus du tarif des P. T. T. Comme ces opérations étaient passibles de la taxe sur les prestations de services au taux de 8,50 p. 100 sur le prix global jusqu'au 31 décembre 1967, la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires a apporté dans ce domaine un allègement sensible de la charge fiscale.

6600. — M. Loo rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** sa question n° 412 publiée au *Journal officiel*, débats du 19 avril, page 656, et qui, malgré le délai de deux mois prévu par l'article 138 du règlement n'a pas encore été honorée d'une réponse neuf mois après avoir été posée et dans laquelle il lui demandait si un contribuable imposé forfaitairement au titre des T. C. A., des bénéfices industriels et commerciaux, peut faire l'objet d'une vérification générale par un agent polyvalent de l'administration des contributions directes. Il lui demande s'il entre dans ses intentions d'y répondre dans les plus brefs délais. (Question du 25 janvier 1968.)

Réponse. — La réponse à la question écrite n° 412 a été publiée au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 16 mars, page 786, 2^e colonne.

6640. — M. Alain Terrenoire rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 9 de la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation des véhicules terrestres à moteur prévoit qu'en cas de refus de garantie émanant des compagnies pour un risque aggravé, l'intéressé a la possibilité de s'adresser au « bureau central de tarification » qui, en possession des différents éléments du risque, décide d'une prime moyennant laquelle le risque en question doit trouver garantie légale. Il arrive de plus en plus fréquemment que les assureurs soient questionnés par des automobilistes n'ayant pas trouvé de compagnie susceptible de les garantir pour diverses raisons. Ces automobilistes s'adressant au « bureau central de tarification » doivent attendre plusieurs semaines avant d'être fixés définitivement et ne peuvent donc utiliser leur véhicule. Ce retard

tient probablement au fait que les mesures prévues à l'article 9 de la loi du 27 février 1958 devaient, à cette époque, être utilisées exceptionnellement alors qu'avec le temps, le nombre de dossiers présentés au « bureau central » est en augmentation vertigineuse, si bien que celui-ci, pour des raisons matérielles, ne peut répondre rapidement. Ces retards sont fâcheux, à la fois pour les automobilistes et pour les assureurs, c'est pourquoi il lui demande si ce problème a été étudié et s'il est possible d'espérer que des mesures seront envisagées afin que les automobilistes obligés d'utiliser ce moyen suprême, soient fixés rapidement de telle sorte qu'ils n'aient pas à rester sans garantie pendant une certaine période. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — Le titre III du décret du 7 janvier 1959 qui a organisé le bureau central de tarification sous la forme d'une réunion de représentants des assurés et des organismes d'assurances assistés d'un commissaire du Gouvernement nommé par le ministre de l'économie et des finances a prévu certains délais de procédure. C'est ainsi que, notamment, le silence d'une société pendant plus de dix jours après la réception d'une proposition d'assurance est assimilé à un refus de garantie permettant la saisine du bureau central de tarification et que les décisions du bureau doivent être notifiées dans le délai de dix jours sous la réserve du droit, pour le commissaire du Gouvernement, de demander un nouvel examen de l'affaire dans les cinq jours de la décision. Le temps nécessaire à l'examen des dossiers ne dépend pas seulement de la diligence du bureau mais également de celle mise par les intervenants à constituer et compléter leur dossier. Le bureau central de tarification doit, en effet, disposer des éléments nécessaires pour déterminer s'il peut valablement délibérer, c'est-à-dire si la procédure réglementaire de saisine a été respectée, et pour apprécier le caractère normal ou anormal des risques en raison des circonstances qui leur sont propres. Dans la pratique les décisions du bureau sont rendues dans le délai de deux semaines, en moyenne, après la constitution du dossier. Les assujettis à l'obligation d'assurance ont donc, d'une manière générale, le temps de souscrire un nouveau contrat au tarif fixé par le bureau avant l'expiration du préavis de résiliation du contrat précédent qui est réglementairement d'un mois. D'autre part, afin de pallier les conséquences fâcheuses qui pourraient résulter d'un délai anormal de la procédure, l'administration a obtenu des organismes professionnels d'assurance qu'ils recommandent à leurs adhérents de ne pas refuser à ceux de leurs assurés dont le contrat a été résilié et qui leur en font la demande une prolongation de garantie au-delà de la date de la résiliation et jusqu'à ce que le bureau central de tarification ait statué sur leur cas. Cette pratique, qui conduit les sociétés à continuer à garantir pendant un laps de temps des risques qu'elles jugent inassurables aux conditions du tarif de référence, est suivie par la quasi-totalité des sociétés d'assurance. Elle a permis d'éviter les inconvénients signalés par l'honorable parlementaire dans tous les cas où les assujettis ont pris soin de solliciter l'intervention du bureau central de tarification avant le moment où, la résiliation de leurs contrats étant devenue effective, ils se trouvent privés de la possibilité d'en demander le report en arguant de la saisine du bureau. Il est précisé que le nombre des affaires soumises au bureau central de tarification, bien qu'en augmentation depuis sa création, reste faible (107 dossiers en 1967) par rapport au nombre des contrats d'assurance de la responsabilité civile.

6678. — M. Alleinmat appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les dispositions de l'article 267 du code des marchés publics, livre III (ajouté décret n° 66-887 du 28 novembre 1966) qui stipule : « Lorsque les marchés portent, en tout ou partie, sur des prestations susceptibles d'être exécutées par des artisans ou des sociétés coopératives d'artisans, les collectivités ou établissements contractants doivent, préalablement à la mise à la concurrence, définir les travaux, fournitures ou services, qui, à ce titre, et dans la limite du quart du montant de ces prestations, à égalité de prix dans le cas d'adjudication, ou à équivalence d'offres dans le cas d'appel d'offres, seront attribués de préférence à tous autres soumissionnaires, aux artisans et aux sociétés coopératives d'artisans ». Le texte ne précise pas d'une façon explicite si les entreprises privilégiées (artisans, coopératives d'artisans et coopératives d'artistes) doivent prendre part à l'adjudication ou à l'appel d'offres, ou si elles peuvent bénéficier en fait d'un véritable droit de préemption. Il lui demande si en application des dispositions de l'article 267 précité, la limite du quart du montant des prestations réservées aux artisans ou aux sociétés coopératives d'artisans ayant été définie, les travaux réservés reviennent automatiquement aux artisans ou coopératives d'artisans intéressés qui ont fait préalablement la demande, le prix retenu étant celui présenté par le soumissionnaire le moins-disant, ou bien si les artisans et coopératives d'artisans doivent soumissionner comme les autres entreprises, et ce n'est seulement qu'à égalité de prix avec celles-ci que les travaux leur reviennent de droit. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — 1° Les dispositions des articles 266 à 271 accordant aux artisans et aux sociétés coopératives d'artisans un régime préférentiel dans l'attribution des marchés des collectivités locales reprennent les dispositions semblables des articles 69 à 74 du livre I^{er} relatif aux marchés de l'Etat. 2° Pour les deux catégories de marchés publics et pour pouvoir bénéficier desdites dispositions, les artisans et les sociétés coopératives artisanales doivent soumissionner aux adjudications, ou présenter des offres s'il s'agit d'appel d'offres, au même titre que tous les autres candidats. L'obligation pour les artisans et les sociétés coopératives artisanales de faire acte de candidature se trouve confirmée par la rédaction des articles 72 ou 269 du code des marchés publics qui précisent les modalités d'attribution « dans le cas ou plusieurs sociétés ou personnes prévues à l'article 69 (ou 266) ont déposé ... des soumissions... ».

6680. — M. Renouard attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur l'incidence des modifications du régime de la taxe à la valeur ajoutée (T. V. A.) sur le financement des travaux connexes aux opérations de remembrement. Il lui rappelle que sa circulaire en date du 15 septembre 1967 fixe les modalités d'application du décret n° 67-464 du 17 juin 1967. Cette réglementation différencie les collectivités locales et leurs établissements publics de collectivités privées ou des particuliers, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée dont l'application est prévue à compter du 1^{er} janvier 1968 devant être respectivement de 13 p. 100 et 16,66 p. 100. Il semble donc nécessaire de bien définir la nature des associations foncières créées pour réaliser les travaux connexes au remembrement afin que des interprétations différentes ne puissent être données quant à l'application du taux de la taxe sur la valeur ajoutée. Définies par l'article 37 du décret n° 37 du 7 janvier 1942, comme des établissements publics et assimilés aux communes quant à leurs droits et obligations et soumises aux mêmes règles de tutelle, les associations foncières de remembrement devraient être considérées comme des établissements publics de collectivités locales et passibles du taux de la taxe sur la valeur ajoutée réduit de 13 p. 100. Il lui demande de lui donner son avis sur cette importante question. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — L'article 14, 2^e f de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 soumet au taux intermédiaire de 13 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée les travaux immobiliers concourant à la construction, à la livraison, à la réparation ou à la réfection des voies et bâtiments de l'Etat et des collectivités locales, ainsi que de leurs établissements publics. En conséquence, les travaux immobiliers réalisés pour le compte des associations foncières de remembrement auxquelles la qualité d'établissement public a été attribuée par l'article 37 du décret n° 37 du 7 janvier 1942 peuvent bénéficier de ce taux.

6710. — M. Boudet expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en application de l'article 14-1 de la loi du 6 janvier 1966 les jus de fruits et de légumes sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux intermédiaire. Par contre, les concentrés de jus de pommes qui, jusqu'à présent, ont toujours été soumis au même taux que les jus de fruits, seront passibles de la taxe au taux normal de 16 2/3 p. 100. Il s'agit d'une boisson qui est consommée, notamment, dans de nombreuses collectivités publiques et privées. L'augmentation de la taxe pèsera de façon sensible sur les budgets de ces collectivités. D'autre part, le concentré de jus de pommes est fabriqué dans les départements de l'Ouest de la France — Bretagne, Normandie, Maine — où la production des pommes constitue un revenu important pour les petites et moyennes exploitations agricoles. Enfin, grâce à la fabrication des concentrés de jus de pommes de nombreuses distilleries ont pu être fermées ou reconverties. Il y a donc un intérêt, à la fois d'ordre social et économique, à encourager le développement de la fabrication des concentrés. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'envisage pas d'ajouter les concentrés de jus de pommes à la liste des produits auxquels s'appliquera la taxe sur la valeur ajoutée au taux intermédiaire. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — Aux termes de l'article 14-1 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, codifié sous l'article 280-1 du code général des impôts, le taux intermédiaire de 13 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée s'applique, notamment, aux jus de fruits. Les concentrés de jus de fruits, tels les concentrés de jus de pommes, ne peuvent, en l'état actuel des textes, bénéficier de ces dispositions; ils doivent donc supporter la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 16 2/3 p. 100. La mesure d'allègement sollicitée par l'honorable parlementaire ne peut être envisagée en raison des risques d'extension qu'elle comporterait pour d'autres produits également destinés à la fabrication de boissons, et pour les boissons autres que celles admises, par le texte susvisé, au bénéfice du taux intermédiaire.

6761. — M. Ansquer appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le caractère de l'« Opération vacances » lancée chaque année avant la période estivale. Il lui demande : 1° s'il

n'estime pas que cette campagne devrait être orientée essentiellement sur l'accueil alors qu'elle apparaît pour beaucoup de commerçants comme une opération répressive ; 2° si le secrétaire d'Etat au tourisme ne pourrait pas être chargé ou tout au moins associé pleinement à l'opération vacances qui le concerne directement. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — 1° Lancée en 1964 l'opération vacances a pour objectif essentiel le maintien de la stabilité des prix. Mais cet objectif s'est élargi ces dernières années vers la recherche de l'amélioration de l'accueil. Ce point a été particulièrement souligné lors de la réunion des préfets qui s'est tenue avant le lancement de l'opération 1967. L'attention des hôteliers et des restaurateurs a été attirée sur l'importance pour eux de retenir les touristes français et étrangers dans les régions touristiques françaises. Par ailleurs, il a toujours été précisé que loin de présenter un caractère coercitif à l'égard des professionnels, l'opération est axée sur la recherche d'une collaboration avec tous. A cet effet, dans chaque département, le préfet convoque le conseil départemental de l'opération vacances qui réunit autour de lui les représentants de tous les milieux intéressés. Il passe, en accord avec eux, des conventions par lesquelles les professionnels s'engagent à respecter certains prix. 2° Le secrétariat d'Etat au tourisme est associé chaque année aux travaux préparatoires de l'opération vacances. Ses représentants participent aux réunions de préfets, placées sous la présidence du ministre de l'économie et des finances, qui précèdent toutes les opérations. Des contacts sont également établis à ce sujet entre les services du commissariat général au tourisme et ceux du département.

6840. — M. Allainmat expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un entrepreneur de serrurerie exerçant précédemment son activité à Lorient et ayant transféré son établissement dans la zone industrielle de Caudan bénéficiant pour la réalisation de ses investissements de l'agrément spécial du Trésor en date du 21 novembre 1966, se voit refuser par son inspecteur des contributions directes le bénéfice de l'exonération d'imposition sur les plus-values pour la vente de son ancienne installation comprenant la maison d'habitation et l'atelier, le tout construit depuis plus de cinq ans, sous le prétexte que cet entrepreneur s'est livré à plusieurs cessions de parts de sociétés civiles immobilières de construction. Il est précisé que le promoteur de ces sociétés civiles immobilières demandait aux entrepreneurs adjuvataires des travaux de souscrire les parts d'origine pour garantir aux yeux des candidats souscripteurs l'achèvement des ouvrages. Les cessions de parts donnant vocation à des appartements étaient effectuées sans plus-values. La présomption d'intention spéculative n'existe donc pas. Dans ces conditions, il demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, dans le cas d'espèce, l'entrepreneur intéressé ne peut bénéficier de l'exemption d'imposition sur les plus-values pour sa maison d'habitation, étant donné d'autre part que le produit de la vente sera investi intégralement dans la construction d'une nouvelle demeure plus proche de son atelier et que pendant la durée de la construction, il devra louer un appartement. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — Il ne pourrait être utilement répondu à l'honorable parlementaire que si, par l'indication du nom et de l'adresse du contribuable visé dans la question, l'administration était mise en mesure de faire procéder à une enquête sur le cas particulier.

6842. — M. Roucaute expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les industriels forains se trouvent extrêmement défavorisés par l'extension de la taxe sur la valeur ajoutée au stade du détail et de l'artisanat. En effet, ceux-ci ne travaillant en moyenne que 180 jours par an, devront acquitter une taxe fixe, qui les amènera à payer pratiquement deux fois plus cher qu'un exploitant sédentaire. Par ailleurs, les intéressés, tributaires des saisons et des dates des fêtes foraines auxquelles ils participent, commencent souvent une année par une ville importante ce qui leur fait acquitter une taxe au taux maximum, alors que par la suite ils se cantonnent dans des villes de moyenne importance ou des villages. Il lui demande s'il ne lui semble pas équitable d'envisager une réduction de taxe pour les industriels forains, réduction qui ne devrait pas être inférieure à 50 p. 100. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — La question posée semble concerner la taxe annuelle sur les appareils automatiques. Une question analogue a déjà fait l'objet d'une réponse circonstanciée à laquelle l'honorable parlementaire est prié de bien vouloir se référer (question écrite n° 5093, Journal officiel, débats de l'Assemblée nationale n° 3 du 20 janvier 1968, p. 164).

6849. — M. Rossi appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que la franchise de 100 francs, décidée en faveur des personnes dont l'impôt sur le revenu des personnes

physiques ne dépasse pas 1.000 francs, ne s'appliquerait pas dans le cas où ces personnes disposent d'un crédit d'impôt supérieur au montant de l'impôt sur le revenu. Il lui demande si cette interprétation peut être considérée comme exacte, en soulignant qu'elle aboutirait à priver de la mesure d'allègement des contribuables dont l'impôt n'atteint pourtant pas 1.000 francs. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — La déduction exceptionnelle de 100 francs accordée aux contribuables dont la cotisation totale, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire afférents aux revenus de 1966 n'excédait pas 1.000 francs constitue une mesure de politique conjoncturelle : il importait donc, que cet allègement soit appliqué dans des conditions aussi simples et aussi rapides que possible. Il convenait, en outre, de tenir compte de l'état d'avancement, à la date à laquelle cette décision a été prise, des travaux d'assiette et de recouvrement de l'impôt, y compris de ceux qui concernent les remboursements dus au titre de l'impôt fiscal. Ces considérations ont conduit à décider que le montant à prendre en considération pour l'application de la déduction serait le montant net de la cotisation, tel qu'il est établi après application, le cas échéant, de l'impôt fiscal et des crédits d'impôt acquis par le contribuable. Cette déduction n'entraîne donc aucune modification des règles selon lesquelles cet avoir ou ces crédits sont pris en compte pour le calcul de la cotisation ou pour l'octroi d'un remboursement. Il s'ensuit que les contribuables qui se trouvent dans la situation exposée par l'honorable parlementaire n'ont droit à aucun remboursement complémentaire.

6849. — M. Belcour demande à M. le ministre de l'économie et des finances si un notaire ayant encaissé pour le compte de ses clients des intérêts de créances hypothécaires est tenu à la déclaration annuelle prévue par l'article 238 C. G. I. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — La déclaration des produits des placements à revenu fixe prévue à l'article 242 ter-I du code général des impôts doit être effectuée par les personnes publiques ou privées qui assurent le paiement desdits produits. Cette obligation incombe donc non seulement aux débiteurs qui assument eux-mêmes la charge du paiement des intérêts dont ils sont redevables, mais également aux personnes ou organismes qui paient pour le compte du débiteur à titre de mandataire. Il en est ainsi, notamment, des notaires qui, dans le cadre de leur profession, mettent en rapport des bailleurs de fonds et des emprunteurs et assurent le rôle de domiciliaires pour le paiement des intérêts.

6842. — M. Naveau expose à M. le ministre de l'économie et des finances que dans le cadre des dispositions qu'il vient de prendre récemment pour tenter de favoriser une relance de l'économie française et notamment la réduction de 40 p. 100 du tarif de la taxe de circulation des viandes en ramenant celle-ci de 22 à 15 centimes par kilogramme à partir du 1^{er} février. Il lui demande si dans un but de simplification de caractère fiscal et dans le souci d'augmenter la consommation de la viande par la diminution de son prix de vente, qui aurait en outre comme conséquence heureuse l'encouragement à la production, il n'envisage pas de supprimer purement et simplement cette taxe aujourd'hui périmée. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — La réduction de 10 centimes par kilogramme de viande nette du tarif de la taxe de circulation entraînera une diminution du rendement annuel de l'impôt de 240 millions de francs environ. Ce montant représente actuellement le maximum de la perte de recettes budgétaires susceptible d'être consentie. C'est pourquoi le Gouvernement n'envisage pas de supprimer la taxe de circulation sur les viandes.

6848. — M. Cousté rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'honorariat d'une fonction est conféré à ceux qui ont exercé effectivement cette fonction durant un certain nombre d'années, d'une façon particulièrement satisfaisante ; qu'il en est ainsi, par exemple, pour les anciens juges consulaires. Il lui demande en conséquence : 1° pour quels motifs les anciens conseillers du commerce extérieur ne peuvent prétendre à l'honorariat qu'après avoir atteint l'âge de soixante ans, d'où il résulte que sont nommés conseillers honoraires du commerce extérieur ceux qui ont fait une carrière d'exportateur et moins ceux qui ont exercé plusieurs mandats de conseiller actif d'une manière digne d'éloges ; 2° une telle conception de l'honorariat, retenue notamment par le dernier décret portant réforme de l'institution des conseillers du commerce extérieur pourrait être complétée en tenant compte de la suggestion développée ci-dessus. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — Les autorités de tutelle de l'institution des conseillers du commerce extérieur de la France entendent également que la

qualité des services rendus soit un élément déterminant pour la collation de l'honorariat. Ce principe leur a paru assez fermement établi pour qu'il ne soit pas nécessaire de définir dans un texte réglementaire la durée et la valeur de la contribution requise des candidats. Toutes les nuances de ces deux facteurs peuvent ainsi être prises en considération dans le respect de la conception traditionnelle de l'honorariat rappelée par l'honorable parlementaire. L'existence d'une limite d'âge pour postuler ce titre n'influe pas cette conception. Elle marque seulement l'intention des services publics d'inciter les conseillers à prolonger leur collaboration active aussi longtemps que possible. Cette règle, par elle-même, ne doit d'ailleurs jamais conduire à écarter un candidat, puisque la continuité des services n'est pas exigée et qu'il est toujours admis qu'un ancien conseiller puisse présenter sa demande au titre de services antérieurs.

7027. — M. Rosselli expose à M. le ministre de l'économie et des finances que depuis plusieurs années la Banque de France ne peut plus distribuer aux banques et aux comptables publics des pièces de 0,01 et de 0,02 franc et que, depuis quelques mois, c'est la même situation pour les pièces de 0,05 franc. Cette pénurie est particulièrement préjudiciable au petit commerce et aux organismes tenus de faire l'appoint. Il lui demande de préciser : 1° les raisons pour lesquelles le service des monnaies n'est pas en mesure de faire face à la demande de pièces de 0,01 franc et de 0,05 franc ; 2° les mesures prises pour remédier dans le plus court délai à cet état de fait et à quelle date la situation sera régularisée ; 3° s'il est envisagé d'autoriser un arrondissement à 0,10 franc ; 4° toutes les mesures prises pour que les jetons de monnaie soient mis à la disposition du public dans tous les cas où cela est nécessaire. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — 1° et 2° La pénurie de petites coupures de monnaies divisionnaires, déjà signalée depuis quelques mois en divers points du territoire, soit directement par des usagers, soit par des chambres de commerce, ne provient pas, comme il peut paraître au premier abord, du nombre insuffisant de pièces émises. En effet, en ce qui concerne les pièces de la valeur de 1 et 2 centimes, aux 180 millions de pièces de 1 centime qui ont jusqu'à présent été émises, et dont la frappe se poursuit au rythme de 50 millions de pièces par an, s'ajoutent plus de 1.200 millions de pièces de 1 ancien franc et 500 millions de pièces de 2 anciens francs, mises précédemment en circulation et n'ayant fait l'objet d'aucune mesure de retrait. La pénurie ne peut s'expliquer que par la réticence d'une partie du public à se servir de ces monnaies de faible valeur, dont l'emploi se restreint à des transactions limitées et que les usagers ont souvent tendance, pour cette raison, à distraire de la circulation courante. Au regard de cette situation, une fabrication plus intensive des pièces de 1 centime paraîtrait devoir être inopérante ; c'est la raison pour laquelle, eu égard, par ailleurs, au prix de revient relativement élevé de cette pièce, il n'a pas été jugé opportun de recourir à une telle mesure. En ce qui concerne les pièces de 5 centimes et de 1 demi-franc, le nombre des coupures dépasse respectivement 500 millions de pièces et 300 millions de pièces et la production est assurée en fonction des besoins de la circulation ; pour 1968, le programme de frappe prévoit 100 millions de pièces de 5 centimes et 58 millions de pièces de 1 demi-franc. 3° Il n'est pas actuellement envisagé d'autoriser un arrondissement à 0,10 franc des prix, qui demeurent soumis à une réglementation prise en application des dispositions de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945. En effet, non seulement ces prix concernent, pour la plupart, des produits alimentaires auxquels les pouvoirs publics attachent une signification particulière du fait de leur grande diffusion dans le public, mais encore un alignement de cette nature entraînerait des aménagements de prix importants — tant en valeur absolue que relative — dont il y a lieu de présumer qu'ils se réaliseraient, le plus souvent, au détriment des consommateurs. 4° Les émissions de monnaies d'appoint, accrues chaque année en fonction des besoins réels de la circulation, ont progressé comme suit, de 1960 à 1967 : pièces de 0,01 franc : + 30 p. 100 ; pièces de 0,02 franc : + 10 p. 100 ; pièces de 0,05 franc : + 38 p. 100 ; pièces de 1 demi-franc : + 76 p. 100.

7049. — M. Bilbeau expose à M. le ministre de l'économie et des finances les difficultés occasionnées à l'élevage français par la double fiscalité qui pèse sur la viande : taxe sur la valeur ajoutée et taxe de circulation. Pourtant le développement de la production de viande apparaît de plus en plus souhaitable, tant pour garantir des revenus suffisants aux exploitations familiales que pour assurer à notre pays l'équilibre de sa balance commerciale. Les dernières statistiques de la confédération nationale de l'élevage font état pour les onze premiers mois de 1967 d'un déficit de 429 millions de francs actuels dans nos échanges extérieurs, toutes viandes. La double fiscalité qui pèse sur la viande accroît l'écart existant entre

le prix payé au producteur et celui versé par le consommateur, c'est donc un facteur de vie chère et de bas prix à la production qui a le double effet de décourager les producteurs et de limiter les débouchés. Le Gouvernement a dû tenir compte des protestations soulevées par cette fiscalité excessive et le conseil des ministres du 24 janvier a réduit la taxe de circulation sur la viande de 25 francs à 15 francs aux 100 kilogrammes. En conséquence, il lui demande s'il ne croit pas nécessaire d'aller plus loin et de supprimer totalement la taxe de circulation sur la viande étant donné que la taxe sur la valeur ajoutée à 6 p. 100 assure un prélèvement fiscal déjà très élevé. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — La réduction de 10 centimes, par kilogramme de viande nette, du tarif de la taxe de circulation entraînera une diminution du rendement annuel de l'impôt de 240 millions de francs environ. Ce montant représente actuellement le maximum de la perte de recettes budgétaires susceptible d'être consentie. C'est pourquoi le Gouvernement n'envisage pas de supprimer la taxe de circulation sur les viandes.

7166. — M. Jacques Barrot appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des entreprises de transports routiers de voyageurs auxquelles l'application du taux de 13 p. 100 pour l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée impose une charge qui leur est très difficile de supporter. Si des décisions ne sont pas prises en faveur de cette catégorie de professionnels, un grand nombre de ceux-ci seront dans l'obligation de cesser leur activité et cette disparition causera une gêne aux populations rurales. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de donner une suite favorable aux requêtes formulées par ces entreprises tendant à obtenir : 1° la réduction à 6 p. 100 du taux de la taxe sur la valeur ajoutée qui leur est applicable (en Allemagne, les services réguliers de transports de voyageurs inférieurs à 50 km sont imposés à 50 p. 100 du taux normal — soit 5 p. 100 — et en Hollande, on prévoit un taux de 4 p. 100) ; 2° la possibilité de déduire de la taxe sur la valeur ajoutée dont elles sont redevables, le montant des taxes incorporées dans le prix des carburants et le coût des primes d'assurance. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — 1° Les dispositions de l'article 14-2-a de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 soumettent expressément les transports de voyageurs au taux intermédiaire de 13 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée. S'agissant d'une disposition législative, il n'est pas possible d'accorder à cette branche d'activité le bénéfice du taux réduit de 6 p. 100 qui revêt, d'ailleurs, un caractère très exceptionnel en matière de prestations de services. 2° L'article 4 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, qui confirme, sur ce point, les dispositions de l'ordonnance n° 59-109 du 7 janvier 1959, prévoit expressément que la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les produits pétroliers n'est jamais déductible par l'utilisateur final. La dérogation demandée par l'honorable parlementaire ne manquerait pas, si elle était accordée, d'être invoquée par d'autres catégories d'utilisateurs qui seraient, sans doute, en mesure de tirer argument, dans des conditions analogues, de l'intérêt économique de leur activité. En raison de leurs incidences budgétaires, de telles demandes ne peuvent être prises en considération. Quant aux primes d'assurances, elles ne peuvent être prises en considération en matière de récupération au titre de la taxe sur la valeur ajoutée, puisqu'elles ne sont pas soumises à cette taxe. 3° La détaxe sur l'essence agricole prévue à l'article 265 quater du code des douanes est accordée dans la limite d'un contingent qui, chaque année, est fixé par la loi de finances. Elle est réservée strictement à certaines activités et ne peut être étendue, par voie d'assimilation, à d'autres activités, ce qui léserait d'ailleurs les exploitants agricoles.

7233. — M. Estier appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le fait que les services extérieurs du Trésor, en plus de leurs tâches traditionnelles qui augmentent sans cesse, sont de plus en plus sollicités par les questions économiques auxquelles ils ont naturellement vocation. Or, ces services, au dévouement desquels le ministre a bien voulu récemment rendre hommage, fonctionnent actuellement dans des conditions très difficiles. C'est ainsi que de nombreux postes ruraux sont en intérim et que la plupart des postes urbains n'ont pas l'effectif en rapport avec leur expansion souvent considérable. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour pallier les inconvénients de cette situation, notamment par la création d'emplois d'encadrement et d'exécution dans le budget de 1969. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — La situation et les difficultés décrites par l'honorable parlementaire retiennent l'attention du ministre de l'économie et des finances. Elles ont l'objet des préoccupations constantes de la direction de la comptabilité publique. Parallèlement aux renforcements des effectifs des postes les plus chargés, renforcements

opérés dans la limite des moyens consentis au titre du budget de l'exercice 1968, des actions multiples sont menées afin d'alléger les tâches et d'améliorer la productivité des services. Un effort systématique de codification des réglementations applicables et de normalisation des règles de la comptabilité publique est conduit depuis plusieurs années. La mécanisation des services est activement poussée, aussi bien dans le domaine de l'équipement en matériel électronique que dans celui des machines électrocomptables. Par ailleurs, afin de mettre un terme aux intérim de postes comptables, le recrutement d'inspecteurs stagiaires du Trésor a été intensifié. Le recensement, actuellement en cours, des tâches des postes comptables permettra de prendre une vue d'ensemble des besoins du réseau comptable. Les résultats de ce recensement serviront, bien entendu, de base à l'effort budgétaire qui sera poursuivi, afin de permettre aux services du Trésor d'assurer l'exécution de leurs missions.

7251. — M. Périllier appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation de plus en plus difficile des transporteurs publics routiers de voyageurs du fait de la baisse croissante de leur trafic. Considérant que la réduction massive de leur activité porterait un grave préjudice aux moins favorisés et à la vie économique des localités rurales qu'ils desservent, demande s'il lui serait possible d'envisager l'adoption des mesures suivantes en faveur des entreprises de transports intéressées : a) application du taux réduit de 6 p. 100 comme pour les hôtels de tourisme ; b) possibilité de déduire de la taxe sur la valeur ajoutée les taxes frappant les carburants et les assurances, faute de quoi la taxe acquittée par elles est supérieure à la « valeur ajoutée ». (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — 1° Les dispositions de l'article 14-2-a de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 soumettent expressément les transports de voyageurs au taux intermédiaire de 13 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée. S'agissant d'une disposition législative il n'est pas possible d'accorder à cette branche d'activité le bénéfice du taux réduit de 6 p. 100 qui revêt, d'ailleurs, un caractère très exceptionnel en matière de prestations de services. 2° L'article 4 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, qui confirme, sur ce point, les dispositions de l'ordonnance n° 59-109 du 7 janvier 1959, prévoit expressément que la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les produits pétroliers n'est jamais déductible par l'utilisateur final. La dérogation demandée par l'honorable parlementaire ne manquerait pas, si elle était accordée, d'être invoquée par d'autres catégories d'utilisateurs qui seraient, sans doute, en mesure de tirer argument, dans des conditions analogues, de l'intérêt économique de leur activité. En raison de leurs incidences budgétaires, de telles demandes ne peuvent être prises en considération. Quant aux primes d'assurance, elles ne peuvent être prises en considération en matière de récupération au titre de la taxe sur la valeur ajoutée, puisqu'elles ne sont pas soumises à cette taxe. 3° La détaxe sur l'essence agricole prévue à l'article 265 du code des douanes est accordée dans la limite d'un contingent qui, chaque année, est fixé par la loi de finances. Elle est réservée strictement à certaines activités et ne peut être étendue, par voie d'assimilation, à d'autres activités, ce qui léserait d'ailleurs les exploitants agricoles.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

3426. — M. du Halgouët demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il compte utiliser souvent par ses services le motif suivant, pour refuser d'attribuer un permis de construire : « Il apparaît que la réalisation de l'immeuble d'habitation susvisé qui ne serait pas rattaché à une exploitation agricole serait de nature à porter atteinte au caractère rural des lieux avoisinants. » (Question du 9 septembre 1967.)

Réponse. — L'honorable parlementaire pose le problème des constructions situées sur des territoires qui ne sont pas, par principe, destinés à être urbanisés. Lorsqu'il s'agit d'un territoire couvert par un plan d'urbanisme, les dispositions du plan permettent de connaître les constructions qu'il est possible d'autoriser ou d'interdire et la formule en question n'a pas lieu de s'appliquer. Dans les autres cas, l'administration applique le décret n° 61-1298 du 30 novembre 1961, et notamment l'article 21 qui permet effectivement d'interdire toute construction de nature à porter atteinte au caractère rural des lieux avoisinants. Par définition, les zones rurales sont soit réservées à l'activité agricole, soit, en raison de leur caractère propre, destinées à subsister en l'état de landes, forêts ou campagnes. Certes, des constructions autres que les bâtiments nécessaires aux exploitations agricoles, notamment des maisons individuelles, peuvent y être admises selon une faible densité de construction, c'est-à-dire sur des terrains de grandes dimensions. Il peut advenir toutefois que, malgré le respect de ces conditions, les bâtiments projetés soient de nature, par leur situation, leur importance ou leurs caractéristiques, à dénaturer les zones rurales en cause. Dans une telle

éventualité, le permis de construire ne peut être accordé et le motif de refus cité, fondé sur l'article 21 du décret n° 61-1298 du 30 novembre 1961 doit effectivement être opposé au pétitionnaire. Il serait souhaitable que l'honorable parlementaire porte à la connaissance de l'administration le cas précis qui a motivé sa question.

6219. — M. Ansquer rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement que les permis de construire relatifs aux locaux industriels dépassant 2.000 mètres carrés sont instruits et délivrés par l'administration centrale du ministère de l'équipement et du logement. Il s'ensuit une lourdeur administrative et des délais d'attente incompatibles avec le dynamisme des entreprises et la volonté du Gouvernement de décentraliser les décisions. C'est pourquoi, il lui demande si des mesures nouvelles sont envisagées pour donner aux préfets le pouvoir d'examen et de délivrance des permis de construire industriels. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — L'instruction des demandes de permis de construire concernant les bâtiments à usage industriel d'une superficie de planchers supérieure à 2.000 mètres carrés est essentiellement assurée par le directeur départemental de l'équipement, dans les conditions fixées par le décret n° 61-1036 du 13 septembre 1961 modifié. La compétence du ministre de l'équipement et du logement pour délivrer, au terme de cette instruction, le permis de construire sollicité est justifiée par des considérations techniques et par des considérations économiques. Au titre des premières, la nécessité de s'assurer minutieusement de la conformité du projet avec un certain nombre de règles ayant trait notamment à l'hygiène, à la sécurité et à la protection des biens et des personnes ne saurait être contestée compte tenu des conséquences graves qu'entraînerait une méconnaissance de ces règles. Du point de vue économique, les projets en cause concernent des installations déjà suffisamment importantes pour qu'elles méritent d'être confrontées avec les directives du Gouvernement concernant l'aménagement du territoire, et plus spécialement la localisation des industries. Seule une autorité unique et centrale est en mesure d'avoir la vue d'ensemble qui est indispensable en la matière. Le souci de déconcentrer les décisions n'est d'ailleurs pas méconnu en l'occurrence. Il est rappelé à cet égard qu'avant la réforme instituée par le décret du 13 septembre 1961, le ministre était compétent pour la création d'une superficie de planchers à usage industriel égale ou supérieure à 500 mètres carrés et pour l'extension, même très minime, d'un établissement existant dès lors qu'il devait atteindre le seuil précité. Par contre, depuis la réforme, le ministre n'est compétent qu'au-delà de 2.000 mètres carrés et, s'agissant d'une industrie existante, que dans la mesure où l'extension est elle-même supérieure à ce chiffre. Enfin, il convient d'observer que, sauf cas exceptionnel, le temps nécessaire par les contrôles décrits ci-dessus et la signature de la décision à l'échelon ministériel, est restreint et s'inscrit dans le délai réglementaire d'instruction du dossier.

6463. — M. Mainguy appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur le décret n° 67-223 du 17 mars 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. L'article 10 du décret prévoit que : « dans les six jours de la convocation (à une assemblée générale), un ou plusieurs copropriétaires ou le conseil syndical, s'il en existe un, notifient à la personne qui a convoqué l'assemblée les questions dont ils demandent l'inscription à l'ordre du jour. Ladite personne notifiée aux membres de l'assemblée générale un état de ces questions cinq jours au moins avant la date de cette réunion ». Il lui demande à qui incombe la charge des frais entraînés par cette procédure. Il souhaiterait savoir si ceux-ci doivent être supportés par le syndicat des copropriétaires comme le sont les convocations à l'assemblée générale, ou seulement mis à la charge de l'auteur de la question complémentaire. Celle-ci concernant l'ensemble de la copropriété et étant donc d'intérêt général, il apparaîtrait normal que ces frais soient supportés par l'ensemble de la copropriété. Le problème ainsi posé n'est pas négligeable sur le plan financier puisque une lettre recommandée avec accusé de réception, y compris les frais de confection, revient à environ 3,50 francs l'unité. S'il s'agit d'un ensemble de 1.000 copropriétaires, un copropriétaire voulant utiliser le droit que lui donne l'article précité aurait donc à déboursier une somme de 3.500 francs. Une telle dépense ne saurait évidemment être engagée par un seul copropriétaire, car alors la procédure envisagée porterait en elle-même sa propre interdiction d'application. Si les frais ne pouvaient être mis à la charge de l'ensemble des copropriétaires peut-être conviendrait-il alors de modifier les dispositions du texte précité, de telle sorte que les questions complémentaires ainsi posées figurent sous la rubrique « Questions diverses » à l'ordre du jour de l'assemblée générale. Ces questions seraient alors discutées au cours de celle-ci, sans qu'il soit nécessaire de diffuser un ordre

du jour complémentaire, préalablement à la réunion, à tous les copropriétaires. (Question du 27 janvier 1968.)

Réponse. — L'état des questions dont les copropriétaires ont demandé, dans les formes et délais prévus par l'article 10 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale est le seul additif régulier à l'ordre du jour contenu dans la convocation de l'assemblée. Il en constitue un complément inéluctable et indissociable. Dès lors, sous réserve de l'appréciation des tribunaux, les règles relatives à la forme ainsi qu'à l'imputation et à la répartition des dépenses concernant la convocation de l'assemblée sont applicables à l'ordre du jour complémentaire. En conséquence : 1° les frais de notification de l'ordre du jour complémentaire ainsi que, le cas échéant, des documents annexes, lorsque ce complément porte sur des questions visées à l'article 11 du décret, incombent au syndicat dont ils constituent des dépenses d'administration, sauf décision contraire des tribunaux, par exemple en cas d'abus de droit; 2° la notification de l'ordre du jour complémentaire comme celle de la convocation et des documents qui leur sont annexés peut valablement résulter, aux termes de l'article 63, alinéa 2, du décret du 17 mars 1967, d'une remise contre émargement ou récépissé; ce procédé de notification, plus rapide et moins onéreux que la voie postale, peut être réalisé notamment par l'intermédiaire d'un préposé du syndicat ou du syndicat (concierge, gardien). En outre, il y a lieu de rappeler que, si les questions diverses peuvent toujours figurer à l'ordre du jour d'une assemblée générale des copropriétaires, cette assemblée ne délibère valablement, en vertu des dispositions d'ordre public de l'article 13 du décret du 17 mars 1967, que sur les questions inscrites à l'ordre du jour et dans la mesure où les notifications ont été faites conformément aux dispositions des articles 9 et 11 dudit décret.

6893. — M. Roucaute expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que, depuis 1948, les conducteurs de travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) attendent leur reclassement. Classé en catégorie C, le corps des conducteurs de travaux publics de l'Etat a fait l'objet, de la part du conseil supérieur de la fonction publique, de deux avis favorables pour son passage dans la catégorie B, l'un le 23 décembre 1952, l'autre le 19 octobre 1959. Le principalat issu de la réforme des structures des services extérieurs des ponts et chaussées n'est accessible qu'à 20 p. 100 de l'effectif. Il lui demande si, dans la nouvelle réforme, seront pris en compte les avis favorables du conseil supérieur de la fonction publique en vue du classement en catégorie B de l'ensemble du corps des conducteurs des travaux publics de l'Etat. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — Lors du premier plan de réforme organique et fonctionnelle des services des ponts et chaussées il a été procédé, dans le cadre du décret n° 61-1142 du 16 octobre 1961, à la création des grades de conducteur et de conducteur principal des travaux publics de l'Etat par suppression de l'emploi de conducteur de chantiers. Ces grades sont classés dans la catégorie C des emplois de l'Etat, mais bénéficient d'indices bruts de rémunération plus avantageux, soit 225-405. Au titre de la seconde étape de la réforme de structures des ponts et chaussées il est entrepris, en vue d'une productivité accrue, une rénovation du service routier qui conduit à des aménagements d'effectifs comportant une augmentation progressive, à partir de 1967, de la proportion des conducteurs principaux qui favorise les promotions. Poursuivant ses efforts, l'administration offre des facilités plus grandes à cette catégorie de fonctionnaires par un accès élargi aux grades de techniciens des travaux publics de l'Etat (classés précisément en catégorie B des emplois de l'Etat) puisque le pourcentage des emplois à pourvoir par la voie de l'examen professionnel qui leur est réservé vient d'être porté de 10 à 15 p. 100; les centres de formation professionnelle se consacrent par ailleurs à diverses actions pour faciliter cette promotion sociale par une intervention plus marquée dans la préparation aux examens. La situation des conducteurs des travaux publics de l'Etat fait d'autre part l'objet d'un examen particulièrement attentif dans le cadre des réformes statutaires qui doivent résulter de la fusion des anciennes administrations des ponts et chaussées et de la construction.

6993. — M. Pierre Cornet demande à M. le ministre de l'équipement et du logement les mesures qu'il entend prendre, au cas d'une éventuelle fermeture des chemins de fer départementaux du Vivarais, pour que puisse être assurée, d'une manière permanente et dans de bonnes conditions de sécurité, notamment pendant la période d'hiver, la circulation des transports en commun des voyageurs, et particulièrement des populations scolaires, ainsi que le trafic lourd : a) mesures concernant l'infrastructure; aménagement ou amélioration des routes; b) mesures concernant la superstructure: équipement en chasse-neige, renforcement des équipes d'entretien, salage et sablage des routes notamment. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — La question posée concerne le ministère de l'équipement. En vue du transfert sur la route des divers transports actuellement assurés par le rail dans les départements intéressés, des décisions ont été prises en accord avec le ministre des transports et, pour la question de financement, avec le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'aménagement du territoire: 1° c'est ainsi qu'en ce qui concerne l'infrastructure, un programme financier prioritaire a été établi, portant sur les trois dernières années du V^e Plan. Ce programme doit permettre, au moyen de crédits provenant pour parts égales du F. I. A. T. et du F. S. I. R., d'engager dans cette période les travaux essentiels et de lancer rapidement les plus urgents. Ces travaux consisteront notamment, selon les caractéristiques actuelles des routes appelées à recevoir les services de remplacement, en redressements de virages, améliorations de chaussées, aménagements de points singuliers et créations de zones de doublement pour les cars et camions; 2° si l'on n'a pas échappé que les départements touchés par la fermeture du chemin de fer du Vivarais connaissent des périodes d'hiver difficiles, que l'accroissement du trafic devant résulter de cette mesure rendra plus sensibles. Outre l'amélioration qu'apporteront, à ce point de vue, les aménagements d'infrastructure ci-dessus, on peut indiquer que l'équipement dont disposent les services locaux doit leur permettre de surmonter les difficultés hivernales, même compte tenu des impératifs nouveaux auxquels la route aura dès lors à faire face.

7106. — M. Valentino expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que le décret n° 56-321 du 27 mars 1956 portant codification, sous le nom de code des ports maritimes, des textes législatifs concernant les ports maritimes a repris au livre IV les dispositions de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 relative à l'organisation du travail de manutention dans les ports et lui demande si les articles 84 à 107 dudit code sont applicables dans les départements d'outre-mer. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — L'article 25 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 stipule que: « La présente loi est applicable à l'Algérie et aux départements d'outre-mer dans des conditions qui seront fixées par décret. Elle pourra être rendue applicable par décret aux territoires de la France d'outre-mer. Mais d'autre part, l'article 1^{er} de ladite loi dispose que les ports maritimes de commerce de la métropole dont le trafic est suffisant pour justifier la présence d'une main-d'œuvre permanente d'ouvriers dockers sont désignés par arrêté du ministre des travaux publics et du ministre chargé du travail ». Jusqu'à ce jour, le trafic des ports de commerce des départements d'outre-mer n'a pas été jugé suffisant pour justifier la mise en application de la loi du 6 septembre 1947. C'est la raison pour laquelle le décret étendant l'application de la loi aux départements d'outre-mer n'est jamais intervenu. En conséquence, les articles 84 à 107 du code des ports maritimes ne sont pas applicables dans ces départements.

7147. — M. Boscher expose à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'une entreprise a, en faisant apport de sa contribution de 1 p. 100, obtenu d'un promoteur immobilier la réservation d'un certain nombre de logements pour ses ressortissants. Ceux-ci ont été amenés à signer, à leur entrée dans les lieux, un bail de trois, six et neuf années. Dans la mesure où un de ces locataires a depuis cessé d'appartenir au personnel de la firme ayant réservé le logement par le versement susindiqué, le propriétaire lui oppose ce licenciement pour ne pas procéder au renouvellement du bail, lors de l'échéance d'une des périodes triennales. Il lui demande si cette attitude est conforme aux lois et règlements en vigueur. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — La réglementation relative à la participation des employeurs à l'effort de la construction ne comporte pas de disposition particulière concernant la location des logements qui ont bénéficié d'un financement à ce titre. En conséquence, les règles du droit commun s'appliquent, c'est-à-dire, en particulier, les clauses du bail. Il en est notamment ainsi pour juger du droit au maintien dans les lieux de leurs attributaires, problème qui a plus particulièrement retenu l'attention de l'honorable parlementaire.

7178. — M. Longueue expose à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'en application de l'arrêté interministériel en date du 14 octobre 1963, les organismes d'H. L. M. sont habilités à réclamer à leurs locaux une indemnité en sus de leur loyer lorsque la vérification des ressources a permis de constater le dépassement d'un certain plafond. Cette indemnité appelée « sur-loyer » est calculée au moyen d'un pourcentage appliqué au montant du loyer. D'autre part, le décret n° 63-1027 du 14 octobre 1963 a ajouté un article 1^{er} bis au décret du 27 mars 1954 fixant les conditions d'attribution des logements des organismes d'H. L. M.

qui prévoit : « A partir du moment où l'organisme peut mettre à la disposition des locataires ou occupants un logement répondant aux caractéristiques définies à l'article 6 de l'arrêté du 13 octobre 1963 et à leurs besoins personnels ou familiaux, la procédure d'expulsion doit être engagée par l'organisme contre les locataires ou occupants qui refusent cette offre ». Il en résulte que si un organisme d'H. L. M. dispose de logements du type I. L. N., il doit les offrir aux locataires dont les ressources dépassent le plafond réglementaire et si ceux-ci refusent le local proposé, l'organisme se trouve dans l'obligation d'engager une procédure d'expulsion à leur encontre. Ces prescriptions impératives paraissent de nature à entraîner des conséquences fâcheuses pour les locataires des logements H. L. M. construits après le 3 septembre 1947 dont les ressources dépassent les plafonds prévus pour l'admission à leur logement. Leur expulsion est, en effet, susceptible de provoquer dans la plupart des cas des perturbations d'ordre professionnel ou familial. Il lui demande : 1° s'il a l'intention d'étendre le surloyer aux constructions antérieures à 1967 ; 2° combien de procédures d'expulsions ont été engagées depuis le mois d'octobre 1963 en application du décret précité ; 3° s'il envisage d'assouplir cette réglementation afin d'éviter les expulsions. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — 1° L'extension de l'application des plafonds de ressources à l'ensemble du patrimoine H. L. M. ancien est une des mesures récemment arrêtées par le Gouvernement. Elle répond à la volonté des pouvoirs publics de réserver ces logements, auxquels s'appliquent les loyers H. L. M. relativement les moins élevés, aux ménages de ressources modestes. L'extension du surloyer est une conséquence nécessaire et directe de la mesure précédente. 2° Les procédures d'expulsion sont engagées par les organismes d'H. L. M. qui ne sont pas tenus de rendre compte à l'administration de tutelle. Le renseignement demandé ne peut donc être donné de façon précise. Cependant, aux termes du décret n° 63-1027 du 14 octobre 1963, l'expulsion est subordonnée au refus préalable d'un logement I. L. N. correspondant aux besoins personnels ou familiaux du locataire. Dans ces conditions, le nombre des procédures d'expulsion engagées n'a pu être que très limité. 3° Compte tenu de l'abaissement des plafonds de ressources ayant droit à l'accès aux logements H. L. M. locaux qui vient d'être décidé, 78 p. 100 de la population urbaine salariée peut se loger en H. L. M. Par ailleurs, ainsi qu'il vient d'être rappelé, l'obligation de procéder à expulsion s'applique exclusivement aux locataires qui, ne répondant plus aux exigences de ressources, ont refusé l'offre d'un logement correspondant à leurs besoins personnels ou familiaux. Dans ces conditions, la question posée par l'honorable parlementaire appelle une réponse négative.

7177. — M. Longueue expose à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'en application de l'arrêté interministériel en date du 14 octobre 1963, les organismes d'H. L. M. doivent réclamer à leurs locataires occupant des appartements construits après le 3 septembre 1947 une indemnité en sus de leur loyer lorsque leurs ressources dépassent un certain plafond. En outre, le décret n° 63-1027 du 14 octobre 1963 a ajouté un article 1° bis au décret du 27 mars 1954 fixant les conditions d'attribution des logements des organismes d'H. L. M. qui prévoit : « A partir du moment où l'organisme peut mettre à la disposition des locataires ou occupants un logement répondant aux caractéristiques définies à l'article 6 de l'arrêté du 13 octobre 1963 et à leurs besoins personnels ou familiaux, la procédure d'expulsion doit être engagée par l'organisme contre les locataires ou occupants qui refusent cette offre ». D'autre part, l'obligation faite aux offices d'H. L. M. de muter en I. L. N. leurs locataires dont les ressources dépassent le plafond, au besoin en engageant une procédure d'expulsion, est susceptible dans de nombreux cas de provoquer des perturbations d'ordre professionnel ou familial, en particulier dans les grandes villes où la mutation oblige à un changement de quartier. Il lui demande : 1° combien de procédures d'expulsions ont été engagées depuis le mois d'octobre 1963 en application du décret du 27 mars 1954 modifié ; 2° s'il envisage d'assouplir la réglementation notamment en laissant à l'organisme d'H. L. M. le soin de décider de l'opportunité d'engager une procédure d'expulsion. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — 1° L'honorable parlementaire est invité à se reporter à la réponse donnée au deuxième point de sa question écrite n° 7178 en date du 19 février 1968. 2° L'honorable parlementaire est invité à se reporter à la réponse donnée au troisième point de sa question écrite n° 7178 en date du 19 février 1968.

7244. — M. Montagne demande à M. le ministre de l'équipement et du logement comment il entend, dans le cadre d'un véritable aménagement du territoire, limiter l'accroissement de la population parisienne, et donc de ne pas le favoriser ainsi qu'il vient d'être fait en décidant d'accorder à la région parisienne une augmentation des prêts complémentaires familiaux à la construction supé-

rieure, semble-t-il, de 35 p. 100 à celle accordée en province. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — Le taux de majoration des prêts familiaux qui vient d'être décidé par le Gouvernement, tant dans le secteur H. L. M. que dans celui des primes à la construction et prêts spéciaux du Crédit foncier, est effectivement de 40 p. 100 en province et 75 p. 100 en région parisienne. Il conduit à un relèvement moyen du montant du prêt global (prêt principal + prêt familial) de 10 p. 100 en province et 20 p. 100 en région parisienne. La différence entre la province et la région parisienne a pour objet de remédier au fait que les prêts en région parisienne couvraient une fraction sensiblement plus faible des prix de revient qu'en province. La région parisienne ne se trouve donc pas favorisée par cette mesure, mais mise sensiblement à parité.

7245. — M. Sudreau expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que de nombreux propriétaires que les articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 autorisent à reprendre leur immeuble pour s'y loger ou loger leurs enfants, en sont empêchés du fait de l'article 22 de la même loi, si l'occupant des lieux y exerce sa profession. Cette situation apparaît particulièrement préjudiciable aux propriétaires âgés, empêchés de finir leurs jours sous leur propre toit et pour lesquels la majoration de loyer pour usage professionnel ne compense en rien cette privation de logis familial. Son maintien est d'autant plus difficile à justifier que les locataires professionnels entrés dans les lieux postérieurement au 1^{er} septembre 1948 ne sont pas protégés contre le droit de reprise. Il demande dans quel délai le Gouvernement compte faire aboutir la modification de la législation en vigueur envisagée sur ce point et s'il ne conviendrait pas en premier lieu d'exclure du champ d'application de l'article 22 les cas dans lesquels le propriétaire, au bénéfice duquel s'exerce le droit de reprise, a plus de soixante-cinq ans. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — L'article 22 de la loi du 1^{er} septembre 1948 a conservé son texte d'origine. De plus, l'interprétation jurisprudentielle en a restreint la portée. Ainsi la reprise a été considérée comme possible contre le fils, devenu locataire personnel après le décès de son père, sans qu'on puisse tenir compte de la période antérieure pendant laquelle il exerçait sa profession dans le local loué à son père (Cour de cassation chambre sociale, 6 décembre 1961). Dans ces conditions, la situation évoquée par l'honorable parlementaire ne peut être que de caractère exceptionnel. En tout état de cause, les dispositions de l'article 22 de la loi du 1^{er} septembre 1948 ne pourraient être modifiées que par voie législative.

7314. — M. Halbout, se référant à la réponse donnée à la question écrite n° 4148, de M. Favre (Journal officiel, débats Assemblée nationale du 29 novembre 1967, page 5337), expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que la procédure prévue par l'article 186 du code de l'urbanisme et de l'habitation, pouvant être utilisée pour la cession aux locataires d'immeubles construits par l'Etat, en application de l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945, et attribués à l'office d'H. L. M., ne comporte pas de modalités aussi précises que celles fixées par la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965. Ainsi, les locataires de ces immeubles, dont la demande d'acquisition de leur appartement a été rejetée comme ne rentrant pas dans le cadre des dispositions de la loi du 10 juillet 1965 susvisée, sont dans l'incapacité de présenter une nouvelle demande au titre de l'article 186 du code de l'urbanisme et de l'habitation, si l'office d'H. L. M., attributaire desdits logements, ne fait pas diligence pour soumettre leur demande aux instances compétentes. Il lui demande s'il n'envisage pas, afin d'éviter que ces opérations soient laissées à la discrétion de chaque organisme, de préciser les modalités de ces rétrocessions. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — La procédure prévue par l'article 186 du code de l'urbanisme et de l'habitation constituait la procédure de droit commun pour toute aliénation volontaire d'un élément du patrimoine immobilier des offices et sociétés d'habitation à loyer modéré jusqu'à la promulgation de la loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage local par les locataires. Elle trouve son origine dans l'article 8 de la loi n° 47-1606 du 13 août 1947 et son application n'a jamais soulevé de difficulté réelle. Par ailleurs, la loi n° 65-556 susvisée a très sensiblement réduit sa portée et elle ne peut plus, en fait, être considérée que comme une procédure d'exception. Dans ces conditions, la question posée par l'honorable parlementaire appelle une réponse négative.

7355. — M. Boucheny attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur le cas des veuves de pensionnés grands mutilés et invalides militaires et civils à plus de 80 p. 100 qui ne bénéficient pas de certaines dispositions prévues par les décrets n° 67-779 et 67-780 du 13 septembre 1967 sur la majoration des locaux insuffisamment occupés. Ces personnes, aux ressources

très modestes, vont subir une augmentation importante de leur loyer jusqu'à ce qu'elles atteignent l'âge de soixante-dix ans. En conséquence, il lui demande s'il n'est pas dans ses intentions de faire bénéficier cette catégorie de veuves des exceptions prévues à l'article 2 du décret n° 67-779 du 13 septembre 1967 (Question du 9 mars 1968.)

Réponse. — Les aménagements apportés par le décret n° 67-779 du 13 septembre 1967 aux conditions d'application de la majoration de 50 p. 100 de la valeur locative en cas d'occupation insuffisante ou de sous-location sont la conclusion d'études interministérielles au cours desquelles les hypothèses d'occupation ont été examinées dans leur ensemble. Ils représentent le maximum des assouplissements qu'il est possible d'apporter aux dispositions du décret n° 67-518 du 30 juin 1967, tout en maintenant l'objectif poursuivi par le Gouvernement de favoriser la meilleure utilisation possible de l'habitat existant, dans le cadre des recommandations inscrites au V^e Plan. Il est par ailleurs rappelé que le décret n° 67-780 du 13 septembre 1967 a eu pour objet de modifier la définition des locaux insuffisamment occupés, donnée par le décret n° 55-933 du 11 juillet 1955, pris en application de l'article 327 du code de l'urbanisme et de l'habitation. Il a porté de deux à trois pièces habitables l'importance du logement qui peut être considéré comme suffisamment occupé par une personne seule. Son application ne comporte aucune exception.

7698. — M. Fouchler expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que les mesures prises au cours des trois dernières années, en faveur des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées, ont laissé subsister un certain nombre de problèmes dont les intéressés attendent impatiemment la solution. Ils réclament, notamment que leurs rémunérations soient calculées sur la base d'un salaire indiciaire national, comparable à celui de la fonction publique et que, en attendant cette réforme, leurs salaires soient augmentés de 15 p. 100, afin d'être mis à parité avec ceux des fonctionnaires auxquels leur travail permet de les assimiler. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à l'équité de donner une suite favorable à ces requêtes et quelles mesures il compte prendre à cet effet. (Question du 16 mars 1968.)

Réponse. — Les ouvriers permanents des parcs et ateliers des ponts et chaussées ne sont pas effectivement des fonctionnaires au sens de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 4 février 1959. Toutefois, ils sont régis par un décret en date du 21 mai 1965 dont l'ensemble des dispositions et des textes subséquents ont apporté aux emplois considérés une amélioration certaine tant sur le plan administratif que sur le plan financier. A cette amélioration s'ajoutent des mesures particulières prises en liaison avec l'administration de l'économie et des finances et qui font bénéficier les intéressés de la quasi-totalité des avantages réservés aux fonctionnaires. Leurs salaires sont régulièrement revalorisés à la faveur de chaque remise en ordre des rémunérations des personnels civil et militaire de l'Etat; c'est ainsi que pour tenir compte du décret du 27 février 1968 portant majoration de 2,25 p. 100 des rémunérations des personnels civil et militaire de l'Etat, des crédits complémentaires ont été demandés à l'effet d'étendre cette mesure aux salaires des ouvriers des parcs et ateliers. Une considération fondamentale avait inspiré dès l'origine l'élaboration des dispositions statutaires précitées: les parcs et ateliers des ponts et chaussées exécutent en régie certains travaux que les entreprises ne peuvent réaliser dans des conditions aussi avantageuses que l'Etat, il était nécessaire pour que cette compétition ait une signification réelle, que ces parcs puissent se comporter comme des entreprises notamment en matière de comptabilité industrielle et de gestion du personnel ouvrier. La fonctionnarisation des ouvriers introduirait, dans l'exploitation des parcs et ateliers une certaine rigidité qui irait à l'encontre du but recherché. D'ailleurs, l'obtention éventuelle d'une situation comparable à celle des agents des travaux publics de l'Etat dont le corps est habituellement pris comme base de référence, ne pourrait devenir avantageux que pour des ouvriers comptant un certain nombre d'années de services et présenterait de sérieuses difficultés quant à la pyramide des emplois. En tout état de cause l'alignement des carrières actuelles des ouvriers permanents sur celles des fonctionnaires des ponts et chaussées dont les attributions sont beaucoup moins diversifiées, serait peu aisé en raison de la complexité des corps de métier faisant l'objet de la classification des différentes qualifications professionnelles des ouvriers. C'est également un des motifs pour lesquels les ouvriers permanents ne sont pas des fonctionnaires mais demeurent soumis au régime des ouvriers de l'Etat tributaires de la loi du 2 août 1949 dans les différentes administrations où leur utilisation pose des problèmes de gestion comparables à ceux des ponts et chaussées.

FONCTION PUBLIQUE

7262. — M. Boucheny expose à M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique la situation des sténodactylographes des administrations publiques. Ce personnel, qui est tenu de subir les

épreuves d'un examen professionnel afin d'être intégré dans le cadre C, est recruté sur la base d'un C. A. P. dont le niveau est équivalent au B. E. P. C., diplôme exigé pour les adjoints administratifs et commis classés en échelle ES3, alors que les sténodactylographes ne sont classés qu'en échelle ES2. Compte tenu du diplôme et de la technicité exigés, il lui demande s'il n'envisage pas le classement à parité des sténodactylographes avec les adjoints administratifs et commis. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — La situation des sténodactylographes, actuellement classés à l'échelle indiciaire ES2, a fait l'objet à plusieurs reprises d'un examen attentif qui n'a pas permis aux administrations intéressées de parvenir à un accord. Il convient toutefois de rappeler que ces agents peuvent accéder en fin de carrière à l'échelle ES3 en application du décret du 26 mai 1962 dont les dispositions ont fait l'objet par décret du 9 janvier 1967 d'un assouplissement non négligeable, et bénéficier à ce titre du relèvement des indices de cette échelle décidé par le décret du 28 septembre 1966. L'ensemble de ces améliorations a eu pour effet de porter les rémunérations de fin de carrière des sténodactylographes en fonctions à Paris de 705,15 à 1.071,39 francs durant la période 1962-1968 soit un accroissement de l'ordre de 50 p. 100.

7267. — Mme Vergnaud rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique que les sténodactylographes demeurent une des rares catégories de fonctionnaires pour laquelle aucune amélioration ni de carrière, ni d'indice n'a été enregistrée depuis plusieurs années. Elle lui demande, compte tenu du diplôme exigé et de la technicité requise, quelles mesures il compte prendre pour améliorer le sort de cette catégorie d'agents. (Question du 24 février 1968.)

Réponse. — La situation des sténodactylographes, actuellement classés à l'échelle indiciaire ES2, a fait l'objet à plusieurs reprises d'un examen attentif qui n'a pas permis aux administrations intéressées de parvenir à un accord. Il convient toutefois de rappeler que ces agents peuvent accéder en fin de carrière à l'échelle ES3 en application du décret du 26 mai 1962 dont les dispositions ont fait l'objet du décret du 9 janvier 1967 d'un assouplissement non négligeable, et bénéficier à ce titre du relèvement des indices de cette échelle décidé par le décret du 28 septembre 1966. L'ensemble de ces améliorations a eu pour effet de porter les rémunérations de fin de carrière des sténodactylographes en fonctions à Paris de 705,15 à 1.071,39 francs durant la période 1962-1968 soit un accroissement de l'ordre de 50 p. 100.

INDUSTRIE

6097. — M. Marin expose à M. le ministre de l'Industrie que le recouvrement par la poste des factures de l'E. D. F. intervenant peu après le relevé précédent a été durement ressenti par les familles à revenus modestes, au cours de la deuxième quinzaine de décembre. Il lui demande s'il n'entend pas prescrire: 1° qu'aucune poursuite ne soit engagée si le délai prescrit pour le paiement n'est pas respecté; 2° que ce délai soit porté de sept jours à un mois. (Question du 6 janvier 1968.)

Réponse. — La mise en place en décembre 1967, dans le département de Vaucluse, de la procédure d'envoi postal des quittances d'électricité et de gaz autorisée par l'article 15 de la loi du 23 décembre 1964, a provoqué un changement du rythme des opérations de relevé et d'encaissement. Les factures ont été, en effet, adressées aux abonnés une quinzaine de jours après le relevé, alors que précédemment, elles étaient présentées en paiement lors du relevé suivant. Des instructions ont été données pour que les services locaux d'« Electricité de France » et de « Gaz de France » prennent toutes dispositions utiles pour répondre aux difficultés rencontrées par les usagers pour régler les factures ayant fait l'objet de ce premier envoi postal. Il convient de signaler, par ailleurs, que la fréquence des opérations de relevé des compteurs est en principe de quatre mois en zone rurale et de trois mois en zone urbaine; l'envoi des quittances par voie postale n'a pas changé le délai imparti pour le paiement des factures qui est de sept jours. Lorsque les quittances ne sont pas acquittées dans ce délai, une lettre recommandée de rappel est adressée à l'usager, mais seulement dans un délai de quinze jours après l'envoi de la quittance. Les usagers disposent ainsi d'une période de temps qui semble normale pour régler le montant de leurs quittances.

INTERIEUR

6192. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'à la suite de la réforme administrative intervenue dans la région parisienne, les corps de sapeurs-pompiers volontaires vont être dissous, et les localités qu'ils desservaient vont dépendre des corps

professionnels de Paris. Les sapeurs-pompiers volontaires vont donc se trouver réduits à l'inaction après de longues années de services et de dévouement. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre les dispositions nécessaires pour que les sapeurs-pompiers volontaires puissent continuer à servir, par exemple, aux côtés des sapeurs-pompiers professionnels. (Question du 13 janvier 1968.)

Réponse. — Les articles 11 et 40 de la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne ont effectivement spécifié que la responsabilité en matière de lutte contre l'incendie, traditionnellement dévolue aux maires, incomberait à partir du 1^{er} janvier 1968, au préfet de police (et par suite, à la brigade de sapeurs-pompiers de Paris) dans les quarante-trois communes de l'ex-département de Seine-et-Oise intégrées dans les départements périphériques. En conséquence, les corps de sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires en fonctions dans ces communes ont cessé d'exister, en tant qu'unités constituées, à compter de la même date. L'article 4 du décret n° 68-186 du 22 février 1968 (Journal officiel du 27 février 1968) pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1964 susvisée prévoit que les sapeurs-pompiers, gradés et officiers volontaires des communes du département de Seine-et-Oise rattachées aux départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne peuvent demander à continuer d'apporter leur concours à la lutte contre les incendies et contre les périls et accidents de toute nature menaçant la sécurité publique. Ils sont alors placés sous l'autorité du général commandant la brigade de sapeurs-pompiers de la ville de Paris. Un arrêté du préfet de police fixera prochainement les dispositions qui leur seront applicables, notamment en ce qui concerne leur mission, leur régime disciplinaire ainsi que les vacations et indemnités qui leur sont attribuées.

6731. — M. François Bénard rappelle à M. le ministre de l'intérieur que l'article 37 du décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963 portant création d'un ordre national du mérite a supprimé différents ordres, dont celui du mérite civil du ministère de l'intérieur qui n'existe plus depuis le 1^{er} janvier 1964. Les personnes ayant manifesté une activité particulièrement remarquable dans le cadre de la protection civile : secouristes, mineurs, etc., dont le dévouement méritait d'être récompensé pouvaient, jusqu'en 1963 se voir attribuer un grade dans l'ordre du mérite civil du ministère de l'intérieur. Sans doute peuvent-ils, actuellement, être promus dans l'ordre national du mérite, mais peu d'entre eux pourront bénéficier de cette promotion. Afin que les personnes en cause puissent être justement récompensées de l'action menée au service de leurs concitoyens, il lui demande s'il envisage une modification du texte précité, de telle sorte que soit rétabli l'ordre du mérite civil du ministère de l'intérieur. (Question du 3 février 1968.)

Réponse. — Ainsi que le précise l'exposé des motifs du décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963, l'ordre national du mérite a été créé en vue d'assurer notamment une simplification et une harmonisation du système des distinctions honorifiques en substituant un second ordre national à des ordres trop nombreux. Ces considérations, qui ont conduit à la suppression de l'ordre du mérite civil du ministère de l'intérieur, ont conservé toute leur valeur de telle sorte qu'il ne paraît pas possible de donner suite à la suggestion proposée par l'honorable parlementaire.

6917. — M. Médecin expose à M. le ministre de l'intérieur que la population de Nice est passée de 265.451 habitants en 1936 à plus de 360.000 habitants en 1967 et que, dans le même temps, les effectifs de la police dans cette même ville ont subi les augmentations suivantes : en 1939, personnel civil : 132, personnel en tenue : 618, soit au total : 750. En 1967, personnel civil : 135 (moyenne d'âge quarante-neuf ans), personnel en tenue : 669 (moyenne d'âge quarante-huit ans), soit au total : 804. L'observation de ces chiffres fait en effet apparaître l'insuffisance notoire des effectifs de police. Cependant, jusqu'à ce jour aucune mesure n'a été prise pour remédier à cette situation. Il lui demande s'il peut être envisagé d'affecter au maintien de l'ordre public les quatorze policiers actuellement préposés à la garde des trois villas particulières qui sont situées sur le territoire de la commune de Nice et qui sont occupées par une personnalité marocaine et par deux personnalités françaises ou leur famille, étant fait observer que s'il apparaît indispensable de veiller à la sécurité des habitants de ces demeures particulières, des militaires pourraient être désignés pour cet office. (Question du 10 février 1968.)

Réponse. — La situation analysée par l'honorable parlementaire et d'ailleurs précédemment signalée par lui n'est pas propre à la ville de Nice : elle est celle de toutes les villes qui connaissent une augmentation importante et rapide de leur population, sans que les effectifs et les moyens de police puissent suivre une évolution comparable. Ce problème retient toute l'attention du ministre de l'intérieur. Si les conditions budgétaires n'ont pas, jusqu'à présent été favorables à une augmentation appréciable des effectifs globaux

des personnels de police, il se propose, à l'occasion de la préparation du budget de 1969 et dans le respect des impératifs financiers, de faire des propositions susceptibles d'amorcer la solution de ce problème général.

7120. — M. Jacques Barrot demande à M. le ministre de l'intérieur s'il peut lui indiquer : 1° les quantités de stupéfiants saisis par ses services au cours des dix dernières années : héroïne, morphine, opium, chanvre indien, L.S.D. ; 2° la répartition géographique de ces saisies ; 3° quel a été le nombre des trafiquants de stupéfiants arrêtés au cours des dix dernières années ; 4° quel est le nombre des toxicomanes utilisant des stupéfiants arrêtés ou inculpés à la suite d'enquêtes diligentées par ses services au cours des dix dernières années ; 5° quelle est la répartition des professions des toxicomanes en question. (Question du 24 février 1968.)

1^{re} réponse. — Une réponse définitive sera faite à l'honorable parlementaire dès que l'étude à laquelle il est procédé aura permis d'en rassembler les éléments.

7331. — M. Lainé signale à M. le ministre de l'intérieur qu'un fichier central de la population rendrait dans les communes de très grands services, notamment en matière d'aide sociale, de contributions directes et d'inscriptions sur des listes électorales. Il attire son attention sur le fait que les maires sollicités par diverses administrations pour donner des renseignements concernant leurs administrés sont souvent dans l'impossibilité de fournir les précisions qui leur sont demandées. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire de prendre des dispositions pour que soit rendue obligatoire la déclaration en mairie de tout changement de domicile ou de résidence. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — Sans méconnaître l'intérêt que pourrait présenter, du point de vue administratif, l'établissement de l'obligation de la déclaration de changement de domicile, le ministre de l'intérieur fait observer à l'honorable parlementaire que des dispositions de cet ordre constitueraient une atteinte aux libertés fondamentales rappelées et garanties dans le préambule de la Constitution. Il convient, en effet, de noter que l'obligation de déclarer en mairie les changements de domicile avait été instituée par les lois des 30 mai 1941 et 10 février 1943 modifiant les articles 104 et 105 du code civil. Or, l'ordonnance n° 45-2589 du 2 novembre 1945 portant rétablissement de la légalité républicaine a constaté la nullité des textes susvisés comme caractéristiques d'un régime de police autoritaire. Par ailleurs, l'établissement d'une telle mesure à l'heure où les efforts tendent à une simplification toujours plus grande des formalités administratives revêtirait un caractère paradoxal et aurait pour conséquence d'accroître les tâches déjà lourdes des maires et des commissaires de police.

7345. — M. Chechov expose à M. le ministre de l'intérieur que le 6 décembre 1967 il a posé à M. le ministre des armées la question écrite n° 5520 dont la réponse est publiée au Journal officiel du 3 février 1968 (Débats parlementaires, Assemblée nationale, pp. 321 et 322). A l'égard des propositions de révision de la grille indiciaire des traitements des personnels de la gendarmerie : gendarme, garde, maréchal des logis chef, adjudant et adjudant-chef, le département des armées fait remarquer que les rémunérations des intéressés ont été fixées dans le cadre de la parité admise entre les fonctionnaires en tenue de la police nationale et les militaires non officiers de la gendarmerie et que de nouvelles mesures ne pourraient être envisagées que si des dispositions analogues étaient retenues pour les sous-brigadiers et brigadiers de police. Compte tenu qu'il ressort de la réponse de M. le ministre des armées que son département ne semble pas opposé aux propositions contenues dans la question écrite n° 5520 et que des mesures favorables au personnel de la gendarmerie pourraient être envisagées sous réserve de l'accord du département de l'intérieur en ce qui concerne les fonctionnaires de la police nationale, il lui demande s'il entre dans ses intentions de faire toutes propositions utiles en ce sens à ses collègues de la fonction publique et de l'économie et des finances. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — S'il n'ignore pas la parité indiciaire de fait sinon de droit qui existe actuellement entre les gradés et gardiens de la police nationale, d'une part, les sous-officiers de la gendarmerie, d'autre part, le ministre de l'intérieur n'a pas qualité pour faire des propositions visant ces derniers. En ce qui concerne les gradés et gardiens de la police, le ministre de l'intérieur rappelle que leur classement indiciaire, de même que celui de l'ensemble des fonctionnaires de la police nationale, vient de faire l'objet du décret n° 68-207 du 16 février 1968. Ce décret fait partie de l'ensemble des textes réglementaires pris en application de la loi du 9 juillet 1966 portant organisation de la police nationale et rendus nécessaires par

la réunion dans des corps uniques de personnels appartenant précédemment à deux administrations différentes. Il n'apporte pas de modification à la situation antérieure, la loi du 9 juillet 1966 ayant eu pour but de réorganiser la police et non de modifier la rémunération de ses personnels. Les problèmes touchant au classement indiciaire des différents corps de fonctionnaires de police n'en continuent pas moins à faire l'objet d'une attention particulière du ministre de l'intérieur.

7580. — M. Sallé expose à M. le ministre de l'intérieur que par acte authentique, en 1859, lors du morcellement d'une propriété, le lotisseur a créé un chemin d'exploitation de 4 mètres de largeur pour la cession de parcelles nées de la division, chemin dont le sol, aux termes dudit acte, appartenait privativement aux riverains. En 1938, à l'occasion de la révision du cadastre, la commune du lieu de ce chemin a procédé à la reconnaissance des chemins ruraux. Dans cette reconnaissance s'est trouvée compris le chemin en cause pour une largeur de 1,34 mètre. Il semble qu'à cette époque la commune ait cru que ce chemin lui appartenait contrairement à ce qui était. Cette reconnaissance a eu lieu en vertu d'une délibération du conseil municipal du 1^{er} septembre 1938. Elle est intervenue conformément à la loi du 20 août 1881, après établissement d'un tableau de reconnaissance avec plan parcellaire annexé; d'un procès-verbal d'enquête constatant qu'aucun avis défavorable n'avait été donné; le maire lui-même ayant fait connaître son avis le 24 octobre 1941. La reconnaissance a été prononcée sur proposition du préfet par la commission départementale compétente tenue le 16 septembre 1953. Elle ne paraît avoir donné lieu à aucune indemnité au profit des propriétaires riverains. Il lui demande si, dans ces conditions, la reconnaissance opérée a eu pour effet de transférer la propriété de ce chemin au profit du domaine public ou du domaine privé de la commune ou si, au contraire, compte tenu du fait que ce chemin était privé, ce classement est demeuré sans effet quant à la propriété de ce chemin. Il lui demande également si, éventuellement, cette reconnaissance administrative a pu faire courir, au profit de la commune, un droit de prescription acquisitive et lequel. (Question du 9 mars 1968.)

Réponse. — A s'en tenir aux indications fournies par l'honorable parlementaire, la reconnaissance du chemin a été régulièrement prononcée et à aucun moment de la procédure les propriétaires détenteurs d'actes authentiques n'ont exprimé la moindre réserve ni cherché à faire valoir leurs droits. Ils n'ont pas davantage usé, dans l'année de la prise de possession du chemin par la commune, de la faculté de contestation que leur ouvrait l'ancien article 67 du code rural. Cette attitude limite singulièrement le champ d'un recours contentieux, le transfert du chemin dans le domaine public de la commune ayant été acquis de bonne foi à l'issue d'une procédure régulière. Depuis l'intervention de l'ordonnance n° 59-155 du 7 janvier 1959, et sauf classement dans le réseau des voies communales, le chemin appartient au domaine privé de la commune et tout litige le concernant relève désormais de la compétence des tribunaux civils. Au bénéfice des observations qui précèdent et en se replaçant à l'époque de la reconnaissance, ceux-ci pourraient également connaître d'une action éventuelle en indemnité dont l'opportunité et le bien fondé ne sauraient être appréciés que par les propriétaires intéressés et les instances, le cas échéant, saisies.

JUSTICE

3990. — M. Ducoloné rappelle à M. le ministre de la justice qu'au cours de la précédente législature les députés communistes ont réclamé à plusieurs reprises une profonde réforme de l'assistance judiciaire permettant l'extension démocratique de cette institution et son meilleur fonctionnement. Ils s'étaient prononcés pour une rémunération minimum des auxiliaires de justice commis au titre de l'assistance judiciaire, ce qui permettait d'améliorer les services rendus à ce titre pour les justiciables et d'alléger la charge des praticiens, spécialement des plus jeunes (ils avaient également demandé la suppression du qualificatif de stagiaires pour les jeunes avocats, fort souvent désignés au titre de l'assistance judiciaire). Parallèlement, les députés communistes demandaient une réforme de la procédure civile inspirée de principes démocratiques et visant à la simplification, à la réduction des frais et des délais, la fusion des professions d'avoué et d'avocat devant intervenir dans ce cadre. Le précédent garde des sceaux, dans chacune de ses réponses, d'année en année, tout en affirmant des préférences personnelles peu éloignées des solutions préconisées ci-dessus, s'est toujours borné à renvoyer la décision aux conclusions de commissions successives. Or, il n'est plus niable qu'une grave crise des rapports de la grande masse des travailleurs peu fortunés avec la justice se développe en milieu urbain. Les organisations de magistrats et d'auxiliaires de justice en prennent conscience. La réforme démocratique de l'assistance judiciaire est un des remèdes à apporter à cette situation. Il lui demande quelles tâches précises

il s'est assigné en ce domaine pour l'exercice de ses fonctions ministérielles. (Question du 3 octobre 1967.)

Réponse. — La position de la chancellerie et l'action qu'elle a entreprise en matière d'assistance judiciaire ont été exposées par le garde des sceaux lors de l'examen du budget du ministère de la justice à l'Assemblée nationale le 23 octobre 1967, et au Sénat le 17 novembre suivant, à l'occasion des réponses faites aux députés et aux sénateurs intervenants, et notamment à l'honorable parlementaire auteur de la présente question. Le ministre rappelle que la chancellerie a elle-même affirmé, depuis plusieurs années, la nécessité d'une réforme profonde de l'assistance judiciaire. En premier lieu, il a été décidé de substituer à l'expression d'« assistance judiciaire » celle d'« aide judiciaire », qui correspond très exactement au caractère nouveau de l'institution qui va être mise en place. En second lieu, l'aménagement d'une aide judiciaire partielle et proportionnelle, suivant les ressources du justiciable qui y aura recours, est envisagé. Dans cette optique, on pourrait songer à faire bénéficier d'une aide judiciaire totale les personnes pratiquement indigentes, tandis que celles qui possèdent des ressources plus élevées, mais encore insuffisantes pour leur permettre de faire face aux procédures qu'elles estiment nécessaires, pourraient obtenir une aide partielle, proportionnée à ces ressources, qui ne laisserait à leur charge qu'une fraction des frais de justice. En tout état de cause, les études auxquelles la chancellerie fait actuellement procéder sont activement poursuivies. Elles visent principalement à accroître le nombre des bénéficiaires de l'assistance judiciaire, en vue de faciliter le libre accès de la justice à tous les justiciables.

5237. — M. Chazalon rappelle à M. le ministre de la justice que, d'après les déclarations qu'il a faites à l'Assemblée nationale le 23 octobre dernier, des décisions doivent intervenir, dans un proche avenir, en ce qui concerne une modification du système actuel de l'assistance judiciaire. Il lui demande s'il peut, dès maintenant, donner quelques précisions sur la réforme envisagée. (Question du 28 novembre 1967.)

Réponse. — La position de la chancellerie et l'action qu'elle a entreprise en matière d'assistance judiciaire ont été exposées par le garde des sceaux lors de l'examen du budget du ministère de la justice à l'Assemblée nationale le 23 octobre 1967, et au Sénat le 17 novembre suivant, à l'occasion des réponses faites aux députés et aux sénateurs intervenants, et notamment à l'honorable parlementaire auteur de la présente question. Le ministre rappelle que la chancellerie a elle-même affirmé, depuis plusieurs années, la nécessité d'une réforme profonde de l'assistance judiciaire. En premier lieu, il a été décidé de substituer à l'expression d'« assistance judiciaire » celle d'« aide judiciaire », qui correspond très exactement au caractère nouveau de l'institution qui va être mise en place. En second lieu, l'aménagement d'une aide judiciaire partielle et proportionnelle, suivant les ressources du justiciable qui y aura recours, est envisagé. Dans cette optique, on pourrait songer à faire bénéficier d'une aide judiciaire totale les personnes pratiquement indigentes, tandis que celles qui possèdent des ressources plus élevées, mais encore insuffisantes pour leur permettre de faire face aux procédures qu'elles estiment nécessaires, pourraient obtenir une aide partielle, proportionnée à ces ressources, qui ne laisserait à leur charge qu'une fraction des frais de justice. En tout état de cause, les études auxquelles la chancellerie fait actuellement procéder sont activement poursuivies. Elles visent principalement à accroître le nombre des bénéficiaires de l'assistance judiciaire, en vue de faciliter le libre accès de la justice à tous les justiciables.

5919. — M. Fajon expose à M. le ministre de la justice que les lenteurs de l'instruction de certaines demandes d'assistance judiciaire conduisent trop souvent à de véritables dénis de justice. C'est ainsi qu'une demande d'assistance judiciaire pour une recherche de paternité a été présentée en juin 1966 au bureau de l'assistance judiciaire près le tribunal de grande instance de la Seine, l'enfant étant né le 15 mars 1965. Le 7 octobre 1966, le secrétariat de ce bureau informait la demanderesse que son dossier (n° 60793) était transmis au bureau d'assistance judiciaire près le tribunal de grande instance de Pontoise. L'intéressée écrivait à ce bureau, le 23 novembre 1966, en rappelant l'objet de sa demande. Le dossier n'était enregistré au greffe que le 8 décembre 1966 sous le numéro 1978 et ce n'est que le 6 avril 1967 que le bureau décidait d'accorder l'assistance judiciaire. Or, le délai préfix pour agir, soit les deux années suivant l'accouchement, résultant de l'article 340 du code civil, était expiré depuis le 15 mars 1967 en l'espèce. C'est-à-dire que l'intéressée après dix mois se voyait accorder la gratuité pour la mise en œuvre d'un droit expiré depuis trois semaines alors. Dans le cas particulier, une jeune mère, célibataire, aux très faibles ressources, se trouve plongée dans le désespoir. Il lui demande : 1° s'il entend enfin faire aboutir à une réforme démocratique de l'assistance judiciaire; 2° dans les cas

semblables à celui signalé, si une action en responsabilité est ouverte contre l'Etat. (Question du 20 décembre 1967.)

Réponse. — 1° Les demandes d'assistance judiciaire formées devant les tribunaux de grande instance et les cours d'appel ne suspendent pas le cours des délais prescrits par la loi, à peine de déchéance, pour l'exercice de certaines actions, notamment en matière d'état des personnes. Une telle suspension ne paraît pas pouvoir être envisagée, car elle aurait pour conséquence de prolonger les délais pendant lesquels ces actions peuvent être intentées, alors que les nécessités de l'ordre public et de la paix des familles exigent que ces actions soient exercées aussi rapidement que possible après la survenance des faits qui leur servent de base. Il appartient donc aux justiciables qui désirent intenter de telles actions de prendre toutes les dispositions nécessaires pour être en mesure de les engager avant l'expiration du délai emportant déchéance. Or, en l'espèce, il apparaît que la demande d'assistance judiciaire n'a été présentée que quatorze mois après la naissance de l'enfant. Il convient de noter que, si en vertu de l'article 340 du code civil, l'action en recherche de paternité doit, à peine de déchéance, être intentée dans un délai de deux ans à compter de l'accouchement, le point de départ du délai peut néanmoins être parfois reporté. En effet, dans les cas prévus aux paragraphes 4° et 5° de ce même article (concubinage notoire du père et de la mère pendant la période légale de la conception, cas où le père prétendu a pourvu ou participé à l'entretien et à l'éducation de l'enfant en qualité de père), l'action peut être engagée jusqu'à l'expiration des deux années qui suivent la cessation soit du concubinage, soit de la participation du père prétendu à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. Si les circonstances de la recherche de paternité envisagée en l'espèce répondaient aux conditions énoncées aux paragraphes 4° ou 5° précités, le point de départ du délai de deux ans et, par voie de conséquence, la date d'effet de la déchéance pourraient s'en trouver modifiés. En l'état actuel de la législation, l'instruction des demandes d'assistance judiciaire doit être diligentée par le bureau établi près le tribunal de grande instance du domicile de l'intéressé, et la décision d'octroi ou de refus de l'assistance judiciaire est prise par le bureau établi près le tribunal compétent pour statuer sur le fond de l'affaire. Il s'ensuit que les délais d'examen des demandes se trouvent allongés lorsque le requérant n'est pas domicilié dans le ressort du tribunal qui doit connaître de l'affaire. Le garde des sceaux est pleinement conscient de la nécessité d'une réforme profonde de l'assistance judiciaire. Les études pour y parvenir sont très activement poursuivies. 2° Il n'est pas possible, au vu des seuls renseignements contenus dans la question posée, d'émettre un avis sur le fondement d'une éventuelle action en responsabilité.

7118. — M. Rabourdin attire l'attention de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur le fonctionnement de l'assistance judiciaire. Il remarque, en effet, que les procédures engagées par des personnes bénéficiant de l'assistance judiciaire sont, d'une façon générale, beaucoup plus longues que les procédures engagées sans assistance judiciaire. Les conséquences de tels retards sont souvent dramatiques. Il lui demande donc si des dispositions peuvent être prises pour pallier les retards des dossiers instruits avec l'assistance judiciaire et si, en particulier, les honoraires versés aux avoués et avocats peuvent être réévalués. En effet, dans de nombreux cas, les honoraires versés aux avoués ne couvrent même pas les frais réels engagés par ceux-ci dans une procédure. (Question du 17 février 1968.)

Réponse. — Les procès intentés par les justiciables qui bénéficient de l'assistance judiciaire doivent être instruits, de même que ceux engagés sans cette assistance, dans les délais prévus par le code de procédure civile. Les problèmes soulevés par la lenteur de la procédure civile en général font l'objet d'études attentives de la part de la chancellerie. Les décrets n° 65-872 du 13 octobre 1965 et n° 67-1072 du 7 décembre 1967 relatifs à la mise en état des causes ont pour but d'accélérer leur déroulement devant les tribunaux de grande instance et les cours d'appel, grâce à l'intervention des magistrats de la mise en état. Les résultats déjà obtenus apparaissent encourageants à cet égard et l'extension progressive de ce texte à l'ensemble du territoire, qui est en cours de réalisation, devrait permettre de parvenir à une amélioration sensible du cours de la justice. Les avoués et les avocats désignés au titre de l'assistance judiciaire pour défendre les intérêts des assistés ne perçoivent ni émoluments ni honoraires. Toutefois, dans le cas où l'assisté gagne son procès, ce principe comporte deux exceptions : d'une part, les émoluments qui auraient été dus à l'avoué de l'assisté si ce dernier n'avait pas bénéficié de l'assistance judiciaire sont recouverts sur l'adversaire par le Trésor qui les verse ensuite à cet avoué ; d'autre part, l'avocat commis peut demander à son client des honoraires lorsque la condamnation en principal et intérêts prononcée contre l'adversaire a procuré à l'assisté des ressources telles que, si elles avaient existé au jour où l'assistance judiciaire a été demandée, celle-ci n'aurait pas été accordée. La

question se pose de savoir si le bénéfice de la gratuité du concours des auxiliaires de justice doit être ou non maintenu. Ce problème est actuellement examiné dans le cadre d'études entreprises en vue de réformer l'assistance judiciaire.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

7392. — M. de Montesquiou attire l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur les conséquences des instructions qu'il a données concernant la suppression de nombreux bureaux de poste dans le département du Gers. La décision qu'il a prise sous le prétexte d'accélérer la délivrance du courrier et d'une économie éventuelle dans l'exploitation a comme résultat de favoriser la disparition des communes et de ralentir la distribution du courrier. Il lui demande s'il compte suspendre l'application de ces instructions qui, en conclusion, freinent le progrès. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — Ainsi qu'il a été indiqué à l'honorable parlementaire en réponse à sa question écrite du 1^{er} juillet 1967 (voir *Journal officiel* du 5 août 1967) l'administration des postes et télécommunications étudie avec un intérêt tout particulier la réorganisation de ses services dans les zones rurales. Elle recherche les moyens de desservir les petites communes dans les meilleurs conditions et au meilleur coût. Aucune directive n'a été donnée aux directeurs départementaux, et à celui du Gers en particulier, pour supprimer le plus grand nombre possible de bureaux. A la vérité, l'organisation future doit tenir compte à la fois du développement de l'automobile, mais aussi des profonds mouvements démographiques constatés depuis vingt ans. L'administration des postes et télécommunications tire les conséquences de ces migrations. Parfaitement conscient de la nécessité de ne pas priver les usagers des facilités dont ils ont bénéficié jusqu'ici, elle ne peut cependant admettre le maintien en place d'effectifs dont l'importance est sans commune mesure avec le trafic réel. Ainsi, en attendant qu'un plan d'ensemble soit établi, et lorsque des vacances d'emplois sont ouvertes, chaque cas particulier fait l'objet d'une étude qui est soumise par les directeurs départementaux à l'appréciation des services centraux. L'assurance peut ainsi être donnée que les suppressions ou transformations d'établissements de poste qui interviennent répondent bien à une nécessité véritable.

7417. — M. Spénale appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur la situation des receveurs et chefs de centre des P. T. T. au regard des autres fonctionnaires ou agents du service. Les intéressés demeurent en permanence responsable de la bonne marche de leur bureau, de la sécurité des installations et des fonds. Il leur est impossible de bénéficier du week-end. Ils demandent à titre de modeste compensation l'octroi de deux semaines d'autorisation d'absence en dehors de la période des congés. Il lui demande si le Gouvernement a mis à l'étude cette affaire qui mérite un examen bienveillant, quelle solution il compte lui donner et dans quel délai. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — Les sujétions signalées par les requérants sont inhérentes à la fonction de receveur et de chef de centre des P. T. T. Pour tenir compte de cette situation particulière, les intéressés bénéficient de l'indemnité de grance et de responsabilité et d'un logement de fonctions attribué à titre gratuit. L'administration s'efforce d'ailleurs d'alléger, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du service public le poids des sujétions supportées par les chefs d'établissement. C'est ainsi que le développement de l'automatique en matière d'installations téléphoniques a permis de suspendre presque complètement le service des appels urgents les dimanches et jours fériés. Cette mesure qui concerne l'ensemble des bureaux de faible importance à l'exception de ceux qui sont encore équipés en manuel ou qui sont spécialement désignés par l'administration, libère donc pratiquement les receveurs titulaires de toutes obligations professionnelles ces jours-là. Ceux qui ne bénéficient pas de cette dispense reçoivent une compensation particulière. Mais il n'est pas possible d'accueillir favorablement la demande des intéressés concernant l'octroi de deux semaines supplémentaires de congé. En effet le régime et la durée des congés annuels prévus en faveur des agents titulaires de l'Etat ont été fixés par l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires et rappelés en dernier lieu par la circulaire n° FP/696 du 7 avril 1964 du ministre d'Etat chargé de la fonction publique.

7423. — M. Lagrange appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur la situation faite aux receveurs et chefs de centre des P. T. T. qui sont tenus entre autres sujétions particulières d'assurer ou de faire assurer la permanence du service téléphonique, du service télégraphique et du courrier le samedi sans pouvoir bénéficier d'une compensation quelconque. Il lui

demande s'il ne serait pas possible d'envisager l'affectation de quelques agents supplémentaires dans chaque brigade de réserve départementale, ce qui permettrait à ce personnel, de bénéficier de deux semaines d'autorisation d'absence à prendre en dehors de la période des congés, en compensation du service assuré le samedi. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — Les sujétions signalées sont inhérentes à la fonction de receveur et de chef de centre des P. T. T. Pour tenir compte de cette situation particulière, les intéressés bénéficient de l'indemnité de gérance et de responsabilité et d'un logement de fonctions attribué à titre gratuit. L'administration s'efforce d'ailleurs d'alléger, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du service public le poids des sujétions supportées par les chefs d'établissement. C'est ainsi que le développement de l'automatique en matière d'installations téléphoniques a permis de suspendre presque complètement le service des appels urgents, les dimanches et jours fériés. Cette mesure qui concerne l'ensemble des bureaux de faible importance à l'exception de ceux qui sont encore équipés en manuel ou qui sont spécialement désignés par l'administration, libère donc pratiquement les receveurs titulaires de toutes obligations professionnelles ces jours-là. Ceux qui ne bénéficient pas de cette dispense reçoivent une compensation particulière. Mais il n'est pas possible d'accueillir favorablement la demande des intéressés concernant l'octroi de deux semaines supplémentaires de congé. En effet le régime et la durée des congés annuels prévus en faveur des agents titulaires de l'Etat ont été fixés par l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires et rappelés en dernier lieu par la circulaire n° FP/696 du 7 avril 1964 du ministère d'Etat chargé de la fonction publique.

7446. — M. Chazelle expose à M. le ministre des postes et télécommunications qu'à l'égard de la bonne marche de leur bureau, de la sécurité des locaux, des installations et des fonds qui leur sont confiés, pour lesquelles leur intervention peut être sollicitée à tout moment même la nuit, les receveurs et chefs de centre des postes et télécommunications ont leur activité et leur responsabilité engagées au-delà des quarante-cinq heures hebdomadaires habituellement exigées des agents de la fonction publique. Au surplus les receveurs et chefs de centre, tenus d'assurer et de faire assurer la permanence du service téléphonique, du service télégraphique et du courrier le samedi ne peuvent bénéficier entièrement du week-end comme une bonne partie des travailleurs du secteur privé ou du secteur public qui profitent, de plus en plus, du repos hebdomadaire de deux jours consécutifs. Il est difficile, au demeurant de considérer l'indemnité de gérance et de responsabilité qui leur est attribuée comme une compensation puisque cette prestation en argent est bien antérieure à la période de développement intensif des loisirs et à la généralisation des longs week-end. Enfin, il faut bien admettre que la gratuité du logement se traduit, pour les agents logés, par une réduction très sensible de l'indemnité de gérance et de responsabilité, et que cet avantage en nature perd en partie de son intérêt du fait que son évaluation, augmentant chaque

année de façon substantielle, conduit à la majoration sensible des charges fiscales des intéressés. Tenant compte de ce qui précède et du fait que les receveurs et chefs de centre des postes et télécommunications, en raison de l'importance du service public dont ils ont la charge, ont conscience des obligations qui leur incombent et des sujétions inhérentes à leur activité, auxquelles ils ne songent pas à se soustraire, il lui demande s'il ne lui paraît pas justifié que la permanence du service assurée, soit compensée par l'octroi de deux semaines d'autorisation d'absence à prendre en dehors de la période des congés. (Question du 2 mars 1968.)

Réponse. — Les sujétions signalées par les requérants sont inhérentes à la fonction de receveur et de chef de centre des P. T. T. Pour tenir compte de cette situation particulière, les intéressés bénéficient de l'indemnité de gérance et de responsabilité et d'un logement de fonctions attribué à titre gratuit, avantages qui n'ont d'ailleurs pas influencé la fixation des échelles indiciaires des intéressés. L'administration s'efforce d'ailleurs d'alléger, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du service public, le poids des sujétions supportées par les chefs d'établissement. C'est ainsi que le développement de l'automatique en matière d'installations téléphoniques a permis de suspendre presque complètement le service des appels urgents les dimanches et jours fériés. Cette mesure qui concerne l'ensemble des bureaux de faible importance à l'exception de ceux qui sont encore équipés en manuel ou qui sont spécialement désignés par l'administration, libère donc pratiquement les receveurs titulaires de toutes obligations professionnelles ces jours-là. Ceux qui ne bénéficient pas de cette dispense reçoivent une compensation particulière. Mais il n'est pas possible d'accueillir favorablement la demande des intéressés concernant l'octroi de deux semaines supplémentaires de congé. En effet le régime et la durée des congés annuels prévus en faveur des agents titulaires de l'Etat ont été fixés par l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires et rappelés en dernier lieu par la circulaire n° FP/696 du 7 avril 1964 du ministère d'Etat chargé de la fonction publique.

Rectificatif

au Journal officiel, débats Assemblée nationale du 10 février 1968.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 395, 2^e colonne, réponse de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, à la question n° 4961 de M. Nègre :

1^o Dernière colonne du tableau, ligne Bas-Rhin, supprimer le chiffre 1.

2^o Dernière colonne du tableau, ligne Saône-et-Loire, ajouter le chiffre 1.